

Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation en Afrique et incidence sur le recours aux technologies

Sondage sur l'expérience et les opinions des éducateurs et spécialistes de technologies

September 2020

DOI 10.5281/zenodo.4018774

Creative Commons Attribution 4.0 International



Table of Contents

1. Résumé analytique	4
2. Un réseau d'experts — échantillon du sondage eLearning Africa/EdTech Hub	7
3. L'Afrique pendant la pandémie de COVID-19	13
4. Secteur de l'éducation en Afrique	17
5. Réponse du secteur éducatif africain à la pandémie	19
Contexte général	19
Réponse à la crise	22
Mesures de confinement et fermetures	22
Approches de l'apprentissage à distance	22
Obstacles à une réponse efficace	24
Infrastructures et technologies	25
Électricité	26
Connectivité	27
Appareils et technologies	29
Environnement d'apprentissage à domicile	31
Supports d'apprentissage et programmes scolaires	31
Tae, consultant, Tanzanie	32
Renforcement des capacités, développement professionnel et formation des enseignants	33
6. Opportunités, menaces et exemples de bonnes pratiques	34
Opportunités	35
Menaces	37
Exemples de bonnes pratiques	39
Communication efficace	39
Communication au niveau de l'école	40
Communication au niveau national	40
Implication du secteur privé dans la réponse à la COVID	40
Recours à la télévision et à la radio	40
Utilisation efficace des technologies	41
Gratuité des technologies	41
7. Recommandations	43
Niveau régional et panafricain	43
Gouvernement	44
Établissements d'enseignement et personnel	47
8. Annexes	50
Annexe 1 — Questions du sondage	50
Pandémie de COVID-19 et système éducatif dans votre pays	50
Impact sur les apprenants	50
Stratégie de riposte	51
Efficacité de la planification/riposte	51
Initiatives et appui	51
Préparation	51
Technologies	51
Impact	52
Leçons tirées	52
Perspectives	52

Annexe 2 — Conseils aux gouvernements	53
Communication et sensibilisation	53
Amélioration des programmes scolaires	53
Apprentissage par des erreurs	53
Partenariats, incitations et création d'un « environnement favorable »	54
Formation, renforcement des capacités, développement professionnel	54
Planification et stratégie	57
Environnements d'apprentissage, communautés, supports, installations	59
Annexe 3 — Conseils aux enseignants	61
Processus d'enseignement	61
Développement personnel	62
Implication de la communauté	63
Annexe 4 — Perfectionnement des enseignants	64
Besoins et politique de formation des enseignants	64
Besoins de formation de la société au sens large	66
Centres d'apprentissage	66
Société dans son ensemble	67
Annexe 5 — Réforme des programmes scolaires	68
Amendement	68
Amendement avec des réserves	69
Aucun amendement	70
Annexe 6 – Version illustrée du sondage	72

1. Résumé analytique

Le présent rapport et les résultats du sondage sur lesquels il se fonde donnent un aperçu unique des perspectives d'experts du secteur de l'EdTech concernant l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation en Afrique. Ce rapport s'appuie sur les résultats d'un sondage mené au sein du réseau eLearning Africa, qui a permis de recueillir environ 1 650 réponses de personnes vivant dans 52 pays d'Afrique. Globalement, 1217 (73%) des réponses ont été fournies par les répondants de 15 pays (29%). 52% des répondants sont directement impliqués dans le secteur de l'éducation et 9% dans le secteur des TIC. 71% travaillent pour des organisations gouvernementales ou à but non lucratif et 21% pour des entreprises à but lucratif. 40% sont des enseignants/chargés de cours/professeurs, et 13% sont des entrepreneurs ou des spécialistes des TIC ou de l'EdTech. L'échantillon représente certes un groupe d'experts plutôt qu'un échantillon représentatif de la population, mais les résultats de l'enquête sont indubitablement significatifs.

Depuis les premiers cas de COVID-19 survenus en février 2020, la maladie s'est propagée sur tout le continent, l'Afrique du Sud étant le pays le plus touché au moment de la rédaction du présent rapport (311 000 cas au 15 juillet), suivie de l'Égypte. Les chiffres augmentent dans de nombreux pays. La plupart d'entre eux ont réagi rapidement à la pandémie en optant pour la fermeture généralisée des écoles à un stade précoce. Bien que le virus soit reconnu comme un défi important pour leurs pays, et en particulier pour l'éducation, 50% des répondants estiment que la situation actuelle représente une opportunité significative ou très significative. Il est largement admis que les technologies joueront un rôle clé dans l'avenir de l'éducation en Afrique, et le virus fait l'effet d'une « sonnette d'alarme » invitant à envisager sérieusement cet avenir.

Le secteur de l'éducation en Afrique est diversifié, au même titre que les défis qui le caractérisent. L'enseignement supérieur est confronté à divers défis, notamment la scolarisation, l'offre privée et publique, et l'enseignement en milieux urbains et ruraux. Les défis varient certes d'un pays à un autre, mais il existe un point commun important: l'ampleur des problèmes rencontrés varie selon les niveaux d'enseignement. Seule une petite minorité (<20%) fait des études universitaires. Seule une minorité d'élèves achève le cycle secondaire (<40%). Le cycle primaire est celui dont les chiffres se rapprochent le plus de l'éducation universelle (>80%). Les répondants au sondage estiment que le cycle primaire est le moins apte à faire face à l'interruption des cours. En général, les enfants du primaire ont peu d'expérience en matière d'études en dehors de la salle de classe; il est peu probable qu'ils aient des dispositions adéquates pour apprendre à la maison ou un accès à des appareils connectés à internet, et de nombreux parents n'auront pas la capacité de fournir un soutien suffisant à leur apprentissage. Par conséquent, ceux qui ont le plus besoin de soutien sont les moins susceptibles d'y accéder. Et si un enfant abandonne le cycle primaire, il est peu probable qu'il reprenne l'école à plein temps.

Les gouvernements d'Afrique ont fermé prématurément les établissements scolaires. En un laps de temps, l'approche éducative générale de formation en salles de classe est devenue non rentable, et il a fallu la remplacer au plus vite. Les gouvernements du monde entier ont été confrontés à ce défi, particulièrement grave pour la plupart des pays africains où il existe une grande disparité entre l'offre destinée à « l'élite » et celle réservée aux personnes les moins favorisées, principalement dans les zones rurales. Divers gouvernements ont rapidement mis au point des programmes éducatifs diffusés par la télévision et la radio, mais qui n'ont été accessibles qu'à ceux disposant de ces appareils. De même, l'apprentissage en ligne n'a été accessible qu'aux personnes disposant d'un accès à internet. Certes, 59% des répondants se sont dits satisfaits de la réponse de leur gouvernement à la pandémie, mais 59% ont estimé que le gouvernement n'a pas assez tenu compte des avis des enseignants sur les questions liées à l'éducation, et seulement 36% ont jugé les actions du gouvernement efficaces pour assurer une évolution de l'apprentissage par l'enseignement à distance.

Même si le besoin d'apprentissage à distance est apparu comme une évidence au début de la pandémie, il a été plus complexe de toucher efficacement les étudiants. Les universités ont dû faire avec les moyens du bord et leurs réponses ont varié en fonction de leurs ressources et de leur ingéniosité. Aux niveaux primaire et secondaire, la priorité a parfois été accordée à la continuité des enseignements pour les classes d'examen, notamment celles dont les élèves composent les examens de fin d'études primaires et secondaires. Mais, pour la majorité, ni les élèves ni les enseignants n'avaient une expérience préalable de l'enseignement et de l'apprentissage en dehors de la salle de classe. Les réponses des gouvernements ont été variées: nombre d'entre eux ont proposé des programmes éducatifs à la télévision et à la radio, parfois en partenariat avec le secteur privé, mais tous n'étaient pas bien organisés. Certains pays ont mis au point des interventions efficaces, d'autres non. Cette situation n'a pas toujours été proportionnelle à leur degré de richesse ou de pauvreté. Il est rapidement apparu que, pour la majorité des apprenants, les approches technologiques

sophistiquées n'étaient pas toujours la solution.

Les répondants au sondage ont clairement relevé les trois principaux obstacles auxquels les apprenants font face lors de fermeture d'écoles: un manque d'accès aux technologies, un environnement d'apprentissage à domicile inadapté et un manque d'accès aux supports d'apprentissage. Pour les enseignants, le principal obstacle a été le manque de formation appropriée dans la conception et la gestion de programmes d'apprentissage à distance. Cette situation a été exacerbée par un manque d'infrastructures: électricité, connectivité, appareils; et un manque de supports d'apprentissage appropriés: livres, télévision et appareils connectés à internet. Les résultats de ce sondage sont clairs: les élèves les plus pauvres et les plus dispersés géographiquement ont plus à perdre sur le plan éducatif s'il n'existe pas d'école conventionnelle. Outre ces difficultés, les répondants ont relevé que ce nouveau contexte a soumis la plupart des enseignants aux mêmes défis que leurs élèves en termes de préparation inadéquate et d'équipements inadaptés. Dans la même lancée, les parents se sont avérés être mal équipés pour soutenir l'éducation de leurs enfants à domicile. Certains gouvernements ont assuré une « sensibilisation » des enseignants et des parents, mais beaucoup ne l'ont pas fait. À ce titre, 83% des répondants ont estimé que leur programme scolaire actuel n'est pas propice à l'offre à distance.

Malgré tous ces défis, 50% des personnes interrogées ont estimé que la pandémie de COVID-19 offrirait « de nouvelles opportunités pour les systèmes éducatifs », notamment en ce qui concerne l'intégration des technologies dans l'apprentissage. Certains répondants y ont vu une chance pour les gouvernements de transformer leurs paroles en actions et de faire évoluer les systèmes éducatifs de sorte à répondre aux impératifs du XXI^e siècle. Il est certes trop tôt pour tirer des leçons de ces temps difficiles, mais quelques l'on peut énoncer quelques aspects communs, tels que la nécessité d'une bonne communication: entre les gouvernements et l'ensemble de la population; entre le gouvernement, les institutions et les enseignants; entre les institutions, les enseignants, les parents et les élèves. La participation du secteur privé a été perçue comme un avantage considérable dans plusieurs cas, certains gouvernements travaillant avec des entreprises de télécommunications pour fournir un accès gratuit aux données sur les sites éducatifs. En plus de la diffusion de programmes éducatifs à la radio et à la télévision et de la distribution efficace de supports papier, cette approche semble avoir été une combinaison efficace. L'utilité de technologies spécifiques telles que WhatsApp, Zoom, Facebook et Moodle a également été relevée.

Cependant, la crise actuelle risque d'exacerber en fin de compte la « fracture numérique » dans le secteur éducatif entre ceux ayant accès aux technologies, même à la télévision, et ceux qui n'en ont pas. Plusieurs répondants ont signalé les éventuels défis sociaux liés à l'adoption d'une approche éducative à « deux axes », orientée vers les personnes ayant accès à la technologie d'une part, et vers celle sans cet accès d'autre part.

Le sondage a permis de recueillir plusieurs idées et des conseils de bonne facture. Huit résultats particulièrement remarquables liés à l'éducation pendant la crise actuelle sont présentés ci-après:

1. La fermeture généralisée d'écoles en Afrique en réponse à la pandémie; 97% des personnes ayant pris part au sondage ont signalé des fermetures d'écoles dans leurs pays et 95% d'entre elles ont constaté que toutes les écoles avaient été forcées de fermer. Cette décision a été jugée appropriée, car 92% des répondants ont estimé que ces fermetures étaient essentielles.
2. Le manque d'accès à la technologie est considéré comme le plus grand obstacle à l'apprentissage pendant la pandémie actuelle, étant donné la fermeture d'écoles. De l'avis des répondants, les apprenants vivant dans des communautés rurales sont les plus susceptibles d'être désavantagés en conséquence. La restriction la plus relevée est le fait que la connectivité ne soit ni disponible ni abordable.
3. Les élèves de la maternelle et du primaire sont considérés comme les plus susceptibles d'être désavantagés par la crise et les moins susceptibles d'avoir accès aux technologies nécessaires à l'apprentissage.
4. La télévision et la radio utilisées à des fins éducatives sont perçues comme les technologies les plus importantes permettant d'assurer la continuité de l'apprentissage des élèves du primaire. Au niveau secondaire, l'apprentissage en ligne est considéré comme le plus important.
5. Les résultats du sondage montrent que la grande majorité des éducateurs n'ont pas reçu de soutien financier pour acquérir des outils d'enseignement et d'apprentissage permettant de continuer à enseigner pendant la crise, et ils ne pensent pas qu'il y ait eu une préparation suffisante pour les aider à s'adapter.
6. La majorité des répondants, en l'occurrence 83%, pensent que les programmes nationaux devraient être adaptés à l'avenir, en

réponse à la crise actuelle, afin de permettre un apprentissage à distance plus efficace.

7. La moitié de tous les répondants, 50%, estiment que l'effet à long terme le plus significatif de la crise sera l'ouverture sur de nouvelles opportunités pour les systèmes éducatifs.
8. Environ 85% des participants au sondage prévoient que la crise actuelle donnera lieu à une utilisation plus répandue de la technologie dans l'éducation à l'avenir. Cependant, ils relèvent également que cette situation entraînera des défis importants pour les plus marginalisés et pourra accroître les inégalités.

2. Un réseau d'experts — échantillon du sondage eLearning Africa/EdTech Hub

Le sondage eLearning Africa/EdTech Hub a été conçu pour documenter les expériences et recueillir les opinions d'un grand nombre de personnes opérant en Afrique dans les secteurs de l'éducation et des technologies. Nous avons demandé à notre réseau d'enseignants, de chargés de cours, de décideurs, d'experts en technologies et d'investisseurs en Afrique de nous décrire l'impact de la pandémie de COVID-19 sur leurs pays, leurs institutions et leurs collègues. L'objectif étant de connaître la réponse de l'Afrique à la crise et les leçons que nous devrions tous en tirer.

Les milliers de réponses reçues et les statistiques que nous avons compilées sont fascinantes, car elles illustrent non seulement la nature de l'expérience de l'Afrique dans toute sa diversité, mais aussi parce qu'elles dressent un tableau très différent de celui que l'on pourrait imaginer en Occident.

C'est un sondage d'experts, un groupe spécifique et distinct de personnes ayant une expérience dans le domaine de l'éducation ou des technologies ou des deux. Ces experts font partie du réseau eLearning Africa et ont été sélectionnés de sa base de données. Ils s'intéressent à l'apprentissage assisté par les technologies et à son importance, des aspects qu'ils maîtrisent. Ce sondage ne visait pas à refléter l'état de l'opinion publique en la matière.

Nous avons contacté ces experts en temps de crise, non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour le monde entier. Nous souhaitons comprendre l'effet de la pandémie de COVID-19 et recueillir des avis quant à l'impact futur sur le secteur éducatif en Afrique.

Nous avons été étonnés et presque submergés par l'ampleur des réponses reçues. Des centaines de personnes partout en Afrique ont non seulement pris la peine de remplir un questionnaire très détaillé, mais nous ont aussi donné leurs observations, opinions et conseils, afin de nous faire comprendre à la fois l'importance du sujet et l'attachement passionné de tant d'individus pour l'éducation comme clé de l'avenir.

39 443 demandes ont été envoyées et 1 702 réponses ont été soumises, soit un taux de réponse de 4,31%, jugé très appréciable pour un questionnaire complexe. 53 réponses ont été fournies par des personnes travaillant hors de l'Afrique, ce qui ramène l'échantillon de travail à 1 649 personnes (soit un taux de réponse de 4,18%). Tous les répondants n'ont pas rempli le questionnaire en entier, mais dans ces cas, seules les questions ayant reçu des réponses ont été prises en compte.

Au total, des réponses ont été reçues de 52 pays d'Afrique. Le nombre de réponses par pays est présenté ci-après:

Algérie 23	Djibouti 4	Libye 0	Seychelles 1
Angola 9	Égypte 25	Madagascar 10	Sierra Leone 12
Bénin 37	Guinée équatoriale 1	Malawi 16	Somalie 5
Botswana 13	Érythrée 5	Mali 14	Afrique du Sud 156

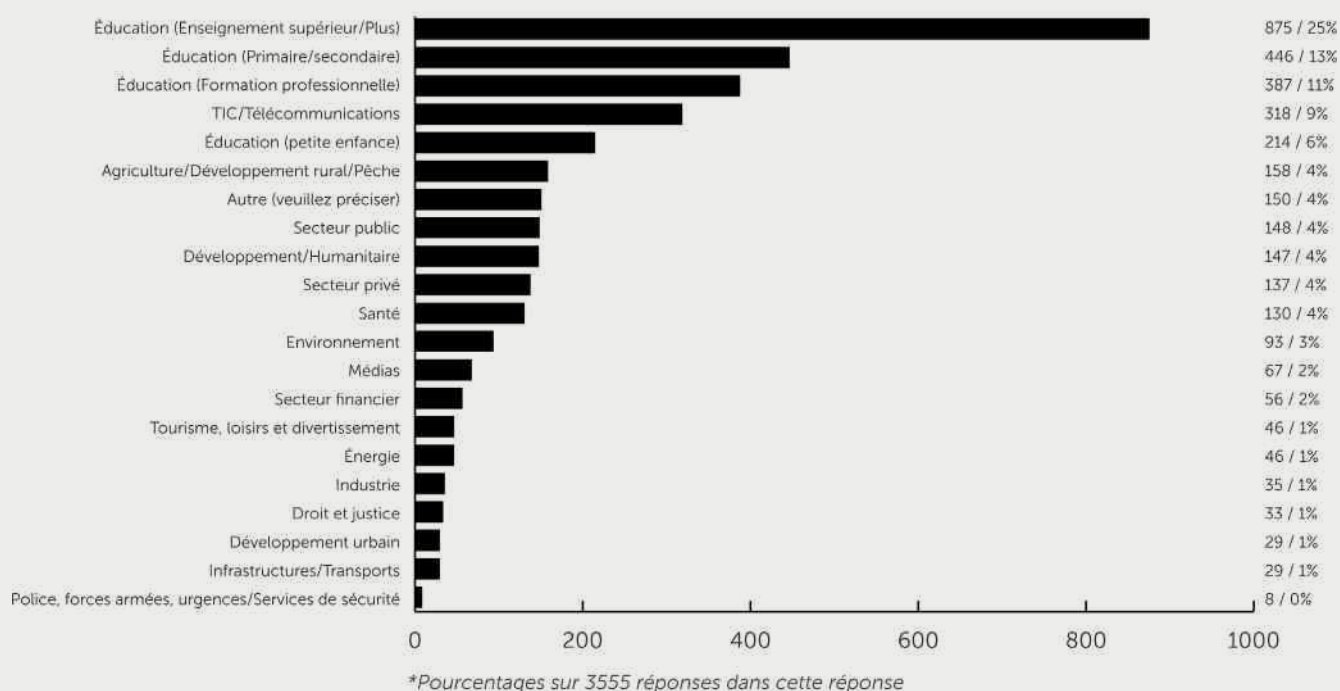
Burkina Faso 26	Éthiopie 52	Mauritanie 4	Soudan du Sud 4
Burundi 1	Gabon 4	Maroc 29	Soudan 12
Cap-Vert 0	Gambie 5	Mozambique 21	Tanzanie 56
RCA 4	Ghana 66	Namibie 29	Togo 18
Côte d'Ivoire 60	Guinée 5	Maurice 51	Tunisie 16
Cameroun 47	Guinée-Bissau 1	Niger 11	Ouganda 108
Tchad 3	Kenya 154	Nigéria 220	Zambie 45
Comores 5	Royaume d'Eswatini 2	Rwanda 68	Zimbabwe 18
Congo 3	Lesotho 2	São Tomé et Príncipe 0	
Congo (RDC) 45	Libéria 12	Sénégal 52	

Nombre de pays et réponses par pays

Il importe de fournir quelques détails sur l'échantillon. Ni aléatoire ni pondéré, l'échantillon a néanmoins été statistiquement important en raison de la nature hautement spécialisée du groupe invité à prendre part au sondage.

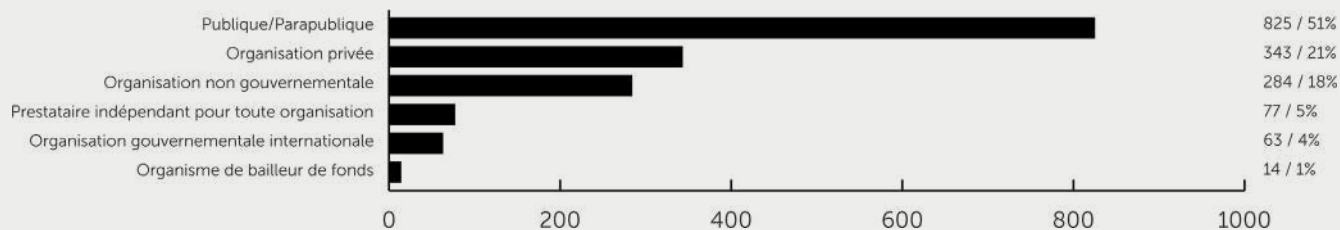
- Bien que nous ayons reçu des réponses de 52 pays, 1 217 (73%) ont été fournies par les répondants de 15 pays (27%). Ces pays sont mis en évidence dans le tableau ci-dessus.
- 52% des répondants sont directement impliqués dans le secteur de l'éducation. 9% opèrent dans le secteur des TIC et aucun autre secteur ne représente plus de 6% du total. Par conséquent, les répondants sont principalement des éducateurs ou des spécialistes des TIC.

Au sein de quel(s) secteur(s) travaillez-vous ? (sélection multiple possible)



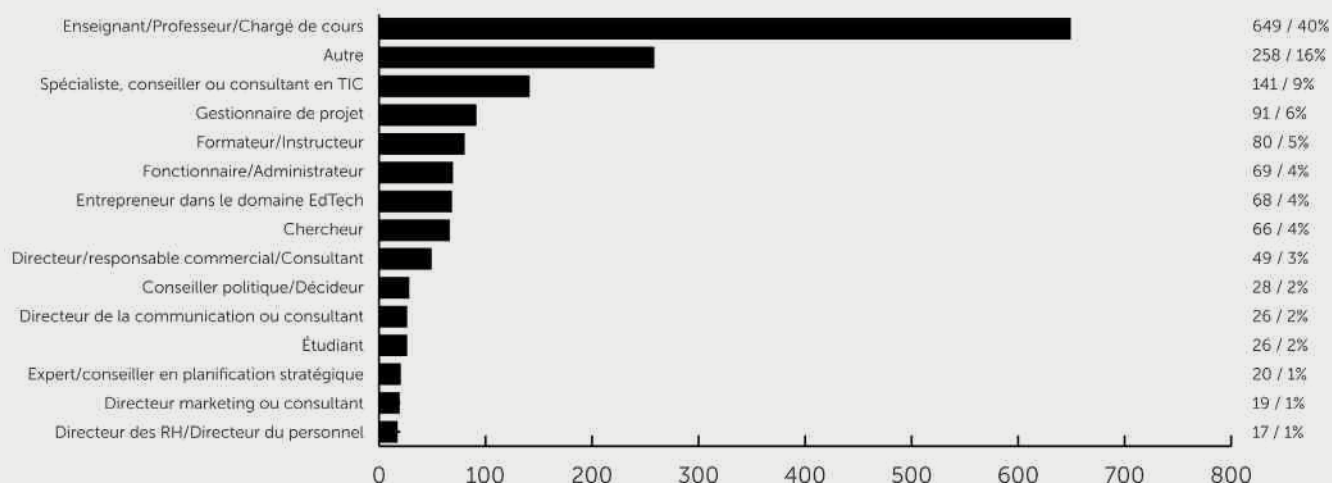
- ❑ 51% des répondants travaillent pour le gouvernement ou une OIG, 21% pour une entreprise privée et 18% pour une organisation donatrice ou une ONG. Par conséquent, 71% travaillent pour des organisations gouvernementales ou à but non lucratif et seulement 21% pour des entreprises à but lucratif. Cette configuration peut, dans certaines circonstances, être un facteur ayant influencé certains résultats du sondage.

Pour quel type d'organisation travaillez-vous ?

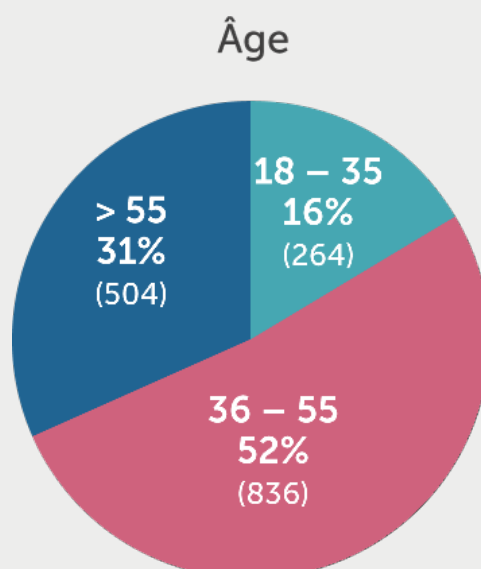


- ❑ Interrogés plus spécifiquement sur leur travail, 40% ont déclaré être des enseignants, chargés de cours ou professeurs, 13% des spécialistes ou entrepreneurs dans les TIC ou l'EdTech, et les 47% restants ont affirmé exercer divers emplois. Là encore, les professionnels de l'enseignement ont constitué près de la moitié des répondants.

Quelle est votre description de poste ?

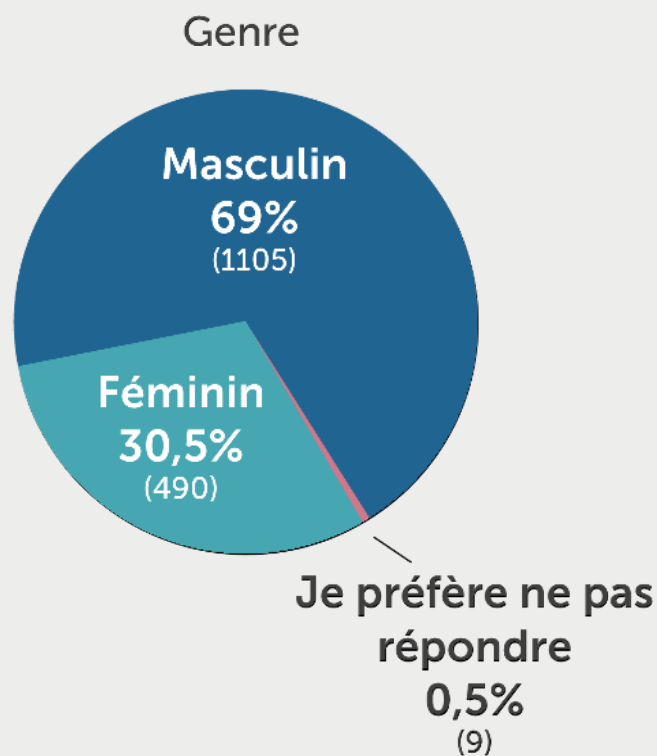


- Étant donné la prépondérance des jeunes en Afrique, il faut peut-être garder à l'esprit que nos répondants n'étaient pas tout à fait des jeunes. En effet, 83% des répondants étaient âgés de plus de 35 ans. Toutefois, ce trait démographique reflète le profil qualifié et l'expertise de l'échantillon.



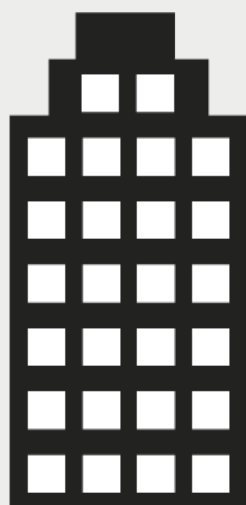
- De même, les répondants étaient majoritairement de sexe masculin: 69%. Ce chiffre n'est certainement pas représentatif du pourcentage de femmes impliquées dans l'éducation en Afrique. Une étude récente de Plan International suggère que moins de 1% des recherches sur la pandémie COVID-19 tient compte des aspects liés au genre¹. Dans le cas de ce sondage, quelle que soit la raison de l'écart observé dans les réponses, il faut préciser que l'échantillon ne représente pas un groupement équilibré en matière de genre. Il convient de s'en souvenir, en particulier au regard des réponses à certaines questions, qui peuvent avoir été déformées par un biais sexiste inconscient. Cet état des choses peut, par exemple, avoir donné lieu à une méconnaissance des défis particuliers rencontrés par les femmes et les filles pour accéder à l'éducation et aux technologies.

¹ <https://www.devex.com/news/check-your-bias-gender-data-experts-warn-97366>.



- ❑ Le clivage entre les milieux urbains et ruraux est un autre domaine dans lequel l'échantillon peut ne pas représenter pleinement la réalité vécue de l'éducation en Afrique. En effet, 63% des répondants ont déclaré travailler dans les zones urbaines, et seulement 8% dans une zone à prédominance rurale. Toutefois, 24% des répondants ont déclaré travailler dans les deux milieux; dans l'ensemble, ce sont donc 32% qui ont une certaine expérience de la vie en milieu rural. Cette précision est importante, car dans de nombreux pays, la majorité de la population vit encore en zones rurales.

Travaillez-vous en milieu urbain ou rural ?



Urbain
1081 / 67%



Rural
128 / 8%



Les deux
397 / 25%



En dépit de ces éléments, les résultats du sondage sont significatifs. Les réponses proviennent de presque tous les pays africains, donnant ainsi une image plus ou moins globale de l'expérience africaine de la pandémie.

3. L'Afrique pendant la pandémie de COVID-19

De prime abord, l'Afrique n'est pas un pays.

Tout rapport sur l'Afrique destiné à un lectorat international devrait peut-être le préciser dès le départ, car, trop souvent, les étrangers ou ceux qui ne connaissent pas l'Afrique supposent que tous les pays africains sont semblables. Ils traitent l'Afrique comme un seul pays et ignorent les différences en matière de géographie, de démographie, d'histoire, de culture, d'économie, de politique, de climat et d'expérience qui distinguent les divers pays constituant ce vaste continent.

L'Afrique est aussi diversifiée que l'Europe et, globalement, d'un pays à un autre, les divergences en matière de météo ou de gastronomie sont aussi marquées qu'entre Londres et Madrid ou Helsinki et Athènes. Il n'est donc pas surprenant que l'expérience du continent en matière de COVID-19 ait été très différente, reflétant l'état de préparation de différents pays, leur prospérité ou pauvreté relative, l'efficacité de leurs systèmes de santé et la volonté politique des dirigeants au pouvoir. De toute évidence, la réponse de certains pays et institutions a été plus efficace que celle d'autres pays, pour diverses raisons, même au regard des exigences liées aux mesures de confinement et à la fermeture des écoles. À titre d'exemple, les pays disposant d'un corps enseignant mieux formé, et non pas simplement plus de ressources, semblent avoir été mieux équipés pour faire face à la crise et plus susceptibles de trouver des solutions innovantes, plutôt que de se contenter du programme en place ou de méthodologies pédagogiques obsolètes, en attendant que les réponses soient trouvées par les autres.

Le premier cas africain de COVID-19 a été signalé le 14 février 2020 en Égypte (bien que le premier cas dans la Région africaine de l'Organisation mondiale de la santé, qui n'inclut pas l'Égypte, n'ait été signalé que le 25 février en Algérie).² Depuis, la maladie à coronavirus s'est répandue partout en Afrique, même si, comme on pouvait s'y attendre, les pays dotés de systèmes de santé moins développés semblent avoir déclaré beaucoup moins de cas qu'en réalité. À la mi-juin, l'OMS a signalé que le virus commençait à se propager rapidement sur tout le continent et que des cas d'infection étaient de plus en plus détectés dans les zones provinciales situées en dehors des principales capitales:

« Plus de 200 000 cas ont été confirmés à ce jour, et plus de 5 600 décès ont été enregistrés. La pandémie s'accélère: il a fallu 98 jours pour atteindre 100 000 cas et seulement 19 jours pour passer à 200 000 cas. Dix pays sur les 54 que compte l'Afrique sont actuellement en tête des pays où les chiffres ne cessent de grimper et représentant près de 80 % de tous les cas. Plus de 70% des décès ont eu lieu dans seulement cinq pays : l'Algérie, l'Égypte, le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Soudan. L'Afrique du Sud est la plus touchée, avec 25% du total des cas enregistrés sur le continent; les provinces du Cap-Occidental et du Cap-Oriental enregistrent au quotidien un nombre élevé de cas et de décès. »³

La Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, a souligné la nécessité d'une « vigilance constante » pour arrêter la propagation du virus.

« Pour l'instant, l'Afrique ne représente encore qu'une petite fraction des cas dans le monde », a-t-elle déclaré. « Mais le rythme de la propagation s'accélère. L'action rapide et précoce des pays africains a contribué à maintenir les chiffres à un niveau bas, mais une vigilance constante est nécessaire pour empêcher que le COVID-19 ne submerge les structures de santé. »⁴

Cependant, alors que les observateurs internationaux craignaient que la COVID-19 ne dépasse rapidement la capacité de réaction de nombreux pays africains, la réponse de la plupart de ces pays a été relativement efficace et a parfois permis de relever un contraste saisissant quant à la façon dont certains pays « occidentaux » ont mal géré la pandémie.

² WHO. (2020, juillet 1er). *Mise à jour de la situation de COVID-19 pour la Région africaine de l'OMS. Rapport de situation externe no 18*; Egypt Today. (2020, février 14). *Egypt announces first coronavirus infection (L'Égypte annonce le premier cas d'infection au coronavirus)*.

³ Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique. (2020, 11 juin). *L'Afrique enregistre plus de 200 000 cas de COVID-19*.

⁴ Au même endroit.

« De nombreux pays ont rapidement pris des décisions difficiles et ont mis en place des mesures de confinement et de santé publique essentielles telles que la promotion de la distanciation physique, d'une bonne hygiène des mains et les tests, la recherche des contacts des personnes atteintes de COVID-19 et l'isolement des cas. », a déclaré le Dr Moeti. « Avec le soutien de l'OMS et d'autres partenaires, les gouvernements ont également rapidement commencé à renforcer les capacités du personnel de santé et des laboratoires, et à mettre en place un contrôle aux points d'entrée dans les aéroports et aux postes-frontière. Ces mesures sociales et de santé publique ont permis de ralentir la propagation du COVID-19 en Afrique. »⁵

Les effets des mesures visant à ralentir la propagation de la pandémie de COVID-19 étaient toujours susceptibles d'avoir un effet grave sur le système éducatif africain. Des experts extérieurs ont reconnu l'importance du lien entre l'éducation et la santé publique. Selon un rapport de la Brookings Institution, un groupe de réflexion américain influent, les dirigeants africains ont dû gérer « le nombre d'infections à la COVID-19 en hausse, des systèmes de santé fragiles, une insécurité alimentaire croissante et, dans certains pays, des troubles sociaux de plus en plus nombreux », en même temps que l'éducation considérée « cruciale pour la réponse de l'Afrique à la pandémie de COVID-19. »⁶

L'éducation « est l'une des activités gouvernementales les plus importantes et les plus étendues en Afrique, or les décideurs et organismes d'aide l'ignorent, mettant ainsi le continent en péril. En effet, en continuant à soutenir l'éducation pendant la pandémie, les gouvernements peuvent renforcer la réponse immédiate à la COVID-19 de leurs pays et leur relance à long terme... », écrivent les auteurs du rapport Brookings.⁷

La pandémie de COVID-19 est arrivée en Afrique à un moment où les perspectives d'avenir du continent suscitent un optimisme croissant. Plusieurs économies africaines ont connu des périodes de croissance soutenues à des taux enviés par les pays d'Europe, d'Amérique du Nord et même d'Asie et du Pacifique. Des plans ambitieux avaient été conçus pour tirer parti de ces perspectives prometteuses et 54 pays africains s'étaient engagés à créer la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), la plus grande zone de libre-échange commune au monde. L'Union africaine avait élaboré l'Agenda 2063, une vision globale pour l'avenir visant à fournir « le schéma et le plan directeur de l'Afrique visant à transformer l'Afrique en puissance mondiale de l'avenir », qui consacre la croissance durable et fait de la pauvreté, des conflits et de la maladie des éléments du passé. Au cœur de ce plan figurait l'éducation et le désir d'une « révolution des compétences reposant sur la science, la technologie et l'innovation ».⁸

Le 10 février 2020, quatre jours seulement avant que l'Égypte, un État membre de l'UA, déclare son premier cas de COVID-19, l'Union africaine a réalisé une évaluation des progrès accomplis par les nations africaines dans la mise en œuvre des objectifs fixés dans l'Agenda 2063. Le « Premier rapport continental sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 » a été publié à l'issue du 33e Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba. Reflétant l'état de confiance quant à l'avenir de l'Afrique, ce rapport, qui se décrit comme « un point de ralliement permettant aux États membres de l'Union africaine, aux organismes régionaux et aux acteurs du développement de tirer parti des investissements et des efforts collectifs en vue d'un programme de développement commun », conclut que le continent réalise « de bons progrès » vers l'atteinte des objectifs 2063.

S'exprimant lors du lancement du rapport, Vera Songwe, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, a déclaré « à bien des égards, le continent montre la voie, à un moment où beaucoup ferment les frontières et construisent des murs — l'Afrique choisit la voie de l'intégration et du commerce, à un moment où le multilatéralisme

⁵ Au même endroit.

⁶ Bernard, J., Coulibaly, B., & Winthrop, R. (2020, juin 4). *Education is crucial to Africa's COVID-19 response (L'éducation est cruciale pour la riposte de l'Afrique à la pandémie de COVID-19)*. Brookings Institution.

⁷ Au même endroit.

⁸ « Objectifs et domaines prioritaires de l'Agenda 2063 », Union africaine.

est menacé. »

Ainsi, survenue à un tel moment d'optimisme palpable, la pandémie de COVID-19 a été un coup dur pour l'Afrique, alors que le continent commençait à se faire à l'idée que la fin de la pauvreté était à portée d'horizon.

La pandémie a certes été un choc et représente un défi énorme, en particulier pour le secteur de l'éducation, mais le sentiment fondamental de confiance demeure. L'Afrique a déjà été confrontée à des défis sanitaires similaires, avec Ebola, le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies infectieuses dévastatrices et, en comparaison, elle s'est bien préparée pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Contrairement à certains de leurs homologues d'Europe et des Amériques, plusieurs dirigeants africains ont pris au sérieux les messages d'avertissement de l'OMS et, si les mesures prises dans le secteur de l'éducation ont parfois été inadéquates, éparses ou confuses, il est clair qu'il y a une compréhension généralisée de l'importance du secteur; et la réponse à la crise a parfois été caractérisée par une approche innovante qui laisse présager d'un bel avenir.

Il existe une reconnaissance généralisée de l'importance des technologies de la communication et de l'éducation pour l'essor économique futur de l'Afrique et, étant donné le profil de notre échantillon et la nature de la démographie du continent, cet état des choses n'est peut-être pas surprenant. Cependant, il est à la fois surprenant et encourageant de voir que la pandémie est perçue comme une « sonnette alarme » et une opportunité pour les Africains de placer les technologies au cœur des plans visant à transformer le continent par le biais de l'éducation.

La pandémie de COVID-19 n'a pas encore été vaincue. Elle continuera de ravager le monde pendant un certain temps encore. Les taux d'infection et de mortalité en Afrique continuent d'augmenter. En Afrique du Sud, le pays africain le plus gravement touché par la maladie, le nombre de cas enregistrés a dépassé la barre de 270 000 à la mi-juillet. Au Kenya, les inquiétudes liées aux effets économiques de la pandémie sur le secteur touristique très rentable ont créé une demande croissante pour un assouplissement des mesures de confinement.⁹ Ces pressions sont courantes dans le monde entier, car les pays et les économies s'adaptent aux réalités de la nouvelle situation.

À plus long terme, l'effet sera plus fondamental et, le cas échéant, notre sondage montre que les Africains l'ont compris — peut-être mieux que les Européens ou les Nord-Américains. La crise est survenue en même temps que le changement de modèles démographiques en Afrique, désormais le continent le plus jeune du monde, et l'évolution de la demande sur les marchés mondiaux du travail en raison des développements technologiques. Ces facteurs à eux seuls constituent une incitation sérieuse à réformer l'éducation en Afrique et la pandémie de COVID-19 ne fera qu'ajouter à la pression.

Comme un participant au sondage vivant au Libéria l'a dit, « la crise de COVID-19 n'a fait que souligner la faiblesse du secteur éducatif du pays. Les efforts de réponse déployés maintenant grâce aux solutions numériques doivent être durables et envisagés sur le long terme. L'avenir du travail dans le monde l'exige et les jeunes de pays tels que le Libéria se retrouveraient incapables de survivre ou de faire le poids dans un avenir très proche. »

Les répondants au sondage proposent de nombreux conseils et diverses idées sur la marche à suivre. Ils comprennent que la crise de COVID-19 a donné aux écoles et collèges, aux gouvernements et aux entreprises l'occasion de tirer de nombreuses et d'importantes leçons.

Ils savent que l'apprentissage à distance, sous diverses formes, est un recours qui va s'installer dans la durée.

⁹ VOA News. (2020, juillet 7). *Kenya president relaxes restrictions on interstate travel amid COVID-19 outbreak (Le président kenyan assouplit les restrictions liées aux voyages entre États en pleine épidémie de COVID-19)*.

Ils savent que la technologie devra inévitablement jouer un rôle beaucoup plus important dans les systèmes éducatifs performants de l'avenir, en particulier si les pays africains veulent doter leurs jeunes soient de compétences dont ils ont besoin pour conquérir les marchés du travail dynamiques de la quatrième révolution industrielle (4IR).

Ils savent que l'accès aux groupes pauvres et défavorisés ainsi que la prise en charge de leurs besoins présentent d'importants défis.

Ils savent qu'il n'y a pas de réponse idéale, « universelle » qui s'applique à tous et que diverses circonstances exigent des solutions différentes.

Mais ils savent surtout que l'Afrique n'a d'autre choix que de relever ce défi. En ce sens, les douloureuses leçons tirées de la pandémie de COVID-19 peuvent s'avérer très précieuses.

4. Secteur de l'éducation en Afrique

Quoique décrit comme le « secteur de l'éducation », il se caractérise par un large éventail de parties prenantes, de niveaux et de défis. Des institutions gouvernementales et privées y interviennent. Les défis auxquels font face les écoles primaires rurales sont très différents de ceux auxquels sont confrontées les universités urbaines, de même que les problèmes des écoles secondaires urbaines et rurales sont très différents. Pire encore, la portée des différents secteurs peut être très différente. Dans la plupart des pays d'Afrique, l'enseignement primaire est universel (durant au moins quelques années). Dans chaque pays d'Afrique, le taux le plus élevé de scolarisation est probablement observé au cycle primaire, avec un nombre considérablement plus faible dans le secondaire et une minorité dans l'enseignement supérieur.

Bien que la pandémie de COVID-19 ait touché tous les secteurs éducatifs, notamment la maternelle, le primaire, le secondaire, le supérieur et l'enseignement professionnel, l'impact aura été différent pour chaque cycle, avec des conséquences également différentes.

Il serait facile d'affirmer que l'enseignement supérieur a le moins souffert, car les étudiants sont des adultes et sont beaucoup plus susceptibles que les autres d'avoir accès à internet et à l'apprentissage en ligne. Mais il serait vrai de préciser que, sans sous-estimer les défis, les universités peuvent probablement réduire plus facilement, en comparaison à d'autres secteurs, l'impact de la pandémie de COVID-19 sur leurs étudiants, à condition d'être proactives et ingénieuses. Dans tous les cas, d'après notre sondage il est largement admis que l'enseignement supérieur est bien mieux placé pour faire face à la pandémie que tout autre secteur. D'ailleurs, seuls 6% des répondants considèrent le cycle supérieur comme pouvant être le secteur le plus défavorisé.

En raison du nonaccès aux travaux « pratiques », le cycle professionnel fait face à des défis supplémentaires (c'est le cas pour certains étudiants d'université).

En premier lieu, j'aimerais que tous les enseignants de l'éducation de base et les formateurs de l'EFTP suivent une formation sur la conception de contenus numériques. Dans la même lancée, les concepteurs de programmes relevant des deux secteurs doivent également suivre une formation similaire. Deuxièmement, nous aurions besoin d'un appui pour dispenser des contenus déjà conçus pour l'éducation de base et l'EFTP, de sorte à ne pas devoir tout reconcevoir de zéro. Étant donné qu'actuellement l'EFTP est plus axé sur la réalité virtuelle, il serait préférable d'avoir accès à des bases de données de vidéos/contenus virtuels, notamment en mécanique automobile, électronique, installation électrique, technologies du bâtiment, plomberie et tuyauterie, et cetera, permettant à nos formateurs d'utiliser les contenus pendant et après la pandémie. Cependant, le manque de systèmes de gestion de l'apprentissage (SGA) permettant de gérer et de transférer des contenus demeure l'élément le plus crucial. Ainsi, si nous pouvions être dotés d'un système prêt à l'emploi que nous pourrions simplement adapter à nos besoins, il serait plus facile de mettre en œuvre l'apprentissage en ligne. De plus, tous nos programmes n'ont pas été convertis en un format compatible avec l'apprentissage en ligne. Tels sont nos besoins, et l'acquisition d'un SGA figure en tête de liste.

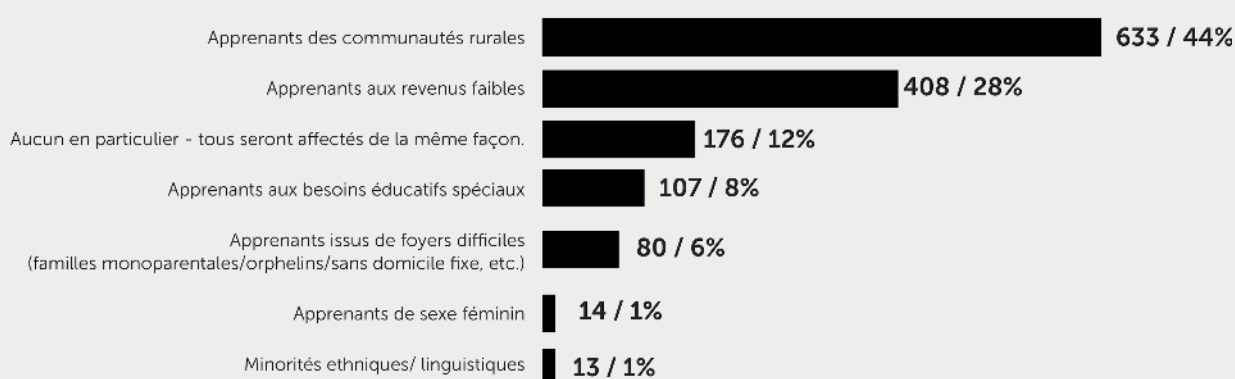
— Amon, Responsable des normes d'EFTP, Namibie

Les élèves du secondaire peuvent également avoir du mal à accéder aux travaux de laboratoire, mais le fait de devoir « achever le

programme », en particulier pour les classes d'examen, constitue un défi plus généralisé. 18% des répondants ont estimé que le cycle secondaire a probablement été le plus désavantagé par la crise.

Mais les effets de la crise se feront le plus ressentir dans l'apprentissage en prime enfance, comme l'indiquent les résultats du sondage. Et pour cause, 19% de nos répondants ont affirmé que les apprenants de la maternelle seraient les plus désavantagés par la fermeture des écoles et 37% ont estimé que ce serait les élèves du primaire, soit au total 56% des répondants qui relèvent l'éducation de la prime enfance comme étant susceptible d'être la plus défavorisée. Comme l'offre d'apprentissage en prime enfance est relativement rare dans de nombreux pays, les répondants ont mis l'accent sur le niveau primaire. Les enfants d'âge primaire sont, dans l'ensemble, peu habitués à l'autoapprentissage, voire à toute forme d'étude en dehors d'une salle de classe. Le soutien parental est requis pour leur faciliter l'apprentissage à domicile. Or, cela n'est pas toujours possible, car les parents ont eux-mêmes un niveau d'études limité, où ils travaillent et n'ont donc pas le temps d'aider leurs enfants dans leur apprentissage. Les enfants du primaire sont également les moins susceptibles d'avoir accès à des appareils connectés à internet, et même si c'est le cas, il est peu probable qu'ils puissent se procurer de supports éducatifs et les utiliser correctement sans l'aide d'un adulte. Même s'ils ont accès à des programmes éducatifs diffusés à la télévision ou à la radio (ce qui est peu probable pour la majorité), les enfants auront besoin d'être quelque peu guidés par des adultes.

Dans votre pays, quel groupe d'apprenants sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise ?



Néanmoins, les répondants au sondage ont considéré la radio et la télévision comme les technologies les plus importantes et les plus pertinentes pour l'enseignement à distance destiné aux élèves du primaire. Au total, pour 55% des répondants, la radio et la télévision (20% et 35% respectivement) sont les modes de communication les plus utiles pour l'enseignement à distance au niveau primaire. Pour les élèves du secondaire, en revanche, l'apprentissage en ligne a été considéré comme la ressource la plus importante pour l'apprentissage à distance. Ce résultat suggère que les répondants ont supposé que les élèves du secondaire sont plus susceptibles d'avoir accès à l'apprentissage en ligne et, après y avoir accédé, de l'utiliser correctement. C'est une découverte très intéressante, qui mérite certainement d'être approfondie au niveau national.

Notre approche combine principalement la radio, des lectures radiodiffusées (enseignements moins coûteux et bonne couverture), et la distribution de « kits d'apprentissage à domicile » (comprenant des histoires, chansons, poèmes, et cetera, élaborés à l'échelle locale).

— Scott, directeur exécutif, Sierra Leone

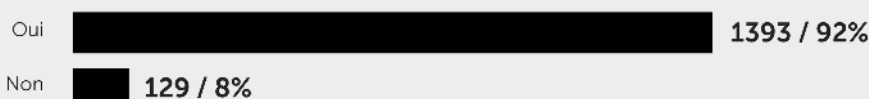
Il y a un grand sentiment de confiance que, quoi qu'il arrive, le rôle de la technologie dans l'éducation en Afrique va croître en raison des effets de la pandémie et 85% des répondants ont affirmé être de cet avis. De même, beaucoup d'entre eux ont la ferme conviction que les modèles actuels devront subir des changements considérables pour favoriser une utilisation accrue de la technologie dans l'éducation. Les gouvernements devront penser soigneusement les stratégies visant à réduire les inégalités en matière d'éducation entre la classe moyenne urbaine et les communautés pauvres, rurales et marginalisées.

5. Réponse du secteur éducatif africain à la pandémie

Contexte général

Notre sondage a relevé le consensus global sur la nécessité d'adopter des mesures strictes dans le secteur de l'éducation pour empêcher la propagation du virus. Depuis mars, les écoles, les collèges et les universités ont fermé à travers l'Afrique et nos répondants non seulement l'ont confirmé, mais sont également convenus que ces fermetures étaient nécessaires. À cet effet, 92% d'entre eux ont estimé que la fermeture d'écoles était indispensable. Presque tous s'accordent sur la gravité du problème. Seuls 23% des répondants ont indiqué que (à la mi-juillet) certaines écoles avaient rouvert dans leur pays.

Pensez-vous que la fermeture d'établissements scolaires dans votre pays est/était essentielle pour prévenir la propagation du coronavirus ?



Les statistiques collectées durant d'autres épidémies font état de graves défis liés à l'assiduité ou à la sécurité des élèves, en particulier concernant l'éducation des filles, et à la disponibilité des enseignants. Les écoles qui rouvrent font face à un nombre d'élèves et d'enseignants inférieur à la normale, et le processus de remplacement peut prendre beaucoup de temps.

— Toby, Directeur de la communication, Afrique du Sud

Malgré les preuves révélées par le sondage sur la quantité de fausses informations en circulation concernant la nature et les origines de la pandémie de COVID-19, peu de gens doutent du danger qu'il présente. Notre sondage montre qu'une écrasante majorité de participants estiment que le virus est une menace sérieuse pour les perspectives d'avenir de l'Afrique. Cependant, le plus étonnant est que 50% de tous les participants au sondage estiment également que la pandémie représente une opportunité significative ou très significative.

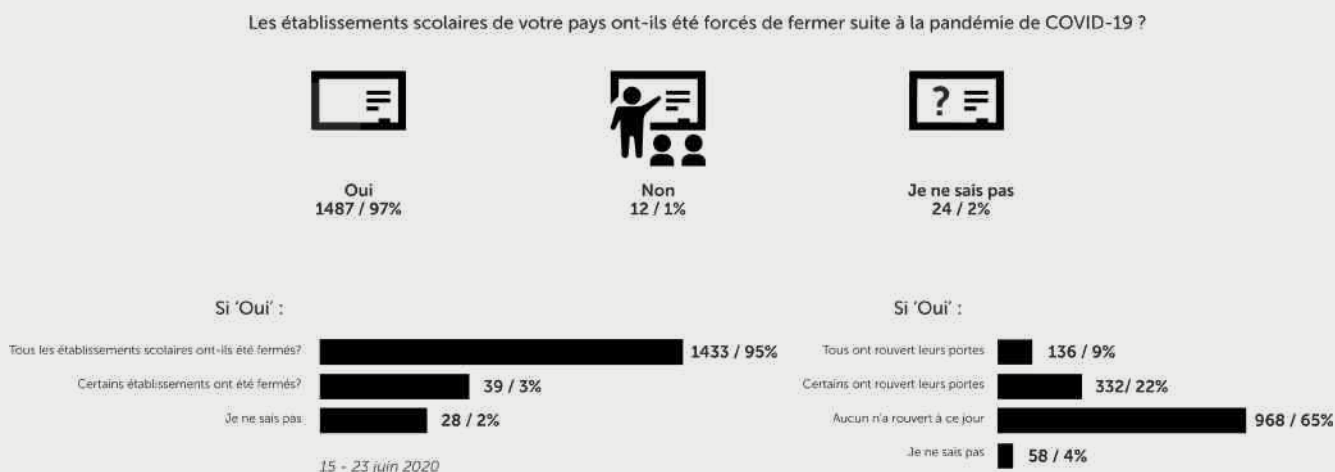
Dans votre pays, quel est l'impact le plus significatif à long terme de la pandémie de COVID-19 ?



La pandémie de COVID-19 a mis en péril l'éducation dans le monde entier, entraînant la fermeture d'écoles, de collèges et d'universités. Selon l'UNICEF « plus d'un milliard d'enfants risquent de prendre du retard en raison des fermetures d'écoles visant à

contenir la propagation de la COVID-19. »¹⁰ L'Afrique n'a pas fait exception. De ces régions, notamment certaines parties du Burkina Faso et du Mali, où la situation sécuritaire avait déjà contraint des centaines d'écoles à fermer, aux banlieues des villes les plus riches d'Afrique, les écoles, les collèges et les universités ont fermé leurs portes et renvoyé élèves et étudiants à la maison.

La fermeture a été appliquée dans presque toute l'Afrique. 97% des répondants au sondage eLearning Africa/EdTech Hub ont déclaré que les écoles ont été forcées de fermer dans leurs pays, et 95% de ces répondants ont affirmé que tous les établissements scolaires ont dû fermer.



La fermeture d'écoles et de collèges ne représente cependant qu'un aspect de la riposte à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation. C'est une question particulièrement inquiétante. Comme le relève l'UNICEF, « Les fermetures d'établissements scolaires qui ont eu lieu dans le monde entier en riposte à la pandémie de COVID-19 constituent une menace sans précédent pour l'éducation, la protection et le bien-être des enfants. »¹¹ La fermeture des écoles est comparable à un instrument mal taillé, appliqué tout à coup à une surface très fragile. Néanmoins, c'est une mesure qui a bénéficié d'un vaste soutien en Afrique. De l'avis de 92% des répondants, la fermeture des écoles de leur pays était nécessaire pour empêcher la propagation du virus.

Pensez-vous que la fermeture d'établissements scolaires dans votre pays est/était essentielle pour prévenir la propagation du coronavirus ?



Le problème n'est pas la fermeture des écoles, mais les conséquences et les effets de cette mesure. Comment assurer la continuité de l'éducation? Comment les planificateurs peuvent-ils garantir que les enfants vulnérables ne sont pas laissés pour compte? Sans oublier la question la plus importante probablement: comment et dans quelles circonstances les écoles peuvent-elles rouvrir?

L'UNICEF a souligné que si « la réouverture des écoles doit être régie par l'intérêt supérieur des enfants et des considérations générales de santé publique », néanmoins « les interruptions de la scolarisation peuvent avoir un impact grave sur la capacité des enfants à apprendre » et « plus les enfants marginalisés ne sont pas scolarisés, moins ils sont susceptibles de retourner à l'école ». ¹² Dans la

¹⁰ UNICEF. (2020, juin). « Education and COVID-19 » (Éducation et COVID-19).

¹¹ UNICEF. (2020, avril). Cadre pour la réouverture des écoles.

¹² Au même endroit.

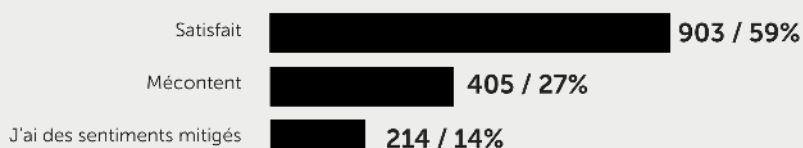
même foulée, le Fonds Malala a évoqué « les effets durables pour les filles les plus marginalisées ». ¹³

Entre-temps, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à accorder la priorité à l'éducation de tous les enfants, dont les plus marginalisés, encourageant davantage les gouvernements à évaluer la réponse des institutions et à assurer la continuité de l'éducation sous une forme ou une autre en dehors de son cadre habituel. Bien que des organisations internationales comme l'UNESCO, qui a créé une Coalition mondiale pour l'éducation, ont entrepris de faciliter l'apprentissage à distance et d'aider les pays à atteindre les jeunes les plus à risque, dans la pratique, les gouvernements africains ont reçu peu de soutien. En conséquence, de nombreuses institutions éducatives ont dû se débrouiller.

La pandémie est survenue assez soudainement et la plupart des gouvernements ont eu peu de temps pour planifier une réponse efficace. Les résultats satisfaisants obtenus en pareilles circonstances par de nombreux gouvernements peuvent être dus à l'expérience acquise en faisant face, dans un passé récent, à des urgences de santé publique similaires. Toutefois, aucun de ces gouvernements n'a eu à faire face à une crise de cette ampleur, aux conséquences aussi dévastatrices pour l'éducation.

Ainsi, même si la fermeture d'écoles a été très appréciée, le sondage montre un niveau de satisfaction beaucoup plus faible à l'égard de la réponse des gouvernements distincts. 59% des répondants ont été satisfaits des mesures prises par leur gouvernement pour minimiser les effets de la pandémie sur l'éducation.

Êtes-vous satisfait ou mécontent des mesures prises par votre gouvernement pour minimiser l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation ?



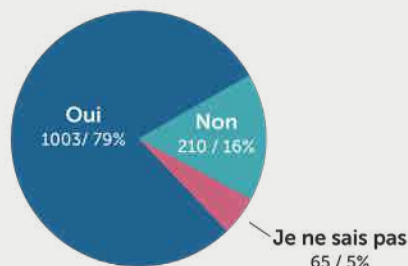
De nombreux gouvernements ont été principalement critiqués en raison du manque de planification efficace et, en particulier, pour n'avoir pas consulté les enseignants. 59% des répondants ont estimé que leur gouvernement n'a pas suffisamment tenu compte des avis et de l'expérience des enseignants dans la mise au point de sa réponse à la pandémie. Et, bien que 79% aient affirmé que leur gouvernement avait annoncé une stratégie d'apprentissage à distance, seuls 36% ont jugé que ce serait efficace.

Pour élaborer une riposte à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation de votre pays, pensez-vous que votre gouvernement a tenu suffisamment compte des avis et de l'expérience des enseignants ?



¹³ <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-releases-report-girls-education-covid-19>. Selon son rapport, « d'ici à la fin de la pandémie, 20 millions de filles supplémentaires en âge de fréquenter l'école secondaire pourraient ne plus être scolarisées ».

Le gouvernement de votre pays a-t-il annoncé une stratégie d'apprentissage à distance en réponse à la crise de Covid-19 ?



Cependant, tous les gouvernements ne sont pas logés à la même enseigne. Certains répondants ont vivement critiqué la réponse de leur gouvernement, tandis que d'autres ont fait l'éloge des mesures adoptées. Les réponses collectées ont donné un aperçu des propres expériences des répondants, mais aussi de la flexibilité, de l'ingéniosité et de la marge de manœuvre de chaque gouvernement dans des circonstances très différentes.

Réponse à la crise

Mesures de confinement et fermetures

Entre le premier cas de COVID-19 enregistré en Égypte à la mi-février et l'adoption de diverses mesures de confinement, y compris la fermeture d'écoles dans presque tous les pays africains, il ne s'est écoulé que quelques semaines. De nombreux pays africains, souvent forts de l'expérience antérieure en matière d'urgences sanitaires, ont reconnu que leurs secteurs de la santé auraient du mal à faire face à la pandémie et ont agi promptement pour tenter d'éviter une contagion généralisée. « Les gouvernements africains ont probablement mieux réagi que ceux du Royaume-Uni ou des États-Unis », a déclaré l'homme d'affaires soudanais Mo Ibrahim, président de la fondation éponyme.¹⁴ Les répondants au sondage ont confirmé que les écoles avaient été fermées dans les pays de toute l'Afrique (voir ci-dessus).

Face à ce rapide changement de circonstances, la plupart des pays, institutions, enseignants, familles et étudiants ont eu peu de temps pour se préparer et pas de temps pour planifier des mesures complètes pour poursuivre l'éducation « différemment » après la fermeture d'écoles. Cependant, comme pour la plupart des mesures de confinement, la nécessité de fermer des écoles pour protéger la population a été généralement acceptée. 92% de nos répondants ont estimé que la fermeture des écoles était essentielle pour empêcher la propagation du virus.

Il est trop tôt pour dire que l'Afrique a connu le pire en parlant de cette pandémie. Au moins 14 500 personnes sont décédées sur un total de 667 000 infections confirmées et, selon un rapport, « certains experts craignent que le continent le plus pauvre du monde soit en passe d'entrer dans une phase critique de l'épidémie de coronavirus. »¹⁵ Dans plusieurs régions d'Afrique, la levée des restrictions liées aux écoles, collèges et universités n'est pas une envisageable de sitôt, alors l'enseignement à distance, sous une forme ou une autre, continuera d'être un mode avec lequel les planificateurs éducatifs devront composer.

Approches de l'apprentissage à distance

Il est généralement admis dans tous les pays que l'éducation est essentielle et doit se poursuivre même si les établissements scolaires sont fermés. De l'avis général, un enseignement à distance efficace était nécessaire, mais la mise en œuvre de cette mesure s'est avérée plus problématique. Il existe de grandes différences nationales et sectorielles quant aux conceptions de l'enseignement à distance. Les conseils du gouvernement variaient d'un pays à l'autre et d'un secteur éducatif à l'autre. Dans certains cas, les réponses

¹⁴ Financial Times. (2020, juillet 20). *The pandemic is gaining momentum: Africa prepares for surge in Infections (La pandémie prend de l'ampleur: L'Afrique se prépare à un recrudescence des infections)*.

¹⁵ Au même endroit.

du gouvernement ont été rapides, appropriées et complètes. Dans d'autres, très peu a été proposé et la prise de décision a incombé aux enseignants, aux écoles et au personnel administratif de rang inférieur.

Les systèmes d'apprentissage à distance, un concept large, nécessitent la conception de divers supports, un système de distribution de matériaux papier, un système de retour des tâches exécutées et un système de suivi de la gestion de l'apprentissage et des compétences de mentorat. Une telle configuration requiert des aptitudes différentes de celles d'un enseignant dans une classe standard pleine d'apprenants. De même, l'apprentissage à distance, quel qu'il soit, impose aux élèves des exigences très différentes de celles de la salle de classe et, en particulier pour les élèves plus jeunes, les parents doivent comprendre ces différentes exigences que l'apprentissage à distance leur impose à eux et à leurs enfants.

Quant à l'université et aux institutions d'enseignement supérieur, les établissements ont pu décider des mesures de continuité de l'enseignement et nombre de ces institutions disposaient déjà d'environnements d'apprentissage virtuels qui, en principe, leur ont permis de continuer à enseigner avec de légères interruptions. Dans la pratique, la situation n'a pas été si simple. Dans d'autres cas, les établissements ont principalement proposé à leurs étudiants des cours de visioconférence synchrones, via Zoom ou des plateformes similaires. Tous les étudiants n'ont pas pu accéder à ces cours.

Concernant les établissements scolaires, des différences et aussi beaucoup de points communs ont été constatés entre les cycles primaire et secondaire. Dans les deux cycles, les « classes d'examen » (celles sanctionnant la fin des études primaires et secondaires) ont suscité des inquiétudes et de nombreux pays ont pris des dispositions particulières les concernant. Certes, au niveau national, les classes d'examen n'ont pas été particulièrement prises en charge, mais la priorité leur a été accordée aux niveaux local et institutionnel. Cependant, surtout au cycle primaire, et presque autant au niveau secondaire, ni les élèves ni les enseignants n'ont eu la moindre expérience de l'enseignement et de l'apprentissage en dehors de la salle de classe. La courbe d'apprentissage pour ces deux groupes avait donc été très raide et, dans certains cas, insurmontable.

Les réponses des gouvernements à ce propos ont été variées, certaines étant très efficaces et d'autres inefficaces en comparaison. Comme on pouvait s'y attendre, la réponse des pays plus riches et plus avancés a généralement été plus efficace pour atténuer les effets sur l'éducation, mais il est aussi arrivé que d'autres pays plus pauvres mettent en œuvre une réponse adéquate. De même, bien que l'on puisse s'attendre à ce que les réponses des pays plus pauvres aient été plus lentes et moins adéquates, les réponses de certains pays plus riches semblent occasionnellement avoir été moins inadéquates.

La réponse des enseignants se subdivise en deux groupes. Le premier est composé de ceux qui voulaient que le gouvernement leur fournisse une formation, ainsi que du matériel et des technologies, et cetera. Ces demandes, quoique suffisamment raisonnables, étaient irréalisables étant donné la situation d'urgence. Le deuxième groupe est constitué de ceux qui ont reconnu qu'une aide extérieure était peu probable à court terme et décidé de trouver leurs propres solutions aux problèmes auxquels ils étaient confrontés. Loin d'être observable d'un pays à l'autre, cette différence marquante a été constatée au sein de nombreux pays.

Les établissements et les enseignants ont parfois dû faire face au manque de directives claires des gouvernements nationaux sur l'introduction de l'apprentissage à distance. Le rôle des directives gouvernementales quant au recours aux technologies pour appuyer l'éducation pendant la pandémie de COVID-19 a varié d'un pays à l'autre: 41% des répondants ont dit être au courant des directives gouvernementales, 39% ont affirmé le contraire et 20% ont déclaré être indécis. Il en ressort que, même si les directives ont été rendues publiques, elles sont restées inconnues pour la plupart.

En général, les directives ont principalement mis l'accent sur la télévision et la radio et, dans une certaine mesure, sur les téléphones, tablettes et ordinateurs portables, même si ces canaux n'ont concerné qu'une minorité. Cependant, bien que le sondage ait présenté certains projets imaginatifs de quelques écoles et collèges, la technologie sophistiquée n'a pas été considérée comme étant une panacée. Selon Tshepo, spécialiste des TIC vivant au Botswana, « le gouvernement a assuré la scolarisation via la chaîne de télévision nationale et s'est associé à des opérateurs de téléphonie mobile locaux pour fournir un service gratuit aux clients pour qu'ils accèdent aux contenus éducatifs. »

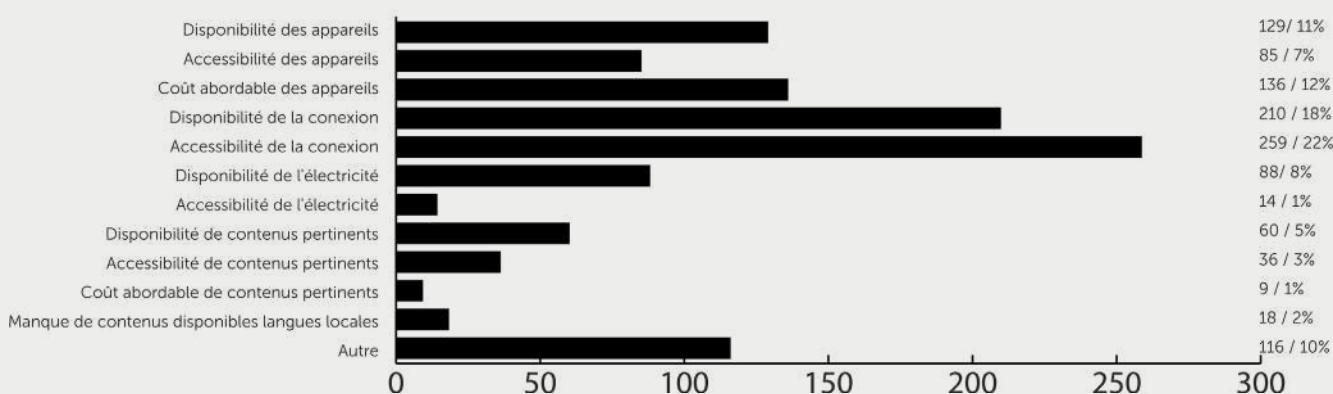
Certains pays ont mis l'accent sur les niveaux et classes d'examens de fins d'études, notamment secondaires, mais ont mal géré leurs initiatives. Pour Ahmad, entraîneur vivant en Égypte: « Malheureusement, l'accent a uniquement été mis sur l'évaluation. En fait, l'évaluation a été mal gérée, au moyen de modalités dont aucun élève du pays n'avait jamais eu connaissance. »

Obstacles à une réponse efficace

De l'avis des répondants, les initiatives d'apprentissage à distance proposées par les gouvernements, les écoles et les enseignants ont été inefficaces à cause:

- Du nonaccès aux infrastructures et technologies efficaces (44%).
- Du nonaccès à l'électricité et à la connectivité abordables et accessibles (49%).
- Du nonaccès aux appareils TIC appropriés (30%).
- De l'inexistence d'un bon environnement d'apprentissage à domicile (23%).
- Du nonaccès aux supports d'apprentissage et à un programme approprié (11%).
- Du manque de renforcement des capacités, de développement personnel et de formation (71%).

Dans votre pays, quel est, selon vous, le plus grand défi lié à l'utilisation efficace des technologies éducatives pendant la crise de COVID-19 ?

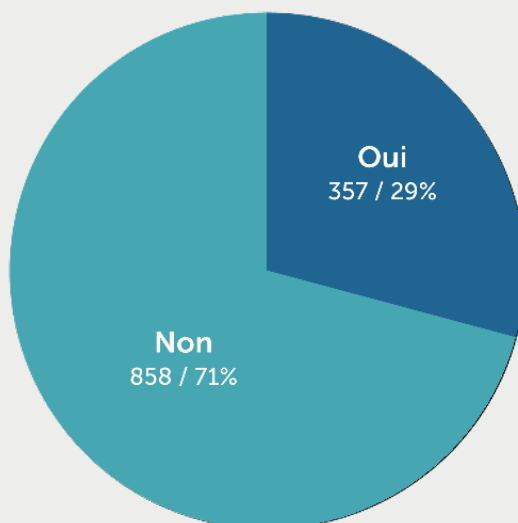


Dans votre pays, quel est le plus grand obstacle auquel les apprenants font face pendant la pandémie de COVID-19 ?



Pour plusieurs enseignants, le principal obstacle a été le manque de formation appropriée dans la mise au point et l'intégration dans leur enseignement de programmes d'apprentissage à distance (53%). D'autres obstacles ont également été identifiés, dont certains différents de ceux énumérés, tandis que d'autres sont similaires et interdépendants.

Pensez-vous avoir reçu une formation professionnelle ou un renforcement des capacités adéquat avant la pandémie de COVID-19 concernant la transition vers la fourniture aux étudiants de solutions d'apprentissage à distance ?



Pour Tshepo, spécialiste des TIC vivant au Botswana, les obstacles les plus importants ont été « le manque d'un environnement adéquat d'apprentissage à domicile, le manque d'accès aux technologies et les risques de santé auxquels les élèves scolarisés ont été exposés. »

Pour Shirley, directrice marketing vivant en Namibie, le problème réside dans le fait que les gens aient été affectés de diverses façons:

« Les apprenants évoluant dans différents contextes sont affectés pour diverses raisons. Les apprenants des communautés rurales seront affectés négativement parce qu'ils n'ont pas accès aux technologies. Les apprenants aux besoins spéciaux pourraient ne pas disposer de personnel qualifié pour les aider à domicile. Les apprenants à faible revenu pourraient ne pas avoir accès aux gadgets et au wi-fi. Les apprenants qui vivent des situations familiales difficiles pourraient ne pas avoir accès aux gadgets et au wi-fi ni bénéficier de l'aide des parents ».

À des fins de clarté, nous examinerons séparément chacun des principaux obstacles identifiés par les répondants.

Infrastructures et technologies

Par définition, l'apprentissage en ligne requiert non seulement de l'électricité, mais aussi un accès à la fois à la connexion de données et aux appareils permettant l'accès aux supports d'apprentissage. Tous ces éléments sont rares dans de nombreuses régions d'Afrique.

De l'avis de Miriam, spécialiste des TIC vivant au Ghana: « Premièrement, le gouvernement doit se focaliser sur la mise sur pied de nouvelles infrastructures en vue de favoriser une telle adaptabilité à l'avenir. En l'état actuel des choses, les installations et les outils nécessaires pour une transition facile vers l'apprentissage à distance sont tout simplement inexistantes. »

Cependant, il ressort clairement des réponses au sondage que, en dépit des nombreux problèmes communs, il n'existe pas de solution unique pour tous les secteurs de l'éducation, ni même pour tous les pays. Certes, il existe des principes presque universels, mais leur application dépend parfois d'un lieu spécifique ou d'une situation particulière.

Selon Alem, d'Érythrée: « En Érythrée et dans de nombreux autres pays en développement, il apparaît que les infrastructures, les installations et les services de base comme l'électricité et les communications, y compris internet, sont pour la plupart confinés dans les zones urbaines et, dans une certaine mesure, semi-urbaines. Ainsi, la transition vers plus d'apprentissage en ligne profitera

principalement à ces communautés déjà privilégiées, qui ont un accès plus facile aux infrastructures nécessaires à l'apprentissage en ligne. Par ailleurs, les communautés rurales déjà marginalisées et mal desservies seront davantage marginalisées, et la fracture numérique et éducative se creusera encore plus. »

Tabor, d'Éthiopie, est catégorique: « Nous n'avons pas les moyens d'utiliser les technologies pour atteindre la plupart des étudiants. Les infrastructures existantes ne sont pas suffisantes. »

Selon Mohamed, enseignant en Somalie: « Nous ne disposons pas d'infrastructures permettant de mettre en œuvre l'apprentissage en ligne. »

Pour un apprentissage en ligne efficace, il existe une « hiérarchie des besoins en infrastructures » et ceux-ci figurent en bonne place dans la liste des obstacles majeurs auxquels ils sont confrontés.

Électricité

L'accès à l'électricité abordable est une condition élémentaire pour tout apprentissage hors des salles de classe. De trop nombreuses régions d'Afrique, en particulier les zones rurales, n'ont pas cet accès.

Jossam, enseignant au Rwanda, a fait part de sa préoccupation en ces termes « les communautés pauvres seront complètement laissées pour compte. Compte tenu du manque d'électricité et des capacités limitées d'acquisition d'équipements de TIC, cette décision ne fera qu'accroître le fossé entre les pauvres et les riches. »

De l'avis de Tafadzwa, directeur vivant au Zimbabwe: « Il existe des zones reculées sans accès à l'électricité, les routes sont inaccessibles et certains enseignants n'ont jamais utilisé d'ordinateur et encore moins eu accès à internet. »

À titre d'exemple concret, seuls 3% des Zambiens vivant en zones rurales ont accès au réseau national d'électricité, principalement alimenté par l'énergie hydroélectrique fournie par le barrage de Kariba et d'autres barrages. Les générateurs diesel, qui constituent la principale source alternative d'énergie, coûtent cher en carburant et en entretien et sont polluants. Les générateurs diesel ne sont pas vraiment à la portée de la plupart des habitants de zones rurales, tout comme l'énergie solaire, la principale alternative. Bien que plus viables, les coûts d'accès à l'énergie solaire sont toujours hors de portée de la plupart des habitants de zones rurales. D'où le recours inefficace, coûteux et épars aux générateurs privés.

Mosses, spécialiste des TIC vivant en Zambie, a confirmé qu'il s'agissait d'un obstacle majeur: « Actuellement, en raison des faibles niveaux de disponibilité de l'électricité, surtout en zones rurales, étant donné que les 60% du territoire zambien sont constitués de zones rurales, 3% seulement de ces zones rurales sont connectées au réseau national. La majorité des étudiants les plus pauvres et les plus marginalisés vivent en zones rurales. »

Une nouvelle initiative impliquant des organismes étatiques zambiens, un centre hydroénergétique chinois, le Fonds pour l'environnement mondial et l'ONUDI propose trois projets pilotes de « mini-réseaux » dans les districts ruraux, utilisant la biomasse, la production hydroélectrique et l'énergie solaire pour stimuler l'activité commerciale locale. Ces projets pilotes devraient également fournir le cadre juridique et politique pour le développement commercial de mini-réseaux ruraux dans toute la Zambie.¹⁶

Ce problème est commun à la plupart des pays d'Afrique. L'accès à l'électricité durable et abordable pour tous est peut-être l'élément clé du développement d'économies africaines équitables. C'est certainement une condition préalable à l'accès universel à l'apprentissage à distance. Sans accès à l'électricité, il n'est pas possible d'avoir un accès universel à la télévision, à la radio ou à toute

¹⁶ <https://www.unido.org/who-we-are/unido-worldwide/africa/selected-projects/zambia>.

autre forme de TIC pouvant assurer la viabilité de programmes d'apprentissage à distance fondés sur les technologies.

Gifty, enseignante au Ghana, nous a affirmé ceci: « Même si je soutiens la formation en ligne, à moins que le pays n'investisse dans les systèmes requis, beaucoup de Ghanéens seront privés d'une éducation de qualité. En effet, nombre d'entre eux n'ont pas les moyens d'acquérir les appareils et les forfaits, n'ont pas accès à l'électricité et ne bénéficient pas du soutien social nécessaire pour prétendre à une éducation de qualité. »

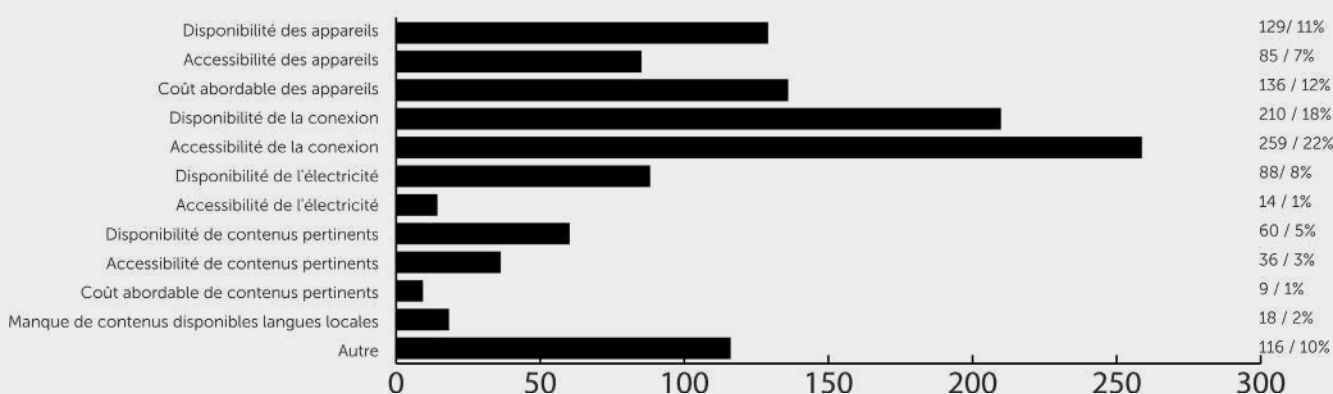
Connectivité

La question de la connectivité et de l'accès à internet a été identifiée par les répondants comme étant l'un des plus importants obstacles à une réponse efficace.

D'ailleurs, Gabriel, enseignant en Tanzanie, l'explique en ces termes: « L'accès à internet n'est plus un luxe hors de portée, mais une nécessité actuelle qui facilitera l'essor d'activités d'enseignement ou d'apprentissage. Il faut donc baisser les coûts d'accès à internet. »

L'accès à moindre coût à la connexion internet est tout aussi important que l'approvisionnement en électricité, même si la connectivité dépend grandement d'un approvisionnement électrique fiable. Le mauvais état des infrastructures de communication a certes été identifié comme obstacle particulier pour l'accès à l'enseignement à distance, 40% des répondants ont néanmoins désigné la disponibilité ou l'accessibilité financière de la connexion internet comme le plus grand obstacle à l'utilisation efficace des technologies à des fins éducatives pendant la crise.

Dans votre pays, quel est, selon vous, le plus grand défi lié à l'utilisation efficace des technologies éducatives pendant la crise de COVID-19 ?



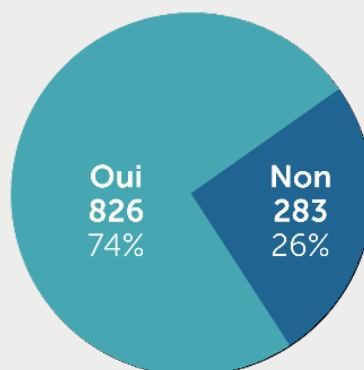
Cependant, fournir un accès universel à une connectivité fiable et abordable n'est pas une tâche simple. Les pays africains sont parfois grands, certains ayant des reliefs divers constitués d'espaces côtiers et fluviaux, de plaines, de jungles et de montagnes. Construire suffisamment d'antennes-relais, même 2G, coûte cher et a une incidence sur le coût des données pour les utilisateurs.

Récemment, le Kenya a (littéralement) lancé une innovation visant à fournir des données 4G aux zones rurales se trouvant le long de la vallée du Rift. Telkom, société de télécommunications kényane, a collaboré avec Loon, filiale d'Alphabet, pour lancer le 8 juillet 35 ballons stratosphériques devant servir d'antennes-relais volantes. Ces ballons s'élèvent dans la stratosphère, à environ 20 kilomètres au-dessus du sol et se connectent aux stations terrestres pour fournir un service 4G aux utilisateurs de Telkom sur une surface de 50 000 kilomètres carrés. Grâce à ces « antennes-relais » flottantes, les utilisateurs peuvent accéder à applications de vidéo, de messagerie électronique ou à forte consommation de données, telles que YouTube. Quoiqu'encore en phase pilote, ce projet prouve qu'il existe des technologies moins chères et innovantes, par rapport aux antennes-relais classiques, pouvant fournir un accès internet

à des populations éloignées.¹⁷

Le coût d'accès déterminera si cette disponibilité de l'internet donnera lieu à une utilisation accrue. Ce coût d'accès est susceptible de demeurer, pendant un certain temps, hors de portée de la plupart des habitants de zones rurales, exacerbant ainsi les désavantages subis par certaines communautés. Le sondage montre que cette situation est particulièrement préoccupante. 74% des répondants ont estimé qu'une transition vers plus d'apprentissage en ligne va accroître les inégalités et désavantagera les apprenants les plus pauvres. Cependant, en supposant qu'il existe un accès universel aux données, même coûteux, les plus pauvres pourraient accéder à un modèle moins cher de type « cybercafé ».

Une transition vers plus d'apprentissage en ligne va-t-elle exacerber les inégalités et défavoriser les apprenants plus pauvres et marginalisés ?



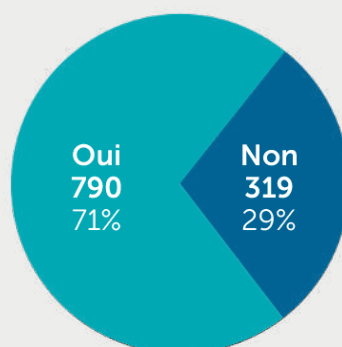
L'accès abordable est la clé des innovations éducatives, comme celle que Filip du Bénin tente de mettre au point: « J'essaye de mettre en place un réseau avec des écoles et des partenaires technologiques pour ouvrir des « centres éducatifs ouverts » où les jeunes peuvent, dans le respect de la distanciation sociale, avoir accès aux technologies soit sur place, soit via un programme de prêt. Nous pensons que l'ancien modèle éducatif n'est plus envisageable, et qu'une approche mixte sera nécessaire à l'avenir. »

Des innovations similaires peuvent être mises en place dans d'autres pays et régions si les gouvernements réalisent la nécessité de créer un réseau national d'accès à internet. Au rang des solutions figurent l'accès à moindre coût au haut débit, des partenariats public-privé avec des sociétés de télécommunications, des allègements fiscaux pour encourager un environnement favorable et des incitations au profit de plateformes offrant un accès gratuit aux programmes et supports éducatifs.

L'accès à l'éducation serait l'un des principaux avantages d'un tel système, ainsi que l'accès aux bulletins météorologiques, aux prix des denrées et à de nombreux autres avantages économiques et informationnels. Bien que n'ayant pas jugé prioritaire l'accès universel à internet, 71% des répondants ont déclaré qu'il est probable que l'écart en termes de résultats scolaires se creuse entre les zones rurales et urbaines.

¹⁷ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200711-kenya-ballons-stratospheriques-internet-4g-zones-rurales>.

À votre avis, l'état actuel des infrastructures de communication de votre pays va-t-il agrandir l'écart entre les résultats éducatifs des zones urbaines et ceux des zones rurales ?



L'accès universel et à moindre coût à la connexion internet facilite énormément la disponibilité d'un large éventail de supports éducatifs, qu'ils soient ciblés ou non.

Appareils et technologies

Les répondants au sondage ont des goûts sophistiqués en matière de technologies. 68% d'entre eux ont déclaré utiliser des smartphones, des téléphones intelligents, des tablettes, des PC ou des ordinateurs portables au moins une fois par semaine, et seulement 6% utilisent la radio. Il apparaît que ces usages révèlent un contraste saisissant avec l'expérience de la plupart des Africains ordinaires, en particulier ceux vivant en zones rurales, et peut avoir biaisé les jugements individuels, en l'occurrence, quant aux solutions technologiques possibles ou appropriées. Dans l'idéal, la solution optimale consisterait à doter chaque élève, en particulier ceux du secondaire, d'un smartphone personnel. 43% de nos répondants pensent que l'apprentissage en ligne est susceptible d'être la solution la plus utile pour les élèves du secondaire et il est certainement vrai que, pour y arriver, l'accès aux smartphones et autres appareils devrait être la règle, plutôt que l'exception. Cependant, le coût abordable peut demeurer un obstacle important dans un futur proche.

Toutefois, le prix des smartphones baisse, les technologies deviennent moins chères et les taux de pénétration sont en hausse. Pour plusieurs de nos répondants, les smartphones constituent de loin l'option la plus attractive. À titre d'exemple, l'entrepreneur EdTech Godfrey d'Afrique du Sud, enthousiaste, a déclaré à ce propos:

« L'autoapprentissage nécessite l'interaction continue que les expériences mobiles de ludification peuvent fournir ». « La télévision est un mode passif et coûteux. La radio manque de visuels essentiels. Les tablettes, les ordinateurs portables et les PC sont coûteux et peu pratiques. Le taux de pénétration des smartphones augmente à un rythme effréné. En Afrique du Sud, ce taux de pénétration est de 91,2%. En Tanzanie, plus de personnes ont accès à un smartphone (53%) qu'à une télévision (41%). Les coûts de données diminuent considérablement et les contenus d'apprentissage peuvent être accessibles à taux zéro. En définitive, les smartphones constituent la plateforme d'apprentissage des années 2020. »

Komla, un enseignant togolais, a même estimé que le coût abordable ne constitue plus un obstacle comme c'était le cas jadis:

« Des supports comme la télévision et la radio sont utilisés dans de nombreux ménages. Les ordinateurs portables sont plus coûteux à acquérir que les smartphones. La plupart des gens peuvent s'offrir des smartphones à usage personnel et leur utilisation est assez facile. »

Certes, le sondage a fait état de cas de distribution et d'utilisation par des écoles privées d'appareils personnels, comme des smartphones, mais la situation est loin d'être généralisée. Cependant, même si les smartphones semblent être la solution idéale, le sondage prouve que chaque apprenant n'est pas tenu d'en posséder un pour accéder à un apprentissage à distance efficace. Même s'il est parfois souhaitable d'en avoir, les appareils individuels ne sont pas toujours essentiels, étant donné que les apprenants ont

accès aux ressources communautaires locales pratiques. Il existe des tablettes Android alimentées à l'énergie solaire, dotées de supports pédagogiques et utilisées en lieu et place de manuels scolaires. Ces tablettes ne sont pas connectées à internet, mais donnent aux étudiants un accès à des supports d'apprentissage « écrits » et aux exercices. De même, dans le cadre d'un projet pilote en Afrique du Sud, 64 Go de données (contenus éducatifs, anciennes épreuves d'examen et, globalement, documents à lire pour les classes de Terminale) sont stockés sur une carte SD, qu'il est possible d'insérer dans plusieurs téléphones portables et d'utiliser sans avoir besoin d'accès internet. Chaque carte SD coûte 100 rands, environ 6 dollars américains, un coût abordable pour beaucoup plus d'apprenants.¹⁸

Certes, les « smartphones » bon marché, verrouillés pour accéder uniquement à des sites éducatifs, peuvent fournir des solutions rentables dans certains cas, mais le fait de ne pas en disposer ne doit pas toujours être un obstacle majeur au développement d'un apprentissage à distance efficace. En effet, plusieurs répondants ont suggéré d'autres solutions. Paul, spécialiste sud-africain des TIC, a indiqué les principales exigences en matière d'appareil:

« La solution doit être très portable, avoir une excellente autonomie et être rechargée à l'aide de batteries USB ou externes ou de panneaux solaires. Cet appareil doit disposer d'une fonctionnalité LTE intégrée et d'une robuste coque de protection. »

Adejare, entrepreneur Edtech au Nigéria, est un fervent défenseur des tablettes. « La tablette est portable », a-t-il souligné. « Elle nécessite une alimentation minimale et un accès aux données internet/haut débit. Elle propose un son et un affichage visuel de qualité. Elle a une bonne batterie et une mémoire de stockage étendue. C'est un appareil rentable. »

D'autres ont privilégié des solutions plus traditionnelles, en particulier la télévision et la radio. Pour Gloria, enseignante au Nigéria, « la majorité des gens ont accès à un téléviseur, même si tous les habitants des zones rurales n'en ont pas, mais il pourrait être facile pour les gouvernements d'aider les quelques familles qui n'en disposent pas. Encore une fois, ces modes permettent aux élèves de voir leur enseignant, simulant ainsi l'expérience d'un cours en présentiel. Par ailleurs, ils peuvent téléphoner pour poser des questions. »

De l'avis de Norah, enseignante ougandaise, la télévision avait un avantage, car « elle peut être regardée par de nombreuses personnes. Dix apprenants peuvent étudier grâce à un seul téléviseur, car dans mon pays, de nombreuses personnes vivent sous le même toit. Deuxièmement, certains programmes télévisés sont diffusés gratuitement, et l'on peut donc en profiter sans avoir à acheter des données. Troisièmement, dans mon pays, les enfants aiment regarder la télévision plus que toute autre chose. »

Robert, spécialiste des TIC vivant en Ouganda, a estimé que, dans l'idéal, la télévision serait la meilleure solution, mais la radio offrirait une alternative plus pratique. La télévision serait la meilleure solution, car elle fournit à la fois la vidéo et le son, a-t-il déclaré, « mais la plupart des zones rurales n'ayant pas accès aux services de télévision, la radio s'avère plus pratique, puisque 95% des familles peuvent s'offrir une petite radio utilisée à des fins d'apprentissage. »

Muhammad, enseignant nigérian, est favorable au recours à la radio: « La radio est l'appareil moins cher et le plus répandu dans le pays, en particulier dans les zones rurales. Elle ne dépend pas de l'électricité ou de la connectivité internet comme les autres appareils. Elle peut être alimentée par des piles et est beaucoup plus facile à utiliser, même pour des parents non éduqués. »

Ilse, enseignante d'Afrique du Sud, a également été d'avis que la radio présente divers avantages: « L'accès à la connexion internet et la question de l'électricité constituent d'importants défis pour mon pays. À défaut de permettre un enseignement en présentiel, les radios peuvent au moins fonctionner avec des piles. »

Cependant, pour Christine, enseignante nigériane, les téléphones portables représentent la meilleure option: « Les téléphones portables sont l'appareil le plus répandu au Nigéria et peuvent être rechargés de temps à autre, ce qui en fait une meilleure alternative

¹⁸ <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-07-27-students-free-eLearning-proiect-challenges-the-need-for-multimillion-rand-tablets-in-eastern-cape/>.

à la télévision. »

Ainsi, il n'y a pas eu de consensus parmi les répondants sur l'appareil le plus approprié pour l'apprentissage à distance. Chaque appareil évoqué présente des avantages et des inconvénients. Il est clair qu'il convient de procéder « au cas par cas » et que l'enseignement à distance, selon les situations et circonstances diverses, se fait au moyen d'un éventail de technologies et d'appareils jusqu'à ce que la solution idéale que propose un smartphone ou une tablette devienne une option réaliste pour chaque enfant.

Environnement d'apprentissage à domicile

En juin, le Bureau éthiopien en charge des questions liées aux femmes et aux enfants a signalé que plus de 100 filles d'Addis-Abeba avaient été violées depuis le début de la crise de COVID-19, une situation due à la fermeture d'écoles. « Les hommes dont les comportements trouvaient un espace d'expression hors de chez eux s'en prennent désormais à leurs enfants lorsqu'ils restent à la maison », a déclaré Almaz Abraham, Directrice du Bureau.¹⁹

Wamba, gestionnaire de projet vivant au Cameroun, a évoqué plusieurs problèmes similaires liés à l'environnement d'apprentissage à domicile. Elle a mentionné « la question de sécurité (enlèvement); le travail des enfants, l'exploitation des enfants, les mariages précoces (de jeunes filles), les violences infligées par leurs parents ou tuteurs. »

Ces éléments sont tous indicateurs de diverses difficultés rencontrées par les apprenants, soudainement obligés de passer de leur école ou collège à un environnement d'apprentissage à domicile. Pour les apprenants les plus pauvres, la situation a été particulière. Dans de nombreux pays africains, la majorité des apprenants vivent dans de petites maisons avec de nombreux autres habitants. Il est peu probable qu'il y ait une pièce calme ou un autre espace propice pour étudier. En outre, le sondage a identifié un problème courant auquel les apprenants sont confrontés en zones rurales: les enfants qui n'allaient pas à l'école devaient travailler à la maison ou dans les champs. Il est susceptible que ce soit en particulier le cas des filles.

Pour Marie, conseillère technique au Kenya: « Le manque d'accès aux repas est un problème et l'on a constaté une hausse du nombre de défis liés à sauvegarde, en particulier, des filles et des enfants handicapés. »

Yeshitila d'Éthiopie a déclaré que « Beaucoup n'ont plus accès aux programmes d'alimentation et à d'autres avantages scolaires; ils sont exposés à la toxicomanie, au mariage forcé, aux travaux domestiques, surtout les filles. »

Cependant, un environnement d'apprentissage à domicile n'est pas uniquement inadéquat pour les enfants. Concernant en particulier l'apprentissage des élèves de la maternelle et du primaire, la crise a imposé un lourd fardeau aux parents, qui n'étaient ni préparés ni bien équipés.

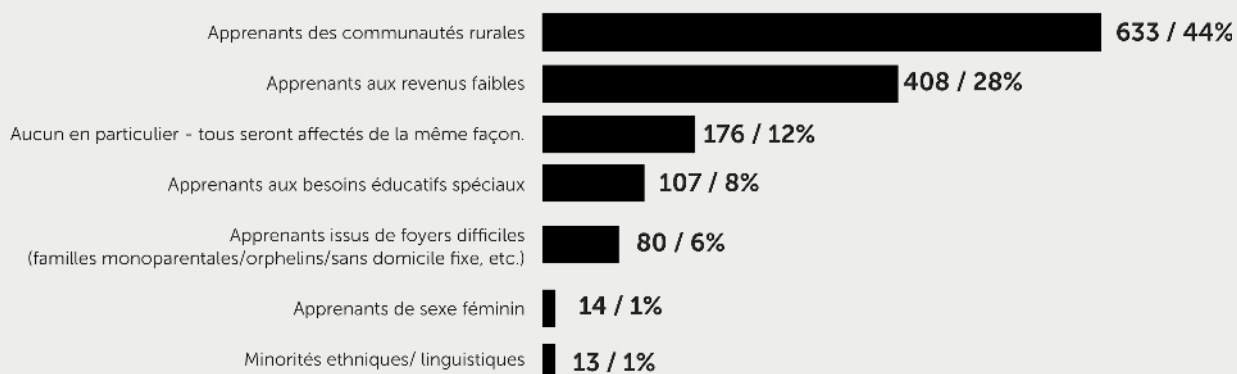
Supports d'apprentissage et programmes scolaires

Un programme inadapté à l'enseignement à distance, combiné aux facteurs géographiques ou technologiques qui entravent l'accès aux supports d'apprentissage, a parfois constitué un obstacle important. De nombreux répondants ont relevé que les apprenants pauvres et dispersés géographiquement étaient essentiellement les plus défavorisés par la pandémie de COVID-19, plusieurs vivaient en zones rurales. Sans électricité, sans accès à la télévision, à la radio, et certainement, aux supports d'apprentissage en ligne, l'éducation s'est avérée pratiquement impossible. Si on y rajoute l'éloignement géographique par rapport à l'école, l'accès au matériel didactique, même sur papier, sera très difficile. Étant donné que les élèves du primaire sont les moins susceptibles d'opter pour l'autoapprentissage, sans l'aide utile d'un adulte, ils sont clairement les plus susceptibles d'être désavantagés par les fermetures d'écoles, et c'est l'opinion de la plupart des répondants. Des initiatives proposant un autoapprentissage général sur des tablettes

¹⁹ IOL. (2020, juin 4). *School closures factor in rape of Ethiopian girls during COVID-19 Lockdown (COVID-19: Les fermetures d'écoles favorisent le viol de jeunes éthiopiennes pendant le confinement)*.

alimentées à l'énergie solaire pourraient fournir une solution technique à ce problème.

Dans votre pays, quel groupe d'apprenants sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise ?



...Il existe des solutions d'autoapprentissage de qualité ayant une efficacité éprouvée. Des ressources pédagogiques de qualité supérieure sont en cours d'élaboration pour ces plateformes matérielles, dont les enseignants pourraient se servir comme ressource complémentaire après la pandémie de COVID.

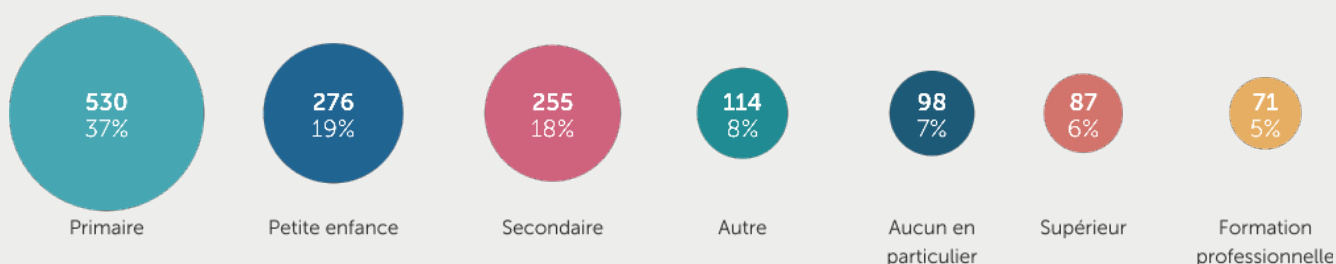
Tae, consultant, Tanzanie

Samuel, enseignant érythréen, nous a avoué qu'il faudrait en priorité « intégrer au programme scolaire standard les technologies permettant de transformer l'enseignement-apprentissage, de sorte à basculer, au besoin, vers le mode à distance. En définitive, je pense que les TIC joueront un rôle inévitable dans la conception de programmes scolaires à l'avenir (période post-pandémique). »

Tshepo, du Botswana, a vu un besoin urgent de « créer un programme d'apprentissage en ligne, de construire des sites pour héberger les programmes d'apprentissage en ligne et de concevoir des applications compatibles avec tout téléphone et smartphone élémentaire. »

Pour la majorité des répondants, les secteurs les plus défavorisés seraient le primaire, plutôt que le secondaire, et le segment scolaire dans son ensemble, plutôt que l'EFTP ou l'enseignement supérieur.

Dans votre pays, quel cycle éducatif sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise ?



Samuel, d'Érythrée, a relevé la rigidité du programme scolaire comme étant un problème particulier: « Il aurait fallu proposer aux élèves du premier et du second cycle des programmes télévisés sur les matières générales, bien que les élèves de tous les niveaux ne soient pas tous concernés, et veiller à mieux adapter les contenus au programme correspondant. »

Wamba, du Cameroun, a également mis en cause le programme scolaire en vigueur. « (Le) programme scolaire devrait être revu, car de nombreux enseignants — et élèves — ne sont pas encore formés dans notre pays pour réviser, dispenser et adapter l'apprentissage à distance aux besoins des apprenants. »

Isaac, enseignant au Nigéria, a déclaré qu'il fallait plus se focaliser sur « la façon de dispenser un apprentissage à distance efficace, d'adapter le programme, de concevoir des activités et supports permettant aux élèves d'apprendre en ligne et sur la formation à la culture numérique. »

Et Jossam, enseignant du Rwanda, de résumer la situation en ces termes: « Réviser le programme actuel pour inclure l'apprentissage en ligne à tous les niveaux d'étude du système éducatif africain. »

Renforcement des capacités, développement professionnel et formation des enseignants

Plusieurs répondants ont estimé que la crise a mis en évidence un écart en matière de formation et de développement professionnel, justifiant pourquoi de nombreux enseignants n'ont pas pu réagir efficacement. Selon Alem, d'Érythrée, le problème va bien au-delà du manque de technologies. « La plus grande erreur pourrait être d'investir davantage dans les technologies sans investissement proportionnel dans le développement des capacités humaines et institutionnelles des institutions éducatives ».

Historiquement, à cause du manque de formation et de développement professionnel sur l'inclusion des technologies dans l'enseignement, les enseignants ont été mal équipés pour réagir efficacement aux nouvelles circonstances. Il n'y a aucune preuve de l'existence d'un programme coordonné de formation des enseignants mis au point par des gouvernements, dont les interventions ont été jugées partielles et limitées.

La plupart des exemples de bonnes pratiques en matière d'enseignement à distance ou en ligne ont été observés au niveau supérieur ou il s'est agi de cas isolés. Il faut également relever les cas d'écoles locales coopérant entre elles et partageant des ressources, ou des cas de coopération entre enseignants au niveau individuel.

Karen, enseignante d'Eswatini, a indiqué qu'il fallait « impliquer toutes les parties prenantes dès le départ, continuer à consulter les experts du domaine et à collaborer avec eux, partager des informations pertinentes grâce à diverses plateformes, communiquer. »

Njoroge, enseignant du Libéria, nous a dit qu'il fallait « plus de compétences sur l'utilisation d'internet en vue d'un enseignement collaboratif efficace permettant aux personnes-ressources de partager leurs compétences avec de nombreuses institutions. »

Concernant en particulier l'apprentissage des élèves de la maternelle et du primaire, la crise et les fermetures d'écoles qui en ont résulté ont imposé un lourd fardeau aux parents, qui n'étaient ni préparés ni bien équipés. Pour les apprenants vivant en zones rurales et pour les plus pauvres, la situation a été particulière. De nombreux parents ont semblé peu confiants quand il s'est agi d'aider leurs enfants à étudier, en raison de leur propre expérience limitée de l'éducation formelle, et leur ont plutôt proposé un apprentissage par l'expérience, en leur faisant faire des travaux domestiques ou champêtres.

Selon Marina, directrice générale d'une entreprise du Soudan du Sud, « la qualité de l'éducation et des enseignants est déjà très faible. Les écoles sont mal équipées et les salles de classe ont des effectifs pléthoriques. Aucune suggestion n'a été publiée sur la façon de combler les lacunes en matière d'apprentissage dès la réouverture des écoles. »

On avait le sentiment que de nombreux gouvernements n'avaient pas fait preuve de leadership clair et n'avaient pas non plus fait montre de planification efficace. Certains gouvernements ont encouragé la transition vers l'apprentissage en ligne, sans fournir d'orientation sur la façon de mettre en œuvre cette initiative. De nombreux gouvernements ont limité leurs efforts à une sensibilisation générale à la télévision et à la radio. Les écoles et les enseignants ont parfois été abandonnés à eux-mêmes.

Selon Moussa, enseignant nigérien, il s'est beaucoup agi « d'exhorter les enseignants à mettre en ligne les cours, afin que les étudiants puissent apprendre de n'importe quel lieu, mais sans mesures d'accompagnement comme la formation et la fourniture aux enseignants de supports pédagogiques appropriés. »

Alors que la plupart des répondants (75%) au sondage ont déclaré n'avoir reçu aucun soutien matériel ou financier supplémentaire

pour mieux faire face à la crise, de nombreuses écoles et institutions ont coopéré avec des partenaires, notamment d'autres institutions, des ONG ou des entreprises privées, pour mettre au point des solutions créatives. À l'avenir, les gouvernements devraient tirer des leçons de leur expérience dans l'élaboration de stratégies.

Avez-vous reçu un appui financier/matériel supplémentaire au titre des outils d'enseignement et d'apprentissage pendant cette crise ?



Les répondants ont formulé les suggestions ci-après comme types de perfectionnement des enseignants souhaités: Compétences générales en TIC; utilisation des « outils » d'apprentissage en ligne: appareils (téléphones, tablettes, et cetera), logiciels (Zoom, Google Classroom, et cetera) et applications (WhatsApp, Facebook, YouTube, et cetera). Certains ont accordé une attention particulière aux systèmes de gestion de l'apprentissage ainsi qu'à la recherche et à la création de matériels pédagogiques.

Lorsqu'on leur a demandé de prodiguer des conseils aux enseignants novices en technologie, les réponses obtenues pourraient être réparties en deux grandes catégories : ceux pour qui l'intégration des technologies dans l'éducation exige une planification centrale minutieuse, la fourniture de dispositifs appropriés et de logiciels standard, la formation des enseignants, et cetera, et ceux qui estiment que les enseignants devraient s'y mettre progressivement à partir de processus simples.

Les répondants de la deuxième catégorie ont été un peu plus majoritaires et, au regard des réponses, les facteurs à prendre en compte sont les suivants:

- Le fait de ne pas avoir peur des technologies.
- L'enthousiasme à continuer son autoapprentissage.
- La volonté d'expérimenter de nouvelles choses.
- La volonté de collaborer avec des collègues enseignants et leurs élèves pour trouver des moyens d'utiliser les technologies requises, y compris les SGA, WhatsApp, et cetera.

Beaucoup ont mentionné les ressources éducatives disponibles gratuitement en ligne. Pour d'autres la technologie est un outil au service des enseignants, pas un remplaçant, et l'apprenant doit jouer un rôle capital dans l'utilisation des technologies à des fins d'enseignement. Quelques observations triées sur le volet sont fournies à l'annexe 4.

6. Opportunités, menaces et exemples de bonnes pratiques

Au début de la pandémie, alors qu'elle commençait à se propager rapidement à travers le monde, on supposait déjà qu'elle toucherait durement l'Afrique. Le sentiment général était qu'il s'y produirait une catastrophe inévitable. Selon une note de synthèse de l'ONU, «

Les premières estimations des conséquences de la pandémie sur le continent étaient pessimistes. »²⁰

Cependant, même si la crise a effectivement eu de graves incidences en Afrique, à ce jour on est loin de la catastrophe qui était prévue. En effet, selon une note de synthèse de l'ONU, « À ce jour, le constat est varié. Il existe des raisons de s'inquiéter, mais aussi des raisons d'espérer... le nombre relativement faible de cas de COVID-19 signalés jusqu'à présent a fait naître l'espoir que les pays africains pourraient échapper aux pires effets de la pandémie... L'Union africaine a réagi rapidement, en approuvant en février une stratégie commune pour le continent et en complétant les efforts des États membres et des communautés économiques régionales par la mise à disposition d'une plateforme de santé publique. »²¹

Les répondants à notre sondage n'avaient aucun doute sur le fait que la pandémie représentait une menace pour l'ensemble de l'Afrique (91% d'entre eux ont estimé qu'il s'agissait d'une menace grave ou très grave). Cependant, l'avenir laisse présager de belles perspectives. En partie, cette grande confiance s'explique par le fait que l'UA et nombre de ses États membres ont agi rapidement et efficacement, en prenant bon nombre des mesures nécessaires que certains grands États « occidentaux » n'ont pas mises en œuvre.

Quel est le degré de gravité de la menace que fait peser la pandémie de COVID-19 sur votre pays/ l'Afrique entière ?



Cependant, il faut relever qu'en dépit des préoccupations générales liées à la pandémie de COVID-19, nos répondants restent optimistes quant aux perspectives du secteur de l'éducation en Afrique. Fait probablement le plus marquant de ce sondage, 50% des répondants ont relevé que l'impact à long terme le plus significatif de la pandémie de COVID-19 serait « de nouvelles opportunités pour les systèmes éducatifs. »

Dans votre pays, quel est l'impact le plus significatif à long terme de la pandémie de COVID-19 ?



Opportunités

L'écasante majorité pense que la pandémie stimulera l'utilisation des technologies dans l'éducation. 85% pensent que l'utilisation des

²⁰ Nations Unies. (2020, mai 20). *Note de synthèse: Les incidences de la COVID-19 en Afrique.*

²¹ Au même endroit.

technologies sera plus répandue en raison de la crise.

L'Union africaine considère les technologies comme la clé de l'essor rapide de l'éducation²² et, par ricochet, que l'apprentissage assisté par les technologies sera l'un des principaux moteurs de la croissance économique nécessaire pour transformer le continent. Cette ambition est largement comprise et partagée, ce qui explique peut-être en partie le niveau d'optimisme. Cependant, la nécessité d'investir dans l'éducation et les technologies n'a peut-être pas été relevée de manière suffisamment urgente. À présent, certains commencent à considérer la pandémie de COVID-19 comme une sorte de « coup de pouce » pour donner un nouvel élan aux plans relatifs à un « continent transformé » et notre sondage en fournit une preuve évidente.

Dans votre pays, quel sera l'impact à long terme de la crise de COVID-19 sur le niveau d'utilisation des technologies dans l'éducation en Afrique ?



Pour Albert Nsengiyumva, Secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), « la pandémie de COVID-19 a donné lieu à une nouvelle réalité qui exacerbe davantage les inégalités et l'exclusion, en particulier dans les systèmes éducatifs africains. Ensemble, nous devons tirer parti de cette vaste crise pour accélérer la transformation numérique, car elle aura un impact sur des secteurs critiques tels que l'éducation. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous adapter le plus rapidement possible aux catastrophes et urgences, et rechercher des alternatives pour faire évoluer l'éducation et la formation en Afrique. »

Beaucoup de nos répondants voient en la pandémie de COVID-19 une opportunité de transformer, de renouveler et d'innover, une chance pour les gouvernements d'en finir enfin avec discours creux, retards et excuses, par un engagement fondamental vis-à-vis des technologies. Selon Chukwuemeka, spécialiste nigérian des TIC, « La technologie représente l'avenir et en cette période difficile, le fait que nous ayons beaucoup de mal à nous en sortir est en partie dû à la lente pénétration des technologies dans presque toutes les industries. L'éducation en ligne est l'avenir, et plus tôt le gouvernement examinera les énormes possibilités qu'elle offre, mieux ce pays se portera. »

« Cette pandémie offre l'occasion d'enclencher une évolution à long terme du système éducatif », a déclaré Sisu, expert zimbabwéen en planification stratégique.

Pour Joice, qui travaille dans le domaine des technologies et de l'éducation depuis plus de 20 ans, les technologies éducatives jouent un « rôle essentiel dans la société » en servant « d'interface entre les processus d'enseignement et d'apprentissage » entre étudiants et enseignants.

« Cette pandémie nous donne l'occasion d'améliorer les usages et l'accès aux technologies d'apprentissage, permettant ainsi aux apprenants et aux enseignants de devenir les protagonistes d'un nouveau modèle éducatif. »

²² www.au.int/fr/directorates/education.

Isso, enseignant au Burkina Faso, estime que les défis liés à la crise actuelle contribueront précisément à créer plus tard des avantages réels et durables: « Alors que la pandémie de COVID-19 devient un défi mondial sans aucune solution adéquate, chacun participe à la recherche de solutions de survie individuelle. Ce contexte stimule la créativité, fait naître de nouvelles idées et opportunités et contribue à l'évolution. »

Qurashi du Soudan et Zahid, enseignant, sont tous deux d'avis que la crise a donné un coup de pouce à l'adoption de l'apprentissage assisté par les technologies. « Les difficultés sont liées à des opportunités », a déclaré Qurashi. « L'apprentissage en présentiel est coûteux et prend du temps. »

Selon Zahid, la crise contribuera à encourager l'adoption rapide des technologies. « Notre pays dispose de technologies bien développées pour adopter l'apprentissage en ligne à tous les niveaux. À ce jour, l'adoption de ces technologies a été très lente dans les écoles, les collèges et les universités. Même les écoles d'enseignement à distance et ouvertes ont mis du temps à adopter les technologies. Grâce aux efforts fructueux de nombreuses écoles et universités, il est désormais certain que de plus en plus d'établissements adopteront l'apprentissage en ligne après la pandémie de COVID-19, offrant ainsi aux systèmes éducatifs de nouvelles opportunités. »

Josie, directrice marketing au Ghana, est convaincue que l'effet le plus important de la crise est d'inciter à une nouvelle réflexion sur l'éducation. « Cette pandémie nous a obligés à sortir des sentiers battus et à mettre en œuvre des plans et des stratégies pour garantir à nos élèves le même niveau d'éducation que celle offerte en présentiel. La pandémie aura été une occasion de découvrir de nouvelles formes d'apprentissage et de formation. »

Aletta, enseignante en Namibie, convient que l'effet sur notre perception de l'éducation est susceptible d'être l'une des principales conséquences de la crise: « L'éducation en Afrique et dans mon pays n'a pas été la plus réussie. Je pense que la pandémie nous a donné une nouvelle opportunité de repenser, d'évaluer et d'améliorer les politiques actuelles, le programme et les méthodes d'enseignement en vue d'améliorer l'apprentissage. »

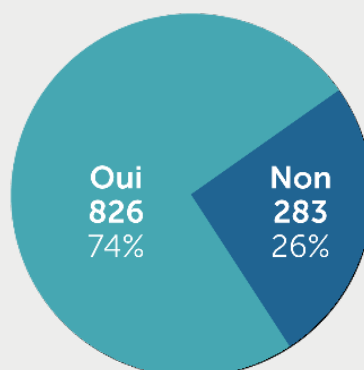
La pandémie semble, à en croire certains des répondants, avoir eu un impact positif même sur certaines des difficultés les plus évidentes liées à l'éducation dans certaines régions d'Afrique. Selon Bhai-Dhawa, spécialiste des TIC en Sierra Leone, « la pandémie de COVID-19 a permis d'expérimenter de nouvelles formes d'apprentissage. Dans un pays où l'électricité et la connexion internet sont rares, il est impossible de prévoir avec certitude quand l'apprentissage en ligne sera généralisé. La plupart des écoles reprendront le modèle traditionnel d'apprentissage en présentiel après la COVID-19. Mais, le recours à la radio suscite une lueur d'espoir. »

Pour Marie du Kenya, la stimulation de l'apprentissage radiophonique s'est avérée très significative, mais il existe également d'importantes opportunités d'apprentissage à distance grâce aux plateformes de TIC. C'est ainsi qu'elle a déclaré « En raison de la pauvreté qui caractérise la plupart des zones rurales, les enfants n'auraient pas pu étudier efficacement ». « Cependant, les émissions scolaires radiodiffusées ont comblé une lacune importante. Les opportunités créées pour l'introduction de l'apprentissage à distance via les plateformes de TIC sont importantes. Le Kenya accélérera très certainement l'expansion de ses capacités existantes en matière de TIC et d'apprentissage à distance, en particulier pour les apprenants handicapés qui ont besoin d'accéder aux technologies d'assistance. »

Menaces

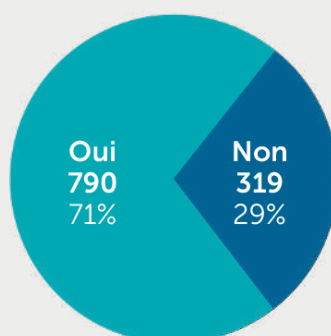
Malgré l'enthousiasme généralisé sur le fait pour la crise de donner un nouvel élan à l'apprentissage assisté par les technologies, il y a également eu une forte mise en garde. 74% des répondants ont estimé qu'une transition vers plus d'apprentissage en ligne va accroître les inégalités et désavantagera les apprenants les plus pauvres. Pour eux, il existe des domaines où l'introduction d'un apprentissage davantage fondé sur les technologies, pendant ou après la crise, risquerait de créer ou d'aggraver des problèmes, notamment en ce qui concerne les élèves défavorisés.

Une transition vers plus d'apprentissage en ligne va-t-elle exacerber les inégalités et défavoriser les apprenants plus pauvres et marginalisés ?



Sai, fonctionnaire éthiopien, nous a rappelé que « les progrès technologiques... peuvent creuser davantage le fossé entre les zones urbaines et rurales » et que les infrastructures de communication médiocres sont relevées comme étant un problème particulier. 71% de nos répondants ont déclaré que ces avancées technologiques sont susceptibles de creuser l'écart entre les résultats éducatifs des zones urbaines et ceux des zones rurales.

À votre avis, l'état actuel des infrastructures de communication de votre pays va-t-il agrandir l'écart entre les résultats éducatifs des zones urbaines et ceux des zones rurales ?



Un chef de projet aux Comores, qui a préféré garder l'anonymat, nous a confié que « cette crise va encore aggraver les inégalités entre les pauvres et les riches. Les enfants du quintile aisé étudient dans des écoles privées aux enseignants mieux qualifiés et aux ressources adéquates, tandis que ceux du quintile pauvre sont inscrits dans les écoles publiques, presque « abandonnés à eux-mêmes » depuis la fermeture des écoles en mars. »

De l'avis de certains répondants, l'effet sur les enfants défavorisés a été susceptible de contribuer à exacerber la fracture numérique. Pour John, spécialiste des TIC au Ghana, « Le fossé numérique et technologique se creusera, car les enfants pauvres n'ont pas les moyens d'acquérir ces appareils et peuvent ne pas avoir les compétences pour les utiliser. Le fossé éducatif se creusera également, car les parents sans instruction ne peuvent pas aider les enfants lorsqu'ils apprennent en ligne de manière isolée. » Et Miriam, également spécialiste des TIC au Ghana, de renchérir: « Les enfants pauvres et défavorisés seront grandement affectés et mis en retrait par rapport à leurs pairs plus privilégiés... Par ailleurs, cela pourrait motiver le gouvernement à améliorer les normes éducatives et à mettre en œuvre les politiques d'amélioration des systèmes éducatifs. »

De nombreux répondants ont partagé le point de vue de Miriam selon lequel, malgré les réserves et les inquiétudes quant aux effets probables sur les couches les plus défavorisées de la population, la crise pourrait être un catalyseur de changement réel et durable dans le secteur de l'éducation. Certains ont estimé que c'était le cas même dans quelques-uns des pays les moins avancés d'Afrique, où les effets de la pandémie sur les systèmes éducatifs ont été jugés catastrophiques.

« Les systèmes éducatifs subissent déjà des dommages catastrophiques, tout comme d'autres secteurs sociaux et économiques, car les pays n'ont pas été préparés à une telle pandémie d'une ampleur sans précédent », a déclaré Alem d'Érythrée. « Ces dommages sont encore plus importants dans les pays les moins avancés d'Afrique, comme l'Érythrée, car ils ne disposent pas des infrastructures technologiques nécessaires pour combler le vide éducatif créé à la suite de la pandémie. Cependant, c'est aussi une sonnette d'alarme pour que les pays comme l'Érythrée transforment ces défis en opportunités en investissant davantage dans la transformation et la diversification de leurs systèmes éducatifs, en collaboration avec les partenaires au développement. Il convient de compléter ces efforts par des alternatives éducatives contemporaines qu'offrent la télévision et les plateformes d'apprentissage en ligne contextualisé.

Pour Abbas, enseignant au Nigéria, l'effondrement de l'éducation dans certaines régions obligerait les gouvernements à agir. La pandémie de COVID-19 a ralenti l'éducation, mais a aussi révélé à nos institutions et décideurs politiques le niveau évident de carence à tous les niveaux éducatifs, en particulier le manque presque total d'installations d'apprentissage en ligne et de pratique dans le pays. Ainsi, en raison des circonstances créées par la pandémie de COVID-19, les gouvernements seront contraints d'investir davantage pour accroître les capacités d'apprentissage en ligne. »

Anriette, spécialiste des TIC en Afrique du Sud, a estimé que l'effet sur les établissements scolaires pourrait s'avérer positif. « Les établissements scolaires ont du mal à s'en sortir, car beaucoup manquent d'une bonne gestion et des infrastructures suffisantes », a-t-elle déclaré. « La crise rendra leur situation encore plus difficile. Mais certaines écoles en ont profité pour communiquer davantage avec les apprenants et les parents et ont intégré les technologies de sorte à créer de nouvelles opportunités. »

Silna, enseignante en Afrique du Sud, a déclaré qu'il était temps pour les gouvernements de réaliser qu'investir dans les technologies éducatives était désormais trop important pour être ignoré. « Le moment est plus qu'idéal pour se mobiliser et réaliser la nécessité d'utiliser les technologies pour améliorer la qualité de l'apprentissage. Il fallait un coup de choc comme la pandémie de COVID-19 pour secouer gouvernements et décideurs quant à l'utilisation des TIC dans le secteur éducatif. Vivement qu'ils tirent les leçons qui s'imposent. Après des années et des années de promesses et de contemplation. »

Eliada, formateur zimbabwéen basé en Éthiopie, pense que si les dirigeants politiques sont prêts à tirer les leçons et qu'aucun retour en arrière n'est désormais possible. Il illustre mieux que quiconque le sentiment des répondants. Il est convaincu que les personnes défavorisées détiennent la clé du progrès.

« Si nos dirigeants sont disposés à apprendre, l'on ne devrait pas retourner à l'ancien système éducatif uniquement fondé sur l'utilisation de manuels scolaires. Cependant, le défi sera de savoir si les gouvernements peuvent fournir les ressources nécessaires à tous les apprenants, en particulier ceux vivant en zones rurales et dans les familles aux ressources insuffisantes. »

Exemples de bonnes pratiques

La pandémie de COVID-19 a créé une situation unique, même pour les pays qui ont été confrontés aux graves urgences sanitaires dans le passé. Elle a également affecté chaque pays africain et chaque secteur de l'éducation d'une manière différente. Étant donné que la situation a été si unique et la réponse à cette crise si nouvelle, il est difficile, à ce stade, de décrire avec certitude les actions considérées comme étant des « bonnes pratiques ». On en saura certainement davantage au fil du temps et après une période de réflexion et d'examen. Cependant, il est à la fois possible et utile de mettre en relief certaines des mesures prises à divers niveaux. Elles semblent se démarquer dans les avis des répondants et peuvent, en fin de compte, être considérées comme « bonnes pratiques » en matière de réponse aux crises.

Communication efficace

Thème récurrent chez de nombreux participants au sondage, la nécessité d'une communication efficace est évoquée, d'une part entre les gouvernements et les établissements scolaires et les enseignants, et d'autre part entre les établissements et les élèves et leurs parents.

Communication au niveau de l'école

À la maternelle et au primaire, le maintien d'une communication efficace avec les parents a été jugé vital. « Au niveau de l'école, le fait d'impliquer les parents dans l'apprentissage en ligne de leurs enfants s'avère très important », a déclaré Zahid, « car il incombe aux parents de fournir le matériel informatique adapté à l'usage à domicile. De plus, durant le confinement, les parents ont dû assurer le suivi régulier de l'apprentissages de leurs enfants. »

Communication au niveau national

Au niveau national, en particulier au regard de la nature soudaine de la crise, la communication et le dialogue avec les principales parties prenantes, ainsi qu'un message clair sur les objectifs et les plans, ont été jugés essentiels. Maggy, chargée de cours en Namibie, a été impressionnée par le rôle qu'a joué le gouvernement namibien dans la coordination de la communication entre les parties intéressées et la prise en compte de leur situation. « Le gouvernement », a-t-elle déclaré, « a été d'un grand secours en s'informant sur la situation de tous les établissements scolaires, a fortement encouragé et promu le partage de ressources et de bonnes pratiques. Par ailleurs, il a rassemblé toutes les parties prenantes et recueilli leurs avis et progrès concernant l'apprentissage et l'enseignement en ligne à l'échelle nationale grâce à la télévision nationale. Il a aussi effectué plusieurs sondages pour s'enquérir de la situation réelle, favorisé plusieurs débats ouverts ou la parution de nombreux rapports et bien d'autres.

Au Cameroun également, le rôle du gouvernement national a été crucial dans la coordination des discussions sur la meilleure façon de mettre à disposition du secteur éducatif les moyens de communication et des médias appropriés. De l'avis d'Eliane, assistante de direction: « Le 17 mars 2020, le Premier ministre du Cameroun a annoncé des mesures drastiques à observer par tous les Camerounais à compter du 18 mars, et ce jusqu'à nouvel ordre. En 5 à 10 jours, des comités composés d'enseignants, de chargés de cours et de certains parents ont été mis en place pour mettre au point une stratégie permettant aux élèves de poursuivre leurs cours chez eux. De la prématernelle à l'enseignement supérieur, chaque groupe est convenu d'un certain nombre de solutions... »

Implication du secteur privé dans la réponse à la COVID

L'implication du secteur privé à un stade précoce a été largement considérée comme un facteur clé de la mise au point de solutions efficaces. Il s'est également agi de comprendre l'importance de reconnaître que certaines formes de technologie pourraient être plus appropriées pour certains secteurs que pour d'autres.

Ces partenariats ont parfois été perçus comme ajoutant une dimension supplémentaire aux efforts du gouvernement en faveur de l'utilisation des technologies à des fins éducatives. Alem, d'Érythrée, a révélé comment un programme du Projet mondial pour l'éducation (PME) avait servi de complément à la création de contenus médiatiques éducatifs et aux programmes télévisés soutenus par le gouvernement. « Cette intervention a été d'un énorme soutien à l'initiative du gouvernement... », a-t-il déclaré.

Pour Bansi, directeur marketing au Kenya, « des entreprises technologiques privées sont venues en aide au gouvernement grâce à leurs multiples plateformes. Le gouvernement, quant à lui, a diffusé à la radio et à la télévision des contenus éducatifs auxquels les ménages ruraux ont pu accéder ».

Recours à la télévision et à la radio

Momodou, fonctionnaire gambien, a déclaré: « Nous assurons l'apprentissage à distance via la radio, la télévision et internet grâce à mon bureau au ministère de l'Éducation de base et de l'enseignement secondaire. Au niveau supérieur, universités et instituts d'enseignement utilisent des plateformes en ligne. En tant que pays, nous avons organisé diverses réunions avec les parties prenantes dans le cadre de la planification de l'introduction de l'initiative d'apprentissage à distance. Nous avons également organisé des plateformes de discussion à la télévision et à la radio pour impliquer le grand public... »

Dans l'ensemble, les pays qui ont conclu des accords avec des entreprises de télécommunications, utilisé efficacement la radio et la télévision et distribué du matériel semblent avoir été les plus efficaces pour assurer la continuité de l'éducation. L'Algérie dispose de 12

chaînes de télévision pour enfants de la SIL à la Terminale, toutes filières confondues. Au Botswana, la télévision nationale a dispensé des cours et les entreprises de télécommunications locales ont distribué du contenu. De telles dispositions prises témoignent de l'importance des partenariats.

Pour Faith, directrice de la communication au Rwanda, « Nous avons travaillé avec des chaînes de radio pour produire des cours radiophoniques pour les enfants de la 1^{re} à la 3^e année du cycle primaire. Des cours d'anglais et de mathématiques ont été diffusés chaque semaine sur les ondes de 7 radios du pays ».

Utilisation efficace des technologies

Des technologies et formes spécifiques de médias sociaux ont été identifiées comme étant particulièrement utiles. La télévision et la radio ont été dans une large mesure décrites comme les formes de communication les plus adaptées aux apprenants de la maternelle et du primaire. L'application WhatsApp a été mentionnée comme aide utile pour faciliter les discussions entre enseignants et apprenants. Emmanuel, enseignant nigérian, a rapporté que ses collègues et lui « avaient été formés à l'utilisation de WhatsApp, Zoom et d'autres applications pour préparer et dispenser leurs enseignements aux apprenants ». Pour Carter, chef de projet au Libéria: « Nous avons organisé une formation à la cartographie à distance, partagé des ressources d'apprentissage via les réseaux sociaux et des groupes WhatsApp, et participé également à des activités d'apprentissage en ligne ».

Certains enseignants ont participé à la formation de leurs élèves à l'utilisation de technologies particulières. Kiprono, enseignant kényan fait part de son expérience: « En petits groupes et dans le respect de la distanciation sociale, j'ai contacté des apprenants de ma zone rurale pour les former à l'utilisation de smartphones et comment s'en servir à des fins d'apprentissage ».

Au niveau de l'enseignement supérieur, Moodle a été considéré par plusieurs répondants comme une solution efficace.

Gratuité des technologies

« L'Université catholique de Bukavu utilise Moodle... » a déclaré Akuzwe, directeur de la communication vivant en République démocratique du Congo. « Nous avons choisi Moodle comme plateforme d'apprentissage en ligne et les étudiants sont satisfaits. Tous les programmes prévus pour la première semaine ont été exécutés, malgré quelques problèmes techniques dus aux supports technologiques et à la mauvaise qualité de la connexion internet ».

En général, les écoles et universités privées semblent avoir été mieux équipées pour faire face à la crise. Cet état des choses n'est pas seulement dû à leur richesse en comparaison aux autres établissements et à leur accès aux ressources, mais aussi parce que beaucoup d'entre elles semblent avoir été plus flexibles et prêtes à impliquer des partenaires externes, y compris les parents. Selon une école privée au Rwanda, « les parents sont encouragés à lire et à jouer avec les enfants. Nous mettons au point une bibliothèque mobile avec des livres que les enfants pourront emprunter pour lire à la maison avec leur famille. »

Nina du Ghana parle de la bibliothèque et d'autres ressources à disposition par son université privée pour permettre aux étudiants de continuer à apprendre:

« Concernant la bibliothèque d'Ashesi, je dois avouer que nous avons eu de la chance que notre système de gestion de bibliothèque soit en ligne et hébergé en dehors de notre institution. Ainsi, tous les membres de notre communauté universitaire ont eu un accès continu à la bibliothèque. Il en va de même pour notre serveur institutionnel. De plus, nous avons commencé à utiliser un service permettant à tous nos utilisateurs d'accéder aux ressources électroniques, accès possible bien avant la pandémie, mais nous avons finalement réussi à le faire fonctionner juste au moment où notre institution fermait. Pour des réunions internes, des présentations et des cours, nous avons utilisé Zoom et d'autres outils vidéo. Par ailleurs, nous avons tenté de garder un contact régulier avec les étudiants et de nous montrer disposés à les aider à accéder aux ressources dont ils avaient besoin. Nous étudions actuellement des options de mise à disposition de livres électroniques au prochain semestre ».

Beatrys, responsable académique senior d’Afrique du Sud, a résumé l’approche de son institution en ces termes:

« Il ne s’agit pas d’attendre des « dons » d’un gouvernement bienveillant — il faut vraiment être proactif et créatif pour aller de l’avant. Nous ne sommes pas des sujets, mais des individus autopersants et autonomes ».

7. Recommandations

L'expérience de la pandémie de COVID-19 en Afrique a fourni de nombreuses leçons aux décideurs à tous les niveaux. Les répondants au sondage eLearning Africa/EdTech Hub ont fourni un éventail d'idées et de suggestions d'améliorations pratiques permettant au secteur éducatif africain de sortir de la crise plus fort et mieux préparé pour l'avenir. Ces idées et suggestions constituent le fondement des recommandations formulées ci-dessous, en vue des actions à différents niveaux. Pris ensemble, nous pensons qu'ils pourraient constituer un plan visant à rendre l'éducation africaine plus résiliente à des urgences sanitaires similaires à l'avenir. Ce serait également un stimulant nécessaire pour l'apprentissage assisté par les technologies et un coup de pouce pour les plans en vue d'un « continent transformé ».

« Il faut arrêter d'essayer de copier les initiatives des pays industrialisés. »

— Bakoena, Enseignant et entrepreneur EdTech, Afrique du Sud

Niveau régional et panafricain

Bien que les « actions » principales relèvent de la responsabilité des gouvernements nationaux, une approche multinationale ou panafricaine plus large pourrait s'avérer utile dans plusieurs domaines. Il s'agit notamment des aspects ci-après :

- ❑ révision des réseaux de communication, de la disponibilité et du coût de la connexion internet sur le continent, en vue d'élargir l'offre d'enseignement et de formation en ligne, et d'assurer un développement communautaire plus large :

« Le coût des technologies à usage personnel (smartphones, wi-fi domestique) doit diminuer. Le Botswana fait partie des 14 pays dont les coûts de connexion internet sont les plus élevés. »

— Doru, Spécialiste des TIC, Botswana

« Fournir une connexion haut débit à moindre coût pour que la connectivité soit à la portée de toutes les bourses. C'est un défi auquel mon pays est confronté, tout comme la mise à disposition d'appareils technologiques les plus adaptés aux plateformes d'apprentissage à distance. »

— Momodou, fonctionnaire, Gambie

- ❑ développement de la coopération intra-africaine en intégrant l'apprentissage à distance dans l'éducation, en partageant les innovations et les bonnes pratiques, notamment en matière de formation des enseignants et d'élaboration de programmes en vue de l'apprentissage à distance :

« Garantir de plus en plus la collaboration et le partage entre les établissements de l'enseignement supérieur et d'autres secteurs éducatifs, sans réinventer la roue. »

— Maggy, chargée de cours, Namibie

- examen au niveau panafricain du potentiel de création d'un « environnement propice » permettant aux sociétés de télécommunications et autres fournisseurs d'infrastructures de contribuer à l'expansion de l'éducation en ligne en Afrique et à la création d'un « filet de sécurité » panafricain efficace, à utiliser en cas de crises futures.

Le gouvernement doit mettre au point les infrastructures et les rendre abordables pour tous, en particulier internet. Dès que les collectivités urbaines et rurales pourront avoir accès à internet à haut débit, abordable et fiable, les écoles et les étudiants pourront facilement adopter des technologies, des plateformes et des systèmes d'apprentissage à distance.

— Carter, gestionnaire de projet, Libéria

« Toutes les écoles devraient avoir accès à la connexion internet; le gouvernement devrait subventionner considérablement le coût de forfaits internet; il doit s'arranger avec les opérateurs de téléphonie mobile pour transformer en réalité les deux suggestions ci-dessus ».

— Aboagye, enseignant, Ghana

Gouvernement

- Les gouvernements, en collaboration avec des partenaires internationaux et du secteur privé, joueront un rôle clé dans le développement des infrastructures adaptées à l'éducation pour tous au XXI^e siècle. Ils doivent voir en la pandémie de COVID-19 une opportunité de stimuler l'apprentissage assisté par les technologies dans les secteurs éducatifs.

« Le gouvernement doit: 1. légaliser, reconnaître et accréditer les activités et les résultats de l'enseignement en ligne; 2. aider les établissements à surmonter les craintes des élèves et des parents non informés et à accorder du crédit à l'apprentissage à distance, comme c'est le cas pour la formation en présentiel; communiquer avec les fournisseurs d'accès internet en vue d'obtenir une tarification raisonnable de leurs services aux étudiants et aux établissements; 4. supprimer ou réduire les taxes et redevances sur les équipements et appareils technologiques et médiatiques, y compris les radios privées, les chaînes de télévision, les services mobiles, et cetera; 5. réviser les règlements régissant les critères d'admission des apprenants (accorder une attention particulière à la culture informatique), assouplir le ratio apprenants-personnel et d'autres mesures liées à l'apprentissage en présentiel. »

— Qurashi, Soudan

- Il est urgent que les gouvernements, les autorités locales et les institutions éducatives créent dans les programmes scolaires une composante d'apprentissage à distance/technologique adaptée, et intègrent dans tout apprentissage une dimension semi-mixte et à rythme libre, sans désavantager aucun enfant.
-

Conclure des accords avec des fournisseurs d'accès internet pour que tous les sites éducatifs soient accessibles sans frais ou à coûts réduits; adopter l'apprentissage mixte, désagréger les niveaux au moyen de plusieurs plateformes ou SGA, initier un renforcement massif des capacités des enseignants; proposer des contenus harmonisés d'écoles préuniversitaires via une plateforme dédiée, dispenser des cours sur d'autres canaux tels que la télévision, la radio, et cetera.

— Christine, enseignante, Nigéria

Grâce à des mesures fiscales et d'autres incitations, les gouvernements doivent créer un « environnement propice » et encourager le secteur privé à contribuer à un système éducatif doté d'un fondement technologique solide.

Supprimer les taxes sur le coût des données, le prix des appareils, généraliser les réductions de coûts et demander aux opérateurs de télécommunications de baisser les prix.

— Kenneth, Ghana

« La pandémie a montré... je crois, que le Cameroun est capable d'utiliser la technologie à tous les niveaux. Nous avons beaucoup entendu parler de vidéoconférences ces derniers temps via diverses plateformes et forums de discussion sur WhatsApp. Ces forums ont été présentés aux apprenants et la plupart, sinon tous, ont été impressionnés par le résultat. Donc, mon conseil au gouvernement sera d'introduire l'apprentissage en ligne dans chaque programme de travail à partir de la prochaine année académique. Outre le fait de pouvoir préparer des cours à l'aide de PowerPoint et de les publier en ligne, le gouvernement peut veiller à la création d'une bibliothèque électronique disponible du primaire à l'enseignement supérieur. Les enseignants peuvent minimiser les déplacements d'apprenants d'un lieu à un autre en créant des plateformes permettant aux étudiants de partager en tout temps leurs travaux de groupe ou individuels avec d'autres. Ladite plateforme étant une application permanente, elle permettra aux apprenants d'évaluer les sujets traités à tout moment et en tout lieu. Pour atteindre et surpasser cet objectif, le gouvernement devra repenser ses politiques en matière de production, de distribution et de consommation d'électricité ainsi que d'acquisition, de distribution et d'exploitation de réseaux. En attendant, c'est le plus grand défi du Cameroun ».

— Eliane, assistante de direction, Cameroun

- Les gouvernements doivent tirer parti, publier et consulter largement des plans de gestion de crise, pour assurer la continuité de l'éducation durant toute crise future.

« Mettre en place une plateforme avec des décideurs, des enseignants et des innovateurs, pour fournir un ensemble de solutions à la majorité des apprenants. Élaborer une stratégie de crise pour assurer la continuité de l'éducation lors de la prochaine interruption de cours ».

— Arnaud, entrepreneur EdTech, Cameroun

« Impliquer tous ceux disposant d'une bonne expérience dans l'élaboration de projets visant à inciter enseignants et étudiants à adopter les technologies. Un solide financement du secteur éducatif est indispensable pour obtenir de bons résultats ».

— Moussa, enseignant, Niger

- Les gouvernements doivent accorder la priorité à la formation des enseignants à l'utilisation des technologies et à l'enseignement en ligne.

« J'encourage le gouvernement à soutenir financièrement les institutions afin qu'elles puissent développer les infrastructures requises pour l'adoption par toutes les institutions d'un volet en ligne. Je conseillerais en outre au gouvernement de veiller à ce qu'un cours sur l'intégration des TIC dans l'enseignement et l'apprentissage soit obligatoire pour tous les enseignants ».

— Mildred, fonctionnaire, Kenya

- Certes, il est nécessaire de disposer d'un cadre éducatif national et de normes de réussite, de sensibiliser suffisamment la communauté et les parents, et de bien former les enseignants, mais il peut être pratique dans de nombreux pays que les gouvernements délèguent les questions de méthodologie et de processus au niveau le plus bas possible, idéalement aux écoles ou institutions. Les gouvernements doivent étudier cet aspect avec les principales parties prenantes.

Encourager des partenariats public-privé pour faciliter la transition des établissements scolaires à tous les niveaux, de l'enseignement conventionnel aux méthodes et plateformes d'apprentissage en ligne. Promouvoir et canaliser le financement vers l'innovation technologique dans l'éducation, notamment la formation des enseignants, la création et l'adaptation des programmes, la mise à disposition de tests standard en ligne à tous les niveaux, la disponibilité et l'adoption d'outils d'apprentissage en ligne. Investir dans et encourager l'adoption de solutions locales d'apprentissage en ligne.

— Anita, Nigéria

Établissements d'enseignement et personnel

Si le gouvernement joue les premiers rôles dans la mise au point d'infrastructures et d'un environnement propice à l'apprentissage assisté par les technologies, alors les établissements d'enseignement, les universités, les institutions d'enseignement supérieur, les écoles et leur personnel peuvent s'atteler à proposer à leurs apprenants une expérience éducative stimulante et pratique. Une norme pratique pourrait consister à œuvrer à la conception d'un programme d'amélioration continue (auquel les répondants ont manifesté un attachement clair). En tant qu'« acteurs de première ligne » de l'offre éducative, les établissements, leurs dirigeants et leur personnel doivent pouvoir innover et contribuer à améliorer l'expérience éducative et les résultats scolaires. Ces « micro-initiatives » peuvent stimuler le programme national et intégrer l'apprentissage par les pairs dans les écoles et au sein de leur personnel. Au regard de la diversité des environnements, il est difficile d'être précis sur les initiatives à entreprendre, mais il peut s'agir notamment de:

- ❑ promouvoir l'utilisation de toute technologie disponible, et quand il n'en existe pas, de promouvoir l'autoapprentissage chez les élèves et les enseignants:

Doter chaque école et établissement scolaire des fondements en matière de TIC. Former les formateurs à l'utilisation des technologies, en vulgariser l'utilisation dans les écoles et institutions, créer des plateformes d'accès plus facile à tous les utilisateurs.

— Mesmin, enseignant, Gabon

- ❑ mettre au point un programme d'amélioration pédagogique continue notamment pour échanger avec et motiver tous les apprenants grâce aux méthodes numériques:

L'implication des apprenants est essentielle. Il importe de dispenser des enseignements de manière innovante et fondée sur les apprenants.

— Jacton, spécialiste des TIC, conseiller, consultant, Kenya

- ❑ promouvoir le développement professionnel continu des enseignants et encourager l'apprentissage par les pairs, chez les enseignants au sein de leurs établissements:

Ne pas sous-estimer les technologies, même si nous vivons en Afrique; elles constituent l'avenir et nous n'y avons pas pensé jusqu'à la survenue de la crise de COVID. Nous devons investir dans la formation des enseignants.

— Alexia, gestionnaire de projet, Mozambique

- ❑ contribuer à une révision nationale des programmes scolaires et plans de développement en vue de les réformer:

Même sans COVID-19, il semble opportun de réviser les programmes scolaires et, en cette ère de mondialisation, d'opter pour un programme numérique qui permettra au système éducatif d'intégrer de nouvelles connaissances au fur et à mesure, en raison de leur nature dynamique.

— Salihu, enseignant, Nigéria

- ❑ élaborer des plans pour sensibiliser les élèves, les parents et la communauté au sens large sur les atouts de l'apprentissage à distance et assisté par les technologies comme mode d'apprentissage complémentaire:

L'engagement communautaire doit être renforcé. L'autonomisation des parents et des tuteurs est une nécessité compte tenu du rôle important qu'ils sont susceptibles de jouer dans l'éducation de leurs enfants.

— Erisson, consultant, Zimbabwe

- ❑ revoir leurs communications avec les parents et leur communauté locale, en vue d'une meilleure implication de la communauté dans le processus d'apprentissage, afin de garantir sa préparation et sa volonté de coopérer en cas d'urgence future affectant le système éducatif.

Les domiciles doivent désormais être des extensions de salles de classe. Les parents sont déjà des éducateurs et, à ce titre, doivent être impliqués dans l'enseignement scolaire.

— Komla, enseignant, Togo

8. Annexes

Annexe 1 — Questions du sondage

1. Titre (Optionnel).
2. Prénoms (Optionnel).
3. Noms (Optionnel).
4. Âge.
5. Genre.
6. Quel est votre pays d'origine ou de naissance?
7. Adresse électronique.
8. Dans quel pays d'Afrique travaillez-vous?
9. Quelle est votre profession?
10. Pour quel type d'organisation travaillez-vous?
11. Au sein de quel(s) secteur(s) travaillez-vous? (sélection multiple possible).
12. Travaillez-vous en milieu urbain ou rural?
13. Quelles TIC utilisez-vous le plus (au moins chaque semaine)?
14. À quelles fins utilisez-vous le plus ces TIC (cinq réponses maximum)?

Pandémie de COVID-19 et système éducatif dans votre pays

15. Quel est le degré de gravité de la menace que fait peser la pandémie de COVID-19 sur votre pays?
16. Quel est le degré de gravité de la menace que fait peser la pandémie de COVID-19 sur l'Afrique entière?
17. Les établissements scolaires de votre pays ont-ils été forcés de fermer suite à la pandémie de COVID-19?
18. Si « Oui »
 - Tous les établissements scolaires ont été fermés
 - Certains établissements ont été fermés
 - Je ne sais pas
19. Si « Oui », qu'en est-il de réouverture?
 - Tous ont rouvert leurs portes.
 - Aucun n'a rouvert à ce jour.
 - Certains ont rouvert leurs portes.
 - Je ne sais pas.
20. Pensez-vous que la fermeture d'établissements scolaires dans votre pays est/était essentielle pour prévenir la propagation du coronavirus?
21. Êtes-vous satisfait ou mécontent des mesures prises par votre gouvernement pour minimiser l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation?
22. Pour élaborer une riposte à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation de votre pays, pensez-vous que votre gouvernement a tenu suffisamment compte des avis et de l'expérience des enseignants?
23. Connaissez-vous des faits erronés spécifiques qui circulent dans votre pays concernant la nature ou l'origine du coronavirus?
24. Comment évalueriez-vous la connaissance qu'ont les élèves et étudiants de votre pays vis-à-vis du coronavirus et des mesures de santé publique nécessaires pour réduire sa propagation?

Impact sur les apprenants

25. Dans votre pays, quel est le plus grand obstacle auquel les apprenants font face pendant la pandémie de COVID-19?
26. Dans votre pays, quel groupe d'apprenants sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise?
27. Dans votre pays, quel pourcentage d'apprenants peut avoir accès aux technologies nécessaires pour apprendre effectivement en ligne lorsque les établissements scolaires sont fermés?
28. Pendant la crise actuelle, quelle solution d'apprentissage à distance pensez-vous être la plus utile pour les apprenants du cycle

primaire?

29. Pendant la crise actuelle, quelle solution d'apprentissage à distance pensez-vous être la plus utile pour les apprenants du cycle secondaire?
30. Dans votre pays, quel cycle éducatif sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise?

Stratégie de riposte

31. Le gouvernement de votre pays a-t-il annoncé une stratégie d'apprentissage à distance en réponse à la crise de COVID-19?
32. Si « Oui », quels modules sont pris en compte dans cette stratégie d'apprentissage à distance? (Veuillez sélectionner autant de réponses que vous jugez appropriées).
33. Si « Oui », comment évaluez-vous l'efficacité de la stratégie d'apprentissage à distance mise au point par votre gouvernement pour garantir l'éducation alors que les établissements scolaires sont fermés? Pourquoi?

Efficacité de la planification/riposte

34. Comment jugez-vous l'implication des parents par votre établissement scolaire/institut/institution dans la planification de nouvelles mesures relatives à l'éducation des enfants pendant la pandémie de COVID-19.
35. Veuillez justifier votre réponse.
36. Votre gouvernement a-t-il édicté des directives sur le recours aux technologies appliquées à l'éducation pendant la crise de COVID-19?
37. Dans votre pays, quel est le meilleur conseil donné par le gouvernement sur le recours aux technologies pour assurer la continuité de l'éducation pendant cette crise?
38. Dans votre pays, quel est le plus important conseil donné par le gouvernement sur le recours aux technologies pour assurer la continuité de l'éducation pendant cette crise?

Initiatives et appui

39. Dans votre pays, connaissez-vous des initiatives d'entreprises du secteur privé qui proposent des services fondés sur les nouvelles technologies pour appuyer l'éducation pendant cette crise?
40. Avez-vous reçu un appui financier/matériel supplémentaire au titre des outils d'enseignement et d'apprentissage pendant cette crise?
41. Si « Oui »: Il vous a été fourni par
 - Votre gouvernement.
 - Votre institution académique.
 - Des parents d'élèves.
 - Une ONG ou organisation caritative.
 - OGI (par ex. Union africaine, UNESCO, Banque mondiale, ADEA).
 - Une entreprise locale.
 - Une entreprise internationale/une initiative du secteur privé.
 - Autre. Veuillez fournir des précisions.

Préparation

42. Pensez-vous avoir reçu une formation professionnelle ou un renforcement des capacités adéquat avant la pandémie de COVID-19 concernant la transition vers la fourniture aux étudiants de solutions d'apprentissage à distance?
43. Sinon, sur quels aspects souhaitez-vous vous perfectionner?
44. Pendant la pandémie de COVID-19, quel appui (le cas échéant) avez-vous reçu pour effectuer la transition vers l'apprentissage à distance?
45. Quel type de formation continue ou d'appui au perfectionnement professionnel trouvez-vous utile pour mieux se préparer à faire face à des futures crises?
46. Pensez-vous qu'il faut modifier le programme scolaire pour faciliter l'adaptation à l'apprentissage à distance?
47. Veuillez justifier votre réponse et faire part de votre expérience.

Technologies

48. Dans votre pays, quel sera l'impact à long terme de la crise de COVID-19 sur le niveau d'utilisation des technologies dans l'éducation en Afrique?
49. Dans votre pays, quel est, selon vous, le plus grand défi lié à l'utilisation efficace des technologies éducatives pendant la crise de COVID-19?
50. Pendant cette crise de COVID-19, quelle est la plus importante contribution du recours aux technologies pour assurer la continuité de l'éducation dans votre pays?
51. Dans votre pays, quel appareil offre le meilleur moyen de déployer rapidement et à court terme une alternative à l'apprentissage en présentiel et un appui à l'apprentissage pendant la crise actuelle?
52. Veuillez justifier votre réponse.
53. Quel est votre degré d'inquiétude face aux problèmes de sécurité, de vie privée, de fraude ou de logiciels malveillants associés à l'apprentissage en ligne?

Impact

54. Dans votre pays, quel est l'impact le plus significatif à long terme de la pandémie de COVID-19?
55. Veuillez fournir une brève justification de votre réponse.
56. Une transition vers plus d'apprentissage en ligne va-t-elle exacerber les inégalités et défavoriser les apprenants plus pauvres et marginalisés?
57. Veuillez justifier votre réponse.
58. À votre avis, l'état actuel des infrastructures de communication de votre pays va-t-il agrandir l'écart entre les résultats éducatifs des zones urbaines et ceux des zones rurales?
59. Veuillez justifier votre réponse.
60. Quelle est, selon vous, la plus grave erreur dans l'application de l'apprentissage assisté par des technologies dans les écoles, instituts supérieurs et universités? Que faut-il plutôt faire?

Leçons tirées

61. En tant qu'utilisateur expérimenté de technologies appliquées à l'éducation, quel est le plus important conseil que vous donneriez aux autres acteurs de l'éducation, désormais tenus d'apprendre rapidement à intégrer les technologies à leur enseignement?
62. Veuillez donner un exemple de la façon dont vous ou vos collègues utilisez les technologies pour répondre aux défis éducatifs causés par l'actuelle pandémie de COVID-19 (veuillez indiquer le défi, présenter vos actions et formuler des recommandations à l'attention d'autres personnes).
63. Concernant la continuité de l'éducation pendant une crise, quelle principale leçon votre gouvernement doit-il tirer de la pandémie de COVID-19 pour pouvoir assurer la prise en charge efficace de futures crises?
64. Quel est, selon vous, le plus grand obstacle qui empêche l'accès des apprenants à l'apprentissage en ligne?

Perspectives

65. Pouvez-vous nous indiquer tout autre problème spécifique auquel les apprenants sont confrontés à cause de leur incapacité à aller à l'école? (par ex. le manque d'accès aux repas).
66. À la réouverture des institutions éducatives, quels apprenants auront le plus de mal à retourner à l'école? Pourquoi?

Annexe 2 — Conseils aux gouvernements

Cette annexe est fondée sur les réponses aux questions suivantes:

38. Dans votre pays, quel est le plus important conseil donné par le gouvernement sur le recours aux technologies pour assurer la continuité de l'éducation pendant cette crise?
60. Quelle est, selon vous, la plus grave erreur dans l'application de l'apprentissage assisté par les technologies dans des écoles, instituts supérieurs et universités? Que faut-il plutôt faire?
63. Concernant la continuité de l'éducation pendant une crise, quelle principale leçon votre gouvernement doit-il tirer de la pandémie de COVID-19 pour pouvoir assurer la prise en charge efficace de futures crises?

Les répondants ont fourni un nombre considérable de conseils à l'attention des gouvernements. Ces conseils portaient aussi bien sur l'amélioration de la connexion internet que sur la formation des enseignants et une utilisation plus efficace des technologies. Il est particulièrement intéressant de réaliser comment les gouvernements pourraient créer des environnements propices pour stimuler l'apprentissage à distance.

Communication et sensibilisation

Les ministères en charge de l'Éducation doivent consulter les prestataires et prendre des décisions politiques plutôt que de se taire. — Sheila, conseillère politique, Botswana

Il convient d'adopter une directive appropriée de sorte à garantir à l'ensemble de la population une éducation de qualité identique. En l'état, les riches auront accès aux meilleurs enseignants en ligne, tandis que le reste devra se contenter d'enseignants sélectionnés par le ministère de l'Éducation pour dispenser des cours à la télévision sans presque aucune interaction. — Vinay, conseiller politique, Maurice

Élaborer d'abord une stratégie, puis la faire connaître. — Angela, entrepreneur EdTech, Afrique du Sud

Amélioration des programmes scolaires

Le gouvernement doit apprendre à toujours anticiper les événements tels que la pandémie de COVID-19 en introduisant l'apprentissage à distance dans le programme d'enseignement des élèves de nos écoles.— Wamba, gestionnaire de projet, Cameroun

Améliorer la qualité des leçons diffusées en concevant correctement le programme d'apprentissage en ligne. — Suresh, conseiller politique, Maurice

S'inspirer des réalisations de pays voisins ; solliciter l'appui de partenaires au développement pour la numérisation des programmes/cours existants et exploiter les opportunités disponibles telles que les passeports d'apprentissage, l'apprentissage curieux, et cetera. — Gestionnaire de projet, Comores

Intégrer l'apprentissage en ligne dans la politique et la pratique pour toutes les classes, et pas uniquement à l'école primaire à des fins politiques ou électoralistes. — Ezra, enseignant, Kenya

Apprentissage par des erreurs

La plus grande erreur consiste à percevoir l'apprentissage assisté par les technologies comme un luxe. À ce jour, tout le monde regrette de ne l'avoir pas adopté il y a longtemps... — Mmabaledi, enseignant, Botswana

La plus grande erreur consiste pour certaines personnes à croire que les apprenants sont formés pour apprendre par eux-mêmes. Apprendre à apprendre doit être l'objectif crucial de tous les établissements scolaires. — Enseignant, Rwanda

La plus grande erreur pourrait être d'investir davantage dans les technologies sans investissement proportionnel dans le développement des capacités humaines et institutionnelles des institutions éducatives. Si les éducateurs et les administrateurs éducatifs ne sont pas suffisamment formés au renforcement des capacités en vue d'une utilisation efficace des technologies à des fins d'enseignement et d'apprentissage, l'investissement technologique restera sous-utilisé et ne sera qu'un ajout onéreux à l'investissement déjà énorme dans l'éducation. — Alem, Érythrée

Partenariats, incitations et création d'un « environnement favorable »

Je suggérerais un partenariat privé-public pour créer un environnement d'apprentissage meilleur et plus robuste, en tirant parti d'acteurs réputés des secteurs de l'éducation et des technologies. — Justus, formateur, Nigéria

Il faudrait offrir aux chaînes de télévision des incitations comme des exonérations fiscales, pour qu'elles diffusent des programmes scolaires. Davantage de chaînes de télévision seraient ainsi disposées à diffuser ces programmes. À l'heure actuelle, tout le monde ne peut pas accéder aux chaînes de télévision payantes. — John, spécialiste des TIC, Ghana

Le gouvernement doit collaborer avec les fournisseurs de services de télécommunications comme Safaricom, Airtel, et cetera. pour subventionner les offres internet et intégrer des systèmes d'apprentissage en ligne par le biais de téléphones mobiles. L'apprentissage pourrait ainsi être amélioré sur l'ensemble du pays (en milieux urbains et ruraux). — Judith, enseignante, Kenya

Abolir les taxes sur les TIC et les services à large bande pour réduire le coût des équipements et de l'accès. — Edwin, spécialiste des TIC, Tanzanie

Réduire la corruption et utiliser nos impôts pour fournir à chaque étudiant d'université un ordinateur portable et au moins 20 Go de données internet par mois. — Bernadine, enseignante, Afrique du Sud

Assurer la gratuité totale de l'accès aux sites internet éducatifs. — Gestionnaire de projet, Afrique du Sud

Solliciter des organisations la garantie d'accès aux technologies pour chaque famille, comme One Acre Fund aide plus d'un million de petits agriculteurs à accéder à des améliorations agricoles. Les agriculteurs remboursent des prêts grâce à l'augmentation de leur production agricole. Pourquoi ne pas proposer des initiatives similaires avec les technologies, afin que l'apprentissage en ligne puisse permettre à toutes les familles de faire progresser la civilisation? — Janet, assistante de développement communautaire, Ouganda

Dans une crise comme celle que nous vivons, il serait souhaitable que tous les fournisseurs de services internet réduisent le coût des forfaits. En effet, de nombreux parents possèdent un téléphone portable et l'expérience a montré que beaucoup n'avaient pas les moyens d'utiliser leur téléphone au quotidien en raison du coût des données internet. De plus, il serait souhaitable de supprimer les taxes sur les outils technologiques tels que les smartphones, les tablettes et les liseuses numériques afin de permettre aux parents de les acheter pour leurs enfants spécifiquement à des fins d'apprentissage. — Mubanga, spécialiste des TIC, Zambie

Formation, renforcement des capacités, développement professionnel

Le gouvernement doit introduire des cours d'informatique et de TIC à tous les niveaux d'enseignement. Tous les enseignants doivent avoir une expérience académique en informatique, sans laquelle ils cesseront d'être considérés comme enseignants qualifiés. Tous les apprenants doivent accéder gratuitement à des ordinateurs portables, des PC et des tablettes de qualité, leur permettant d'apprendre en classe ou en dehors. Ce faisant, il faut tenir compte des apprenants ayant des besoins spéciaux. — Collince, enseignant, Kenya

Étant donné que la radio a actuellement la plus grande portée, la grille d'émissions doit être davantage améliorée pour toucher tous les enfants. Les enseignants doivent être formés à interagir avec leurs élèves pour soutenir les cours à la radio, à la télévision et en ligne ainsi que pour fournir un soutien psychosocial. — Marilyn, Kenya

Équiper nos établissements d'enseignement de technologies pédagogiques appropriées et former le personnel et les apprenants à leur utilisation efficace. Étendre la connectivité à toutes les régions du pays, y compris les zones rurales et régions éloignées. — Joseph, enseignant, Malawi

Il est impératif que les gouvernements garantissent une formation adéquate et la fourniture aux enseignants de tous les nouveaux de dispositifs/installations facilitant des modes d'apprentissage alternatifs tels que l'apprentissage en ligne dans les écoles des zones urbaines ou rurales. Garantir des technologies de l'information et de la communication efficaces à tous les secteurs pour faciliter l'utilisation de ces appareils; aider les écoles, publiques ou privées (le cas échéant), à faciliter l'accès d'élèves indigents à l'apprentissage en ligne. Il est essentiel d'intégrer l'apprentissage en ligne aux programmes des établissements scolaires. — Gloria, enseignante, Nigéria

La formation des champions ou des enseignants principaux au recours à l'enseignement en ligne a été faite 8 semaines après le début du confinement, alors qu'elle aurait dû se faire 2 semaines avant le confinement. — Ismael, fonctionnaire, Maurice

Rendre obligatoire la formation de tous les enseignants à l'utilisation des technologies d'enseignement en ligne. Ces compétences essentielles doivent faire partie du programme de tous les enseignants des établissements d'enseignement supérieur. De plus, le gouvernement qui accorde des bourses d'études doit inclure aux frais de scolarité l'achat d'un ordinateur portable, de sorte que les étudiants d'université puissent en posséder. Par ailleurs, les organismes en charge de télécommunications mobiles doivent proposer des tarifs spéciaux pour l'accès des enseignants et étudiants à internet. En fait, l'apprentissage en ligne doit déjà être en vigueur depuis l'école primaire, de même que l'acquisition par les apprenants d'ordinateurs portables et de smartphones. — Menesiah, directeur de la communication, Namibie

Tirer parti de cette période difficile pour former les enseignants aux méthodes d'enseignement alternatives, préparer un document de politique définissant clairement des piliers et lignes directrices sur la façon de développer, d'investir et de mettre en œuvre l'apprentissage EdTech. Mon institut a déjà créé un système d'apprentissage à distance pour le Soudan du Sud via Moodle et un cours a été conçu à ce propos pour démontrer aux décideurs, aux responsables politiques et aux grands donateurs les possibilités de l'apprentissage à distance. <https://www.aforpd.education/moodle>. — Marinia, directrice générale, Soudan du Sud

L'apprentissage en ligne devrait être obligatoire dans la plupart des établissements et l'apprentissage mixte érigé en norme. Ainsi, la formation des enseignants/chargés de cours doit inclure des compétences en apprentissage en ligne. — Gertrude, enseignante, Zambie

Infrastructures, technologies et connectivité

Des fonds devraient être alloués pour subventionner l'accès à internet à domicile, améliorer les infrastructures, accroître la concurrence pour la fourniture des services internet, réduire les barrières à l'entrée des FAI. — Doru, Spécialiste des TIC, Botswana

« Personnellement, j'estime que l'un des défis majeurs est lié à la disponibilité de l'accès jusqu'au dernier kilomètre. Internet est présent et fonctionnel pour les téléphones mobiles et les services de base, comme WhatsApp, mais même en zones urbaines, il arrive qu'une connexion raisonnable soit lente, irrégulière et intermittente. Elle n'est donc pas très utile pour un accès prolongé pouvant être nécessaire pour participer à une réunion, un cours, une présentation, une discussion. De plus, tout se complique en cas de panne d'électricité ou d'interruption de l'alimentation! » — Nina, Ghana

Je demanderais au gouvernement de fournir un accès en ligne gratuit à internet à tous les élèves, afin de soutenir la croissance scolaire. Fournir un accès numérique à grande vitesse uniquement à des fins éducatives, avec un nom d'utilisateur et un mot de passe spécifiques fournis par les écoles. — William, enseignant, Kenya

Toutes les écoles devraient avoir accès à la connexion internet; le gouvernement devrait subventionner considérablement le coût de forfaits internet; il doit s'arranger avec les opérateurs de téléphonie mobile pour transformer en réalité les deux suggestions ci-dessus. — Aboagye, enseignant, Ghana

Pour que chaque Camerounais bénéficie des technologies, deux choses comptent le plus, la disponibilité de l'électricité et du réseau. La pandémie de COVID-19 a mis en relief cet inconvénient dès l'adoption des technologies pour faciliter l'apprentissage à distance. Ainsi, il ne suffit pas de brandir les effets bénéfiques de la technologie, sans tenir compte des autres facteurs nécessaires pour rendre cet outil accessible à la plupart. — Arnaud, Cameroun

La pandémie a montré... que le Cameroun est capable d'utiliser la technologie à tous les niveaux. Nous avons beaucoup entendu parler de vidéoconférences ces derniers temps via diverses plateformes et forums de discussion sur WhatsApp. Ces forums ont été présentés aux apprenants et la plupart, sinon tous, ont été impressionnés par le résultat. Donc, mon conseil au gouvernement sera d'introduire l'apprentissage en ligne dans chaque programme de travail à partir de la prochaine année académique. Outre le fait de pouvoir préparer des cours à l'aide de PowerPoint et de les publier en ligne, le gouvernement peut veiller à la création d'une bibliothèque électronique disponible du primaire à l'enseignement supérieur. Les enseignants peuvent minimiser les déplacements d'apprenants d'un lieu à un autre en créant des plateformes permettant aux étudiants de partager en tout temps leurs travaux de groupe ou individuels avec d'autres. Ladite plateforme étant une application permanente, elle permettra aux apprenants d'évaluer les sujets traités à tout moment et en tout lieu. Pour atteindre et surpasser cet objectif, le gouvernement devra repenser ses politiques en matière de production, de distribution et de consommation d'électricité ainsi que d'acquisition, de distribution et d'exploitation de réseaux. En attendant, c'est le plus grand défi du Cameroun. — Eliane, assistante de direction, Cameroun

Le gouvernement devrait offrir une connexion internet gratuite à la population et il devrait réduire les prix de l'électricité dans les ménages. — Wamba, gestionnaire de projet, Cameroun

Fournir les infrastructures pour soutenir l'utilisation des technologies, en particulier l'énergie la plus fiable comme l'énergie solaire. — Saliyu, enseignant, Nigéria

Le gouvernement devrait opter pour une approche multicouche selon le lieu concerné et le statut de revenu des apprenants. Ceux qui vivent en zones urbaines avec une bonne connexion et des revenus relativement satisfaisants peuvent adopter la technologie mobile et les solutions en ligne. Cependant, pour les régions éloignées ayant une piètre connectivité et des revenus relativement faibles, la radio et peut-être la télévision peuvent être de meilleures options. — Saminu, enseignant, Nigéria

Utiliser autant que possible les technologies disponibles. — Yoseph, enseignant, Éthiopie

La technologie a le potentiel de transformer l'apprentissage dans ce pays. Il faudrait investir davantage dans les TIC appliquées à tous les secteurs économiques et plus dans l'éducation. — Martin, fonctionnaire, Kenya

Appliquer différents outils technologiques à différentes catégories de personnes impliquées dans l'usage de produits éducatifs, à savoir la maternelle, les écoles primaires, l'enseignement secondaire et universitaire. — Issifu, Ghana

Si les étudiants sont en mesure d'accéder à des copies en ligne des manuels utilisés en classe, la technologie pourra servir efficacement à soutenir l'éducation en cette ère. En parallèle, l'apprentissage à distance soutenu par les centres communautaires peut tirer parti des radios et des SMS envoyés depuis des téléphones mobiles. — Maureen, enseignante, Kenya

Il convient d'élaborer des lignes directrices sur l'utilisation des technologies et sur les modalités de compensation des personnes n'ayant pas accès à ces technologies. Le gouvernement devrait également envisager à l'avenir des politiques d'accès aux technologies pour tous les enfants. — Collins, enseignant, Kenya

En guise de leçon tirée des défis causés par la pandémie de COVID-19, le gouvernement doit investir davantage dans le développement de systèmes éducatifs assistés par les technologies. Heureusement, le gouvernement tanzanien a fortement investi dans l'appui au développement des TIC en installant un câble à fibre optique dans la plupart des régions du pays. L'objectif étant d'améliorer, entre autres, l'application des technologies à l'éducation. — Lughano, président d'université, Tanzanie

La leçon la plus importante pour assurer la continuité de l'éducation en période de crise est d'accorder plus d'attention à l'apprentissage à distance et aux dispositifs et infrastructures nécessaires pour rendre cela possible. Le gouvernement et, plus particulièrement, le ministère de l'Éducation devraient être prêts à combler le vide et à rendre l'apprentissage possible en cas de crise. Les enseignants et les étudiants doivent être bien formés à la gestion des dispositifs d'apprentissage à distance. — Hassan, enseignant, Soudan

La technologie est essentielle et devrait être considérée comme un atout éducatif et non un article de luxe facultatif. — Rob, enseignant, Afrique du Sud

L'analphabétisme technologique des parents d'enfants en âge scolaire est un obstacle à l'accès à l'apprentissage à distance en ligne. Même si nous pouvions doter chaque domicile du matériel et de la connectivité, il faudrait prévoir un programme de soutien complet pour les adultes de ces ménages afin que leurs enfants en profitent. — Bailey Thomson, entrepreneur Edtech, Afrique du Sud

Le gouvernement doit envisager d'offrir une formation informatique de base aux enseignants et aux apprenants afin qu'ils soient mieux à même d'accéder aux supports d'apprentissage en ligne. Le gouvernement doit faciliter l'accès des apprenants et des enseignants aux équipements d'apprentissage numérique tels que les ordinateurs, les projecteurs, et cetera. Il est également nécessaire de rendre internet abordable pour tous et facilement accessible à tous, en particulier dans les collectivités rurales. — Robert, formateur, Ouganda

Le gouvernement devrait s'efforcer de placer les infrastructures électriques dans les zones rurales dans le cadre du projet d'électrification rurale et d'offrir des prêts aux citoyens pour l'acquisition de téléphones intelligents. — Rita, formatrice, Ouganda

Mettre l'accès sur la technologie radiophonique, solliciter un soutien des entreprises privées et des stations de radio du pays dans le cadre de leur responsabilité sociale des entreprises afin de permettre et de faciliter un accès plus large. — Akim, chef d'équipe en charge des performances scolaires, Ouganda

Il est nécessaire de faciliter l'accès universel aux technologies et de se doter d'une stratégie pour favoriser l'apprentissage en ligne. Les enseignants doivent être (re)formés à l'enseignement en ligne. — Mukubi, conseiller en stratégie, Zambie

Déployer avec une grande facilité d'utilisation des solutions technologiques conçues en tenant compte de la faible culture numérique des utilisateurs, et collaborer avec des développeurs expérimentés dans les projets edtech pour garantir la prise en compte de divers facteurs. Opter pour des solutions éprouvées et évoluer par phases plutôt que d'élargir la portée du projet excessivement et trop rapidement. — Tae Kim, directeur des ventes, Tanzanie

Planification et stratégie

Faire preuve de proactivité lors de la planification et de la mise en œuvre. Solliciter l'assistance des experts clés pendant la réflexion et l'application des transformations nécessaires. Opter pour une pensée transformationnelle totale! — Abtar, formateur, Royaume d'Eswatini

De prime abord, il faut effectuer un sondage rapide pour déterminer le nombre d'apprenants pouvant être touchés via internet, la radio, la télévision et les smartphones. Le gouvernement utiliserait alors les résultats de ce sondage pour formuler une stratégie d'apprentissage en ligne qui tiendrait compte des différents segments d'apprenants en matière d'accès aux plateformes dédiées. Il faudrait alors se concentrer rapidement sur ceux n'ayant pas accès à l'apprentissage, afin de mettre en place dans les meilleurs délais les infrastructures nécessaires. Je conseillerais de s'atteler à assurer la continuité de l'apprentissage par la radio et le téléphone portable, car le taux de pénétration de ce dernier ici est supérieur à 80%. Ensuite, il faudrait adopter des mesures d'atténuation pour mettre les ressources à la disposition de ceux qui ne peuvent être rejoints immédiatement avant la fin de la pandémie et leur fournir des cours de rattrapage. La stratégie à long terme consisterait à veiller à ce que chaque apprenant puisse être atteint. — Patrick, Kenya

Il sera difficile de garantir des interactions sociales en présentiel, car la pandémie de COVID-19 a mené nos collectivités en territoire

inconnu. L'apprentissage en ligne sera le seul moyen d'accéder à une éducation de qualité pour tous. C'est l'avenir qui nous attend et le gouvernement devrait améliorer l'approche du système d'apprentissage en ligne. — Marcus, chercheur, Libéria

Élaborer une stratégie nationale d'apprentissage en ligne et pas seulement pour les étudiants. Les cours pour adultes peuvent également tirer parti des programmes d'apprentissage en ligne. Mais il faut le faire correctement, avec des contrôles réguliers, des sessions interactives en direct avec un tuteur et une évaluation des résultats. Opter pour une stratégie MOOC pour les cours de base et passer à un niveau supérieur concernant les cours techniques. Trouver un moyen d'aider les étudiants en formation professionnelle à compenser leur incapacité à être présents dans les ateliers/laboratoires. L'apprentissage pratique est si important pour les futurs ingénieurs. — Abdus, formateur, Maurice

Aux niveaux macro, méso et micro, un changement est nécessaire. De nombreux établissements d'enseignement privé ont adopté des approches d'apprentissage mixte avec un grand succès. Le manque de vision des décideurs politiques et leur peur du changement ont un effet d'entraînement sur les institutions et les individus. Nous ne pouvons plus former les enseignants comme il se faisait au cours des 100 dernières années. Il faut que ça change. — Silna, enseignante, Afrique du Sud

Il n'y a pas eu de planification pensée avant que les apprenants ne soient obligés de rester confinés chez eux. Le gouvernement n'a pas considéré assez tôt le coût des données internet et de l'électricité pour les parents. — Awudu, directeur des ventes, Ghana

Il est nécessaire de faire un effort conscient pour changer notre approche et notre attitude vis-à-vis de l'apprentissage en ligne. En commençant par de profondes discussions à ce sujet, en investissant dans la recherche sur l'apprentissage en ligne au Ghana, adapté au contexte ghanéen. Et il convient de trouver des moyens de rendre les appareils, internet et l'électricité abordables et disponibles pour tous les Ghanéens. — Gifty, enseignante, Ghana

Toute crise ou tout événement à risque nécessite une petite préparation et une prise de conscience permettant de l'éviter dans un proche avenir. La préparation consistait à fournir à tous les citoyens (urbains et ruraux) des appareils et une connexion internet permanente. — Mesmin, enseignant, Gabon

Prévoir des plans de préparation, de gestion des risques ou des urgences, créer un comité d'experts pour répondre aux urgences, adopter une attitude visionnaire à l'avenir. — Shillah, fonctionnaire, Maurice

Mettre en place un groupe de travail national qui s'occupe en permanence de crises dans le secteur éducatif, avec des stratégies de gestion des urgences ou des risques pour l'éducation, comme c'est le cas pour la gestion générale des risques d'inondations, de sécheresse et d'autres phénomènes connexes. Il faut également prévoir un budget d'urgence pour répondre à de telles éventualités. — Menesiah, directeur de la communication, Namibie

À l'avenir, le gouvernement doit être bien préparé à de telles situations d'urgence. Et en pareilles circonstances, il doivent collaborer avec des experts pour trouver des solutions aux défis. — Adekunle, enseignant, Nigéria

S'abstenir de menr trop d'actions à la fois ou d'agir avec trop de précipitation. Disposer de meilleurs mécanismes de planification et communiquer davantage entre les ministères pour assurer une connaissance claire des différentes situations dans le pays et une bonne compréhension des défis et des enjeux pour toutes les personnes touchées. Tenter d'abord d'en savoir plus, ensuite intégrer toute solution éprouvée. — Sheilagh, éducatrice, Rwanda

La principale leçon que le gouvernement puisse tirer est la nécessité d'évoluer vers cette nouvelle direction qu'est l'enseignement à distance et permettre aux acteurs d'être prêts à faire face aux crises futures. — Mor, fonctionnaire, Sénégal

Une capacité agile pour la planification et des partenariats productifs avec des organisations/partenaires possédant l'expertise requise pour soutenir les ambitions du gouvernement. — Kayode, gestionnaire de projet, Sierra Leone

Dans un effort commun, mutualiser l'expertise de personnalités talentueuses issues d'institutions gouvernementales et non gouvernementales et allouer des budgets conditionnels pour les fournitures immédiates et les dépenses nécessaires. Les zones rurales et moins privilégiées doivent être prises en compte en vue d'une répartition équitable des ressources. Le secteur privé peut beaucoup contribuer à cette fin. — Adam, enseignant, Somalie

1. Assurer une réponse opportune 2. Planifier, organiser et gérer la continuité de l'éducation dans une perspective d'urgence 3. Doter le pays d'un plan interministériel de préparation aux crises élaboré à l'avance. — Vincent, conseiller politique, Tanzanie

Environnements d'apprentissage, communautés, supports, installations

Mettre les mêmes contenus dispensés dans l'éducation de base à la disposition de toutes les chaînes de radio, de télévision et un portail en ligne. Les contenus diffusés sur le portail en ligne doivent être accessibles via internet et une application mobile. Pour les universités, ce processus doit être exécuté au moyen de n'importe quel système de gestion de l'apprentissage standard tel que Moodle. — Edephonce, enseignant, Tanzanie

Je recommanderais d'envisager de fournir des solutions audiovisuelles ed-tech hors ligne, à l'instar de stylos et de manuels audibles, de tablettes dotées de contenus pré-chargés pour permettre l'apprentissage sans imposer aux parents le fardeau financier des coûts mensuels élevés au titre de l'abonnement internet. — Chizaram, entrepreneur Edtech, Nigéria

Pour ceux qui utilisent un téléphone mobile et un accès internet, l'accès aux télécommunications (coût du réseau et d'internet) doit être gratuit ou à un coût raisonnable; il convient d'utiliser le papier, la radio et la télévision. — Kitessa, enseignant, Éthiopie

Mettre en place des réseaux communautaires dans les zones rurales de la Gambie pour permettre aux étudiants d'accéder à des plateformes d'apprentissage à différents moments. Conclure un accord avec tous les opérateurs de téléphonie mobile pour fournir un internet fiable aux zones rurales. — Poncelet, spécialiste des TIC, Gambie

Créer des cybercafés en zones rurales pour aider les apprenants du nord du pays à accéder à leurs programmes d'apprentissage. — Mbugua, étudiant, Kenya

Communiquer au niveau communautaire sur l'importance de l'éducation et des lois établies pour garantir l'apprentissage des élèves et l'implication des collectivités à l'atteinte de cet objectif. Le gouvernement doit fournir des radios à recharge solaire afin qu'un grand nombre d'étudiants puissent accéder aux cours. — Dianarose, formateur, Kenya

Fournir aux familles à faible revenu des tablettes, une connexion internet et des ressources rudimentaires. — Lilian, enseignante, Kenya

Recourir à l'apprentissage à distance sur papier plus que par le biais de la radio et d'internet. — Joseph, enseignant, Malawi

Le gouvernement doit créer une école nationale en ligne aux niveaux primaire et secondaire, en collaboration avec les États, et créer des centres d'apprentissage où les apprenants à faible revenu peuvent accéder gratuitement à l'infrastructure requise pour participer à l'école. — Stephen, Nigéria

Nous avons tendance à vouloir réinventer la roue, or nous devons tirer parti de bonnes pratiques appliquées ailleurs dans le monde, en particulier en Afrique, voire explorer des réponses panafricaines qui sont évolutives et durables.— Yetunde, conseiller politique, Nigéria

Le gouvernement doit d'abord garantir une fourniture électrique stable et la sécurité dans le pays. Ensuite, il pourra déployer les supports d'apprentissage auxquels les apprenants accéderont facilement, sans frais ou à un coût minimal, depuis n'importe quel endroit. Il incombera aux formateurs formés d'évaluer les progrès des apprenants et de formuler à ce propos des avis réguliers. — MJ, enseignant, Rwanda

Le gouvernement doit tenir compte de l'accès difficile aux TIC en zones rurales et impliquer les collectivités dans la planification des interventions. — Fatimata, gestionnaire de projet, Sénégal

Chaque enfant doit avoir accès à au moins une tablette connectée. Les éducateurs doivent être formés sur les modalités d'enseignement à distance. — Alfie, responsable RSE, Afrique du Sud

Éviter de reproduire l'expérience de « l'enseignant s'adressant à sa classe et l'affreux support pédagogique qu'est le «manuel en ligne ». Il faut restructurer les expériences d'apprentissage afin qu'elles soient en grande partie auto-rythmées, motivantes, captivantes, personnalisées et peu coûteuses (frais d'acquisition des appareils et des données). En définitive, il faut concevoir l'apprentissage adapté aux téléphones mobiles. — Godfrey, entrepreneur EdTech, Afrique du Sud

Fournir aux enseignants et aux apprenants des téléphones de base disposant de la fonction vidéo. Car, même les vidéos WhatsApp semblent efficaces et d'une grande aide à l'apprentissage. — Dolf, enseignant, Afrique du Sud

Mettre en place des pôles technologiques au niveau des préfectures ou même des villages de sorte à favoriser la distribution de supports imprimés. Les apprenants peuvent ainsi accéder à ces centres d'apprentissage à des moments précis de la journée. — Mercy, enseignante, Ouganda

Mettre en place dans diverses régions des centres équipés de TIC et gérés par des professionnels, pour permettre aux apprenants d'accéder aux supports pédagogiques en ligne comme des notes, des vidéos et des contenus sonores. — Robert, spécialiste des TIC, Ouganda

Le gouvernement doit concevoir une plateforme conviviale d'apprentissage en ligne permettant aux enfants d'accéder aux supports d'apprentissage, de tous les formats, sonores, visuels et textuels, et téléchargeable gratuitement. Cette plateforme doit pouvoir fournir instantanément un retour sous la forme de questions et réponses, garantissant ainsi que les apprenants reçoivent les bonnes informations. Par ailleurs, cette plateforme doit pouvoir prendre en charge toutes les matières du cursus d'apprentissage. — Peter, gestionnaire de projet, Ouganda

Le gouvernement doit veiller à tirer le meilleur parti de ses enseignants, enregistrer leurs leçons dans différentes matières et proposer des supports didactiques uniformes à la télévision et à la radio, en plus des documents imprimés d'autoapprentissage distribués dans les zones rurales où la réception de télévisuelle et de la radiophonique est mauvaise. — Benon Fred, enseignant, Ouganda

Utiliser les radios communautaires pour dispenser des cours et mettre en place des centres de ressources/TIC communautaires, où tous les membres n'ayant pas les moyens d'accéder aux TIC personnelles peuvent accéder aux cours. Utiliser également ces centres pour accéder aux leçons et les imprimer, puis les distribuer aux membres de la communauté. — Glory, journaliste, consultante médias et communications, Zambie

Annexe 3 — Conseils aux enseignants

Cette annexe est fondée sur les réponses à la question suivante:

61. En tant qu'utilisateur expérimenté de technologies appliquées à l'éducation, quel est le plus important conseil que vous donneriez aux autres acteurs de l'éducation, désormais tenus d'apprendre rapidement à intégrer les technologies à leur enseignement?

Les avis sont regroupés en trois sections: conseils sur l'enseignement, conseils relatifs au développement personnel et conseils liés à l'implication des parents et de la communauté au sens large.

Processus d'enseignement

Ne pas se précipiter, former correctement ses futurs chefs de projet d'apprentissage en ligne, concepteurs de cours et tuteurs en ligne. L'apprenant doit être au cœur du dispositif d'apprentissage en ligne. Les plateformes en ligne doivent inévitablement intégrer des outils de communication synchrone et asynchrone afin de parfaire les échanges et les communications entre les apprenants et leurs tuteurs d'une part, et entre les apprenants et leurs pairs d'autre part.

Khaled, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Algérie

À des fins d'enseignement ou d'apprentissage, assurer la formation des enseignants à l'utilisation de la technologie mobile et des médias sociaux, pour la communication ainsi que pour l'évaluation des élèves. — Henry, enseignant, Algérie

Il est important de s'adapter dans n'importe quel secteur d'activité. Il ne s'agit pas de tout réinitialiser du jour au lendemain, mais d'y aller doucement au moyen de ressources et de solutions disponibles. — David, entrepreneur dans le domaine EdTech, Cameroun

Adapter les offres à la situation des apprenants. — El Moctar, expert/conseiller en planification stratégique, Égypte

Rester simple; intégrer l'utilisation d'appareils et de logiciels au contenu réel. — Sai, fonctionnaire/administrateur, Éthiopie

Utiliser les technologies existantes et éprouvées, ne pas réinventer la roue. — Poncelet, spécialiste des TIC, conseiller, consultant, Gambie

Orienter les enseignants vers des contenus d'apprentissage en ligne; demander aux parents de permettre aux enfants d'utiliser le téléphone 2 heures par jour pour étudier; créer des groupes d'enseignants et d'apprenants sur WhatsApp pour encourager l'apprentissage. — Sam, entrepreneur Edtech, Kenya

Je pense que ce serait formidable de se former aux moyens de mieux gérer les apprenants travaillant à domicile. Il faut également stimuler les compétences à adopter par les étudiants pour être efficaces pendant l'apprentissage à domicile. — Joseph, Malawi

Ne pas laisser la technologie diluer/entraver les relations interpersonnelles entre les enseignants et leurs apprenants, et avec d'autres collègues. Il faut rester « social » et « sociable »! — Sheilagh, éducatrice, Rwanda

Faire preuve d'empathie avec l'apprenant: qui est la personne? De quoi a-t-elle besoin maintenant? À quoi ressemble sa vie? Quels résultats réalistes peut-on atteindre? L'apprenant a-t-il accès aux technologies? A-t-il une expérience de l'apprentissage fondé sur les technologies? Quels obstacles faut-il identifier et prendre en compte lors de la conception des supports? Quels sont les objectifs à atteindre? Essayer et échouer, tirer les leçons et commencer petite échelle. — Gestionnaire de projet, Sénégal

Solliciter le retour des apprenants. Toute solution n'est efficace que si elle l'est pour eux. — Anriette, spécialiste des TIC, conseillère, consultante, Afrique du Sud

Rester authentique, être conscient de ses erreurs et en parler avec ses élèves. Souvent, ils en sauront plus sur les technologies et pourront aider leurs enseignants à bien faire les choses. Le personnel doit savoir qu'il n'est point question de réaliser un projet pharaonique du jour au lendemain. L'apprentissage est un processus relationnel et cette approche permet certainement de développer des relations en ligne. — Steve, spécialiste des TIC, conseiller, consultant, Afrique du Sud

Les enseignants doivent tenter de rester en contact avec les universitaires/étudiants sur les plateformes de médias sociaux, afin de les impliquer dans l'apprentissage. — Bernadine, enseignante, Afrique du Sud

Les enseignants doivent faire preuve de créativité dans leurs stratégies d'enseignement et d'apprentissage en faisant recours aux téléphones portables. — Rob, enseignant, Afrique du Sud

Éviter de reproduire l'expérience de l'enseignant s'adressant à sa classe et l'affreux support pédagogique qu'est le manuel en ligne. Il faut restructurer les expériences d'apprentissage afin qu'elles soient en grande partie auto-rythmées, motivantes, captivantes, personnalisées et peu coûteuses (frais d'acquisition des appareils et des données). En définitive, il faut concevoir l'apprentissage adapté aux téléphones mobiles. — Godfrey, entrepreneur Edtech, Afrique du Sud

Ne pas se limiter à prendre en charge les travaux des apprenants, mais également leurs problèmes émotionnels et sociaux. — Rianette, auteure sur les questions de cybersécurité, conférencière et leader d'opinion, Afrique du Sud

Mon conseil est d'utiliser tout appareil ou toute APPLICATION DISPONIBLE. Agir sans attendre de réunir les conditions parfaites. Même en Afrique, nous avons assez pour commencer cette transition. Le fait de cheminer sur des sentiers escarpés nous encouragera à paver la voie à l'avenir. — Qurashi, président d'université, Soudan

Créer un environnement d'apprentissage en ligne doté de bons contenus et de possibilités d'apprentissage par les pairs pour les enseignants (développement professionnel continu, motivation mutuelle, et cetera). Faire de même pour les étudiants, mais la plupart ne sont pas bien équipés en TIC et n'ont pas d'accès internet. Il faudrait se concentrer sur l'enseignement secondaire. En zones rurales, les enseignants sont physiquement plus proches des apprenants et des communautés. — Dik, conseiller de programme, Ouganda

Développement personnel

Chercher à apprendre des expériences des autres et les adapter à son propre contexte. — Gestionnaire de projet, Comores

Préparez-vous psychologiquement à vous adapter à cette nouvelle forme d'apprentissage. — Zobenat, formateur/instructeur, RDC

Commencer par des éléments avec lesquels l'on est à l'aise et se montrer ouvert à apprendre. Ce n'est pas la technologie de pointe qui enseigne, mais le bon enseignant. — Abdikadir, enseignant/professeur/chargé de cours, Kenya

Rester ouvert et sortir de sa zone de confort. — Tiana, directrice d'un centre de formation, Madagascar

N'attendez pas que nos décideurs décident de nous sortir de l'ignorance et de nous intégrer dans l'ère numérique. Vous devez les y inciter. Nous devons également nous former. C'est notre responsabilité. — Youssouf, enseignant/professeur/chargé de cours, Mauritanie

N'attendez d'apprendre de quelqu'un ; explorez, recherchez et tentez de nouvelles choses par vous-même. — Esme, enseignant/professeur/chargé de cours, Namibie

Gardez l'esprit ouvert et soyez positif, proactif et solidaire en tout temps, mettez en évidence les lacunes et les défis, mais contribuez également à trouver des solutions. — Maggy, enseignante/professeure/chargée de cours, Namibie

Gardez à l'esprit que la formation en ligne est plus efficace lorsqu'elle est centrée sur les apprenants. — Mathias, enseignant/professeur/chargé de cours, Nigéria

Apprenez auprès d'amis ou de collègues doués pour utiliser les technologies à des fins éducatives et tentez de faire pareil. Apprendre de ses pairs les méthodes efficaces dans leur contexte unique constitue un moyen très rapide et efficace d'apprendre et de se perfectionner soi-même. Si vous disposez d'un accès internet et d'un appareil mobile, suivez également des cours en ligne. C'est une occasion de vous améliorer et d'être prêt pour le contexte post-COVID-19. Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Il est toujours pratique de disposer de compétences technologiques vitales, même si vous deviez changer d'emploi ou en trouver un nouveau. — Chizaram, entrepreneur Edtech, Nigéria

Ne soyez pas paralysé par la peur de l'inconnu. Lancez-vous tout simplement. Vous ne réussirez pas toujours, mais ce cher Google est un ami incroyable! — Beatrys, directrice académique senior, Afrique du Sud

L'intégration de la technologie dans l'éducation n'est plus un choix, elle doit être considérée comme un impératif. Pour ce faire, il faut se former en conséquence. — Adel, fonctionnaire/administrateur, Tunisie

Implication de la communauté

Impliquez les parents et demandez-leur de vous proposer un environnement d'apprentissage à domicile. — Doru, spécialiste des TIC, conseiller, consultant, Botswana

Soyez résilient. Adaptez-vous rapidement et mettez en place un plan bien pensé. Formez le personnel via les portails Microsoft Education dont l'accès est gratuit. Surtout, maintenez une communication ouverte avec les parents et les élèves ainsi qu'avec l'équipe pédagogique, de sorte à être agile et réactif à l'évolution de la situation. — Asha, directrice, Égypte

Il est urgent de répartir davantage les ressources dans les environnements ruraux (écoles et collèges) plutôt que d'essayer de faire participer les apprenants en ville (ce qui est commun dans mon pays), une pratique qui contribue à encourager l'exode rural. — Philip, enseignant/professeur/chargé de cours, Ouganda

N'envisagez pas d'enseigner grâce aux technologies sans vous assurer au préalable que les apprenants y ont accès. Vous vous retrouver en plein monologue. — Enseignant/professeur/chargé de cours, Zimbabwe

Annexe 4 — Perfectionnement des enseignants

Cette annexe est fondée sur les réponses aux questions suivantes:

42. Pensez-vous avoir reçu une formation professionnelle ou un renforcement des capacités adéquat avant la pandémie de COVID-19 concernant la transition vers la fourniture aux étudiants de solutions d'apprentissage à distance?
43. Sinon, quelles sont les limites de l'appui reçu?
45. Quel type de formation continue ou d'appui au perfectionnement professionnel trouvez-vous utile pour mieux se préparer à faire face à de futures crises?

Ces questions tiennent toutes compte des besoins de développement professionnel des enseignants. Elles sont regroupées en deux sections: la première examine les besoins et la politique liés aux besoins et les approches en matière de formation des enseignants. La deuxième section porte sur les besoins de sensibilisation/formation de la société au sens large: les parents, les collectivités et la population en général. Les réponses à ces questions qui portent directement à l'attention des enseignants ont été incluses dans l'Annexe 4 « Conseils aux enseignants ».

Besoins et politique de formation des enseignants

Gérer les élèves en dehors de la classe. Nous réalisons que l'apprentissage à distance n'est pas adapté à tous les enfants et, ainsi, devons trouver le moyen de faire participer les enfants afin d'assurer la continuité des études et la préparation à la reprise des classes. — Doru, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Botswana

Une formation qui tient compte des situations d'urgence et permet d'établir rapidement un lien entre la formule traditionnelle de l'enseignement et l'apprentissage à distance. — Aristide, enseignant/professeur/chargé de cours, Burkina Faso

Le gouvernement devrait investir dans les enseignants. La plupart d'entre eux n'ont pas les équipements ou la formation adéquats pour former leurs apprenants en ligne pendant la pandémie, en dépit du grand intérêt observé... L'idéal serait de subventionner l'accès à internet et le généraliser à toutes les régions du pays. Les pauvres, les locuteurs de langues minoritaires et les habitants des zones rurales sont les plus grands perdants de cette pandémie. — Olivia, spécialiste des TIC, Cameroun

Donner aux enseignants une culture de soutien (afin que la majorité, malgré les réserves, puisse acquérir une certaine aisance technologique). Formez-les à un premier niveau de couverture médiatique unifiée des contenus. Donnez à chaque établissement une liste d'outils sélectionnés pour travailler/enseigner à distance et limitez-vous à cette liste. Assurez-vous que les élèves/étudiants/apprenants sont à l'aise avec ces outils. — Thierry, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Cameroun

Trouver des moyens d'équilibrer les cours dispensés en ligne et les devoirs en ligne étant donné que les étudiants ont un accès limité à internet, au wi-fi ou aux données. Les enseignants ne peuvent pas utiliser la majorité des données des étudiants pour une conférence en ligne et s'attendre néanmoins à ce que ces derniers fassent leurs devoirs en ligne en dehors des heures de cours. — Enseignant/professeur/chargé de cours, Côte d'Ivoire

Tous les enseignants doivent être formés à l'utilisation de TEAMS/Google Classroom, des applications d'évaluation continue telles que Socrative, Mentimeter, Nearpod, Flipgrid. En outre, les parents doivent être formés de sorte à pouvoir aider les jeunes élèves à accéder aux portails. Apprenants et enseignants devraient bénéficier d'une formation sur OneNote (Microsoft). — Asha, Égypte

Évaluer les besoins du corps enseignant et fournir aux enseignants des voies de formation pour les préparer à une intégration technologique appropriée. — Miracule, conseillère politique, Ghana

Garantir une bonne connexion internet gratuite ou à un prix accessible aux écoles et aux étudiants, ainsi que tous les supports technologiques et tout le matériel didactique ou pédagogique requis pour l'apprentissage à distance. — Abou,

enseignant/professeur/chargé de cours, Guinée-Bissau

Étant donné que la radio a actuellement la plus grande portée, la grille d'émissions doit être davantage améliorée pour toucher tous les enfants. Les enseignants doivent être formés à interagir avec leurs élèves pour soutenir les cours à la radio, à la télévision et en ligne ainsi que pour fournir un soutien psychosocial. — Marilyn, Kenya

Proposer une formation sur l'intégration des TIC dans la pratique quotidienne de l'enseignement. Proposer en outre une formation sur l'utilisation efficace des technologies d'assistance pour les apprenants handicapés. — Marie, Kenya

Je conseillerais d'orienter l'appui gouvernemental aux programmes d'apprentissage en ligne vers davantage de plateformes interactives élèves-enseignants, en particulier celles permettant aux élèves de voir leurs enseignants et de les entendre dispenser les cours. — Marcus, chercheur, Libéria

Rendre obligatoire la formation de tous les enseignants à l'utilisation des technologies d'enseignement en ligne. Ces compétences essentielles doivent faire partie du programme de tous les enseignants des établissements d'enseignement supérieur. De plus, le gouvernement qui accorde des bourses d'études doit inclure aux frais de scolarité l'achat d'un ordinateur portable, de sorte que les étudiants d'université puissent en posséder. Par ailleurs, les organismes en charge de télécommunications mobiles doivent proposer des tarifs spéciaux pour l'accès des enseignants et étudiants à internet. En fait, l'apprentissage en ligne doit déjà être en vigueur depuis l'école primaire, de même que l'acquisition par les apprenants d'ordinateurs portables et de smartphones. — Menesiah, consultant, Namibie

Le gouvernement doit s'adapter au système d'apprentissage en ligne et former les enseignants qui, à leur tour, pourront former les enfants à l'usage efficace à l'apprentissage en ligne. Les parents doivent également être formés afin de pouvoir aider les apprenants à domicile (mettre en place des systèmes permettant aux parents de payer les frais de formation). — Shirley, directrice marketing ou consultante, Namibie

Impliquer tous ceux disposant d'une bonne expérience dans l'élaboration de projets visant à inciter enseignants et étudiants à adopter les technologies. Un solide financement du secteur éducatif est indispensable pour obtenir de bons résultats. — Moussa, enseignant, Niger

Mettre en place des ressources éducatives nationales ouvertes pour les apprenants de tous les niveaux, adopter une approche d'apprentissage et d'enseignement mixte, renforcer les capacités numériques des enseignants et des étudiants. — Benadeth, enseignante, Nigéria

Pour garantir la distanciation sociale tout en assurant la continuité des cours, les enseignants/chargés de cours/étudiants doivent s'auto-perfectionner pour migrer avec succès des méthodes traditionnelles d'enseignement et d'apprentissage vers un système en ligne. — Enseignant, Nigéria

Les enseignants doivent être formés et recyclés pour se perfectionner et disposer des connaissances et des compétences requises afin d'appliquer les technologies à un accès accéléré et durable à une éducation de qualité. — Adejare, entrepreneur Edtech, Nigéria

Il est nécessaire que les enseignants acquièrent les compétences requises pour l'enseignement en présentiel ainsi que pour l'enseignement assisté à mesure que le monde devient de plus en plus informatisé. De plus, nous ignorons quand la pandémie prendra fin. Cette pandémie de COVID-19 a changé le monde de manière irréversible. — Emmanuel, enseignant, Nigéria

Tout d'abord, les enseignants et les instructeurs doivent être bien formés à l'utilisation des technologies appliquées à l'enseignement à distance et il faut garantir un accès internet à l'échelle nationale. — Habibou, formateur, Sénégal

Il faut assurer le suivi et l'évaluation en ligne des apprentissages pour le primaire et le collège. — Birama, spécialiste et conseillère en

TIC, Sénégal

Envisager des options d'apprentissage à distance inclusif et des options d'apprentissage à distance pour les enfants et les jeunes traumatisés. — Gestionnaire de projet, Somalie

Nous manquons de formation de base pour renforcer la préparation aux crises futures, je ne peux donc pas parler de formation supplémentaire ou d'appui au développement professionnel. — Hassan, enseignant, Soudan

Quel type de technologie d'apprentissage à distance pour les enfants ayant des difficultés d'apprentissage peut-on utiliser de manière réaliste dans les régions pauvres et les zones rurales? — Susan, directrice des ventes/responsable/consultante, Tanzanie

Offrir une formation sur l'enseignement et l'apprentissage à domicile grâce aux technologies d'apprentissage à distance. Former sur les méthodes d'évaluation en ligne et de retour aux étudiants. — Enseignant/professeur/chargé de cours, Tanzanie

En premier lieu, il convient de former les enseignants et les doter de compétences et de connaissances nécessaires à l'utilisation des technologies. Il faut également encourager les enseignants à opter pour un développement professionnel continu. — Frank, enseignant, Ouganda

Les enseignants doivent être actifs en ligne, veillant à ce que les apprenants soient en ligne et accèdent aux supports pédagogiques mis à leur disposition. En outre, le gouvernement devrait renforcer les mécanismes permettant de garantir que seuls les contenus utiles et/ou autorisés sont mis à la disposition des apprenants. — Moses, spécialiste des TIC, Zambie

L'apprentissage en ligne devrait être obligatoire dans la plupart des établissements et l'apprentissage mixte érigé en norme. Ainsi, la formation des enseignants/chargés de cours doit inclure des compétences en apprentissage en ligne. — Gertrude, enseignante, Zambie

Renforcer les capacités de l'équipe pédagogique pour améliorer leur culture numérique, en leur fournissant des équipements pour interagir efficacement en ligne : supports d'apprentissage, conversations, réunions virtuelles, meilleure utilisation du téléphone, de WhatsApp, Facebook, Instagram. — Margaret, responsable des programmes, Zambie

Besoins de formation de la société au sens large

Parents

Mettre au point un réseau d'outils fondés sur des applications pour les parents et les enfants. — Directeur de la communication, Botswana

Assurer la formation des parents pour leur permettre de faciliter l'apprentissage en ligne. Garantir le développement professionnel des parents en matière d'utilisation et de revue des technologies. — Oliver, enseignant/professeur/chargé de cours, Afrique du Sud

Proposer un enseignement/accompagnement des enfants à domicile ciblant les parents. — Louisa, gestionnaire de projet, Kenya

Les parents doivent être initiés à l'apprentissage/enseignement en ligne et à l'utilisation des technologies, car les apprenants reçoivent beaucoup de soutien à domicile de leurs parents, frères et sœurs. L'introduction de l'enseignement/apprentissage en ligne ne suffit pas si l'environnement familial destiné à soutenir l'enfant n'est pas prêt à offrir le soutien nécessaire. — Masoud, responsable RH/chargé du personnel, Kenya

Centres d'apprentissage

J'essaie de mettre en place un réseau avec des écoles et des partenaires technologiques pour ouvrir des « centres éducatifs ouverts » où les jeunes peuvent, dans le respect de la distanciation sociale, avoir accès aux technologies soit sur place, soit via un programme de

prêt. Nous pensons que l'ancien modèle éducatif n'est plus envisageable, et qu'une approche mixte sera nécessaire à l'avenir. — Filip, Bénin

Société dans son ensemble

Inclure dans la formation des enseignants et dans les programmes scolaires des élèves un chapitre sur la gestion des imprévus à titre individuel et/ou en équipe. Aucune situation n'est identique, mais pour faire face à n'importe quelle situation, nous avons besoin de fondamentaux. Le rôle de ces fondamentaux est de forger l'esprit de l'apprenant ou du praticien à agir comme un guerrier et non une victime, peu importe la gravité de la crise. Cette pandémie a surpris de nombreux pays africains et a clairement relevé nos failles dans tous les secteurs. Le pire, c'est la psychose et les effets que cette pandémie a créés chez la plupart des Camerounais. De nombreuses personnes ont développé une phobie pour moins que rien. Une telle formation sera très utile autant pour les apprenants que pour les praticiens. — Eliane, Cameroun

Outre les initiatives individuelles ou de groupe, la société doit proposer une réponse à l'utilisation des technologies. — Abreham, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Éthiopie

Notre travail comprend de nombreuses activités de renforcement des compétences au sein du gouvernement. L'accès aux groupes cibles a été le principal défi de la crise actuelle, principalement parce que la plupart des produits sont assez exigeants en matière d'accès à internet (exigence de haut débit) alors que l'accès à internet reste assez difficile dans de nombreux endroits. Il est souhaitable de disposer de technologies qui s'adaptent à des environnements relativement faibles, mais qui pourraient évoluer lorsque l'offre internet s'améliorera. — Bakary, Ghana

Le gouvernement doit reconnaître et intégrer l'apprentissage en ligne et à distance dans la politique éducative. — Ezra, enseignant/professeur/chargé de cours, Kenya

Une meilleure préparation et planification de la gestion des risques; un appui dans l'accès aux ressources, notamment l'utilisation domestique de l'électricité, d'internet, et cetera, une interaction plus structurée pour éviter la perturbation des prestations de service et bien d'autres. — Shillah, fonctionnaire/administratrice, Maurice

Déployer le wi-fi communautaire gratuit et en zones urbaines, fournir des forfaits d'accès internet rapide à des coûts abordables, subventionner le coût d'achat de PC, d'ordinateurs portables, de smartphones et d'autres appareils électroniques utilisés à des fins éducatives. — Enseignant/professeur/chargé de cours, Nigéria

Le soutien le plus précieux consisterait à aider à élaborer un plan complet à long terme pour introduire (initialement) l'apprentissage mixte, qui fournit les bases pour s'adapter à un apprentissage entièrement en ligne en cas de crise. Ce processus devrait s'appliquer à tous les cycles d'études, du primaire au supérieur, pour pallier la déconnexion qui prévaut entre les différents secteurs éducatifs. — Joseph, gestionnaire de fonds consacrés à l'enseignement supérieur, Sierra Leone

Annexe 5 — Réforme des programmes scolaires

Cette annexe est fondée sur une sélection de réponses aux questions suivantes:

46. Pensez-vous qu'il faut modifier le programme scolaire pour faciliter l'adaptation à l'apprentissage à distance ?
47. Veuillez justifier votre réponse et faire part de votre expérience.

Malgré les avis à la fois positifs et négatifs, une écrasante majorité de répondants a été favorable à une révision du programme scolaire pour y incorporer davantage d'apprentissage à distance/en ligne. Pour l'heure, dans la plupart des pays, le programme scolaire est conçu pour une interaction en présentiel, malgré le sentiment généralisé lié à la nécessité d'un apprentissage mixte: un programme qui comprend à la fois l'apprentissage en ligne et celui en classe. Les répondants se sont exprimés sur la question de la réforme des programmes et sur les modalités liées à l'efficacité de cette réforme. Certains ont estimé que le programme ne devrait pas être simplement réformé pour des raisons de technologies et nous avons inclus des morceaux choisis de ces réponses.

Amendement

Le Zimbabwe dispose d'un programme national très concentré, qui a introduit le codage et la robotique dans le développement de la petite enfance (DPE). Sa mise en œuvre a débuté en 2017; l'Afrique du Sud avait prévu lancer la phase pilote du sien en 2020, mais pourrait ne pas le faire. Le Zimbabwe serait alors peut-être le seul (ou l'un des rares) pays d'Afrique à disposer d'un programme national qui introduit le codage et la robotique dans le DPE. — Chrispen, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Botswana

Il est axé sur l'étude des capacités mémorielles des élèves et non sur leurs capacités à apprendre. — Ahmed, enseignant/professeur/chargé de cours, Égypte

Étant donné que le programme scolaire en Érythrée suit un programme national uniformément mis en œuvre dans toutes les écoles du pays avec une réglementation obligatoire stricte régissant des contenus de matière prédéfinis et prescrits, il manque de flexibilité. Il ne peut donc pas être contextualisé ni adapté aux besoins locaux et aux nouveaux besoins d'apprentissage contemporains. De plus, conçu pour l'enseignement traditionnel fondé sur le recours au tableau et à la craie, où l'enseignant occupe une place centrale, il n'est pas compatible avec les approches contemporaines d'intégration des technologies et de diffusion via des médias éducatifs, qui sont des plateformes essentielles pour l'apprentissage à distance. Par conséquent, il est impératif que le programme scolaire soit révisé de manière à tenir compte des approches contemporaines énoncées ci-dessus afin de faciliter l'apprentissage à distance. — Alem, Érythrée

La plupart de nos programmes sont axés sur la connaissance et le rappel. Il faut que ça change. — Eliada, formatrice/institutrice, Éthiopie

La plupart des cours en présentiel sont principalement des transferts d'informations centrés sur l'enseignant. Mais l'apprentissage en ligne devrait être principalement centré sur les étudiants, avec davantage de partage d'informations. D'un mode à un autre, il y a un changement de paradigme. Les élèves doivent pouvoir être au contrôle grâce à des activités intéressantes qui en font des apprenants actifs et indépendants, tout en participant pleinement à la communauté d'apprentissage. — John, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Ghana

L'apprentissage à distance et plus particulièrement l'apprentissage en ligne offre plus d'options permettant de prendre en charge divers types d'apprenants. Dans une classe traditionnelle standard, l'enseignant suppose que tous les élèves comprennent suivant le même mode et la même approche. L'apprentissage en ligne propose une présentation soignée du contenu, que l'apprenant peut consulter à plusieurs reprises, puis s'interroger à ce propos d'une façon qui lui permet de comprendre. Ce cas de figure s'appuie sur l'hypothèse que le contenu est élaboré au format textuel et multimédia (avec vidéos, fichiers sonores, images et autres études de cas). — Njoroge, enseignant/professeur/chargé de cours, Libéria

Le système éducatif/programme scolaire nigérian a besoin d'une refonte et d'une révision sérieuses pour permettre l'apprentissage séquentiel et améliorer encore l'adoption des technologies dans l'apprentissage. En outre, certains ensembles de connaissances sont devenus obsolètes et sans rapport avec nos réalités actuelles. — Justus, formateur/instructeur, Nigéria

Le programme scolaire actuel est basé sur un programme d'apprentissage accéléré désormais obsolète. Il faut le soumettre à un examen complet pour mettre davantage l'accent sur les compétences contemporaines du XXI^e siècle. — Kayode, gestionnaire de projet, Sierra Leone

Je pense que tous les programmes devraient être constamment révisés et mis à jour. L'adaptation à l'apprentissage à distance doit faire partie de cette mise à jour annuelle. — Heather, conseillère politique, Soudan du Sud

L'actuel programme scolaire est conçu pour l'environnement traditionnel de la salle de classe et l'interaction enseignant/élève dans cet environnement. Lorsque l'interaction enseignant/élève en classe est limitée, le simple fait de fournir la version numérisée du même contenu ne sera pas efficace. Il ne s'agit pas de faciliter l'adaptation à l'apprentissage à distance, mais de proposer une nouvelle offre d'enseignement dans le nouvel environnement d'apprentissage. Nous avons besoin des éducateurs traditionnels et de l'expertise edtech pour concevoir des solutions intégrées. — Tae, directeur des ventes/responsable/consultant, Tanzanie

Le programme est trop centré sur l'enseignant et n'encourage pas l'utilisation des technologies parce que l'enseignant à lui seul fournit toutes les informations. Le programme est également trop axé sur les examens et ne prend donc pas en charge l'utilisation des technologies. — Milton, enseignant/professeur/chargé de cours, Ouganda

L'actuel programme scolaire est conçu pour l'apprentissage conventionnel. Il est plus enclin à correspondre à une configuration de salle de classe avec peu ou pas de possibilités de diffusion numérique. Il devient alors difficile de proposer de tels programmes scolaires en ligne. Il nous faut l'adapter à l'enseignement à distance en rendant au moins 40 à 60 pour cent de son contenu interactif, numérique et informatisé. En outre, il doit également être rendu accessible via différents médias, en ligne ou hors ligne. — Mubanga, spécialiste et conseiller en TIC, Zambie

Amendement avec des réserves

Oui, la révision des programmes scolaires en vue de l'apprentissage en ligne sera importante pour adopter facilement l'apprentissage à distance. Le recours aux vidéos pourrait être particulièrement utile pour les apprenants. En particulier, pour les matières scientifiques et techniques, les applets Java et les simulations interactives pourraient être très efficaces pour favoriser une compréhension plus approfondie du sujet. — Zahid, enseignant/professeur/chargé de cours, Algérie

Les matières pratiques sont fortement affectées et dépendent des ressources scolaires. Il est nécessaire de les adapter à un environnement domestique. Il en est de même de la science. — Directeur de la communication/consultant, Botswana

Tout dépend en grande partie des cycles concernés. Pour les jeunes enfants/élèves, l'expérience en présentiel est assez critique. Pour les apprenants plus âgés, cela pourrait être moins vrai, mais pas dans tous les cas. Au niveau secondaire, des révisions sérieuses des programmes sont à mon avis nécessaires, en particulier dans le système public des collèges et lycées. — Nina, Ghana

Le programme devrait désormais comporter des accompagnements multimédias numériques pour compléter l'apprentissage standard en classe. Les enfants pourront ainsi apprendre seuls en dehors de la salle de classe grâce à l'espace numérique, sans nécessairement trop compter sur une classe physique et un enseignant physique comme c'est le cas aujourd'hui. — Patrick, Kenya

Il est nécessaire d'inclure des concepts sur l'environnement et le réchauffement climatique. — Omar, chercheur, Mali

Certaines parties du programme sont difficiles à adapter à l'apprentissage à distance. C'est très essentiel pour les compétences non techniques, car elles nécessitent suffisamment de pratique et de suivi. Par conséquent, il faut élaborer le programme de sorte que les

contenus puissent être dispensés en présentiel et en ligne. — Jean Marie, directeur national, Rwanda

Les écoles n'exploitent pas suffisamment les supports d'apprentissage en ligne pour combler leurs propres lacunes, car elles ne connaissent pas les outils disponibles. L'introduction d'un module obligatoire d'autoapprentissage ou, dans une moindre mesure, d'auto-découverte, pourrait faire une différence.

Henk, enseignant/professeur/chargé de cours, Afrique du Sud

Je ne pense pas que le programme scolaire pose tant de problèmes en soi. Cependant, il convient de modifier les modes d'évaluation des cours dispensés. L'apprentissage à distance doit être axé sur les tâches afin de susciter un retour de l'équipe pédagogique. Sans cette rétroaction, l'équipe pédagogique se déunit d'un outil clé permettant de répondre aux besoins de ses apprenants. La pandémie de COVID19 a relevé à quel point notre évaluation est axée sur l'apprentissage par cœur, modèle qui ne dote pas du tout les apprenants de compétences nécessaires pour réussir en dehors de l'école.

Steve, spécialiste des TIC, conseiller ou consultant, Afrique du Sud

Aucun amendement

Il s'agit de mettre au point de nouvelles méthodes de formation, et non de modifier les contenus. — Gaston, spécialiste et conseiller en TIC, Cameroun

Ce n'est pas nécessaire, mais il faut l'adapter! — Lazare, Côte d'Ivoire

L'expérience que nous avons de l'utilisation de certains contenus numériques de notre programme national au cours de cette période devrait être renforcée, même après la pandémie de COVID-19, pour couvrir l'ensemble du programme. À l'avenir, nous aimerions numériser davantage de contenus du programme scolaire et les proposer sous divers formats accessibles via plusieurs plateformes. — Momodou, fonctionnaire/administrateur, Gambie

À mon avis, les objectifs d'évaluation peuvent être affinés pour répondre aux besoins stratégiques liés à l'apprentissage à distance et en ligne. — Jacob, spécialiste et conseiller en TIC, Ghana

Le programme rassemble toutes les connaissances que le pays estime être les plus importantes pour ses enfants (et futurs citoyens). Il faut adapter le mode d'enseignement au programme souhaité, et non l'inverse. — Marilyn, Kenya

La difficulté ne réside pas vraiment dans le programme scolaire, mais dans l'adaptation des contenus à l'apprentissage en ligne. — Olabode, directeur de la communication/consultant, Nigéria

Le CONTENU n'est pas le problème. Nous devons en réalité amender le PROCESSUS. — PAI, enseignant/professeur/chargé de cours, Nigéria

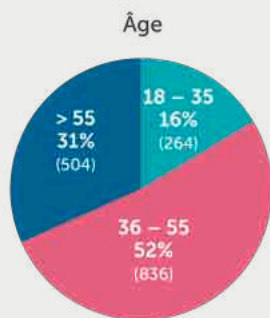
Ne modifiez pas le programme scolaire, mais adaptez-le aux circonstances. Le programme est établi par décret, il sera donc difficile de l'adapter, car cela risque de prendre beaucoup de temps, notamment en cas de besoin urgent de cours. — Boubacar, enseignant/professeur/chargé de cours, Sénégal

La technologie ne doit pas dicter le processus d'apprentissage à adopter. Le processus d'apprentissage doit être repensé pour tirer parti des capacités technologiques. Mais nul besoin de modifier les contenus (programme scolaire), il faut plutôt adapter les modes d'apprentissage. Nous pouvons maintenir un programme, mais repenser fondamentalement la façon d'en dispenser les contenus, au moyen d'arcs narratifs, de personnages, de mondes virtuels, de défis, de récompenses, de liens sociaux et de solutions totalement ludiques impossibles à proposer par un enseignant disposant du seul tableau blanc. Et une fois créée, une telle expérience peut être déployée à l'échelle nationale, accessible sans frais par tout apprenant ayant accès à un smartphone. — Godfrey, entrepreneur EdTech, Afrique du Sud

Pas nécessairement. À mon avis, il vaut mieux commencer à offrir un enseignement à distance (de préférence un apprentissage mixte) basé sur les programmes existants. Une fois que les résultats sont visibles et que les obstacles liés au programme sont relevés, il s'agira ensuite de réviser le programme, si nécessaire. — Marina, directrice générale, Soudan du Sud

Annexe 6 – Version illustrée du sondage

4



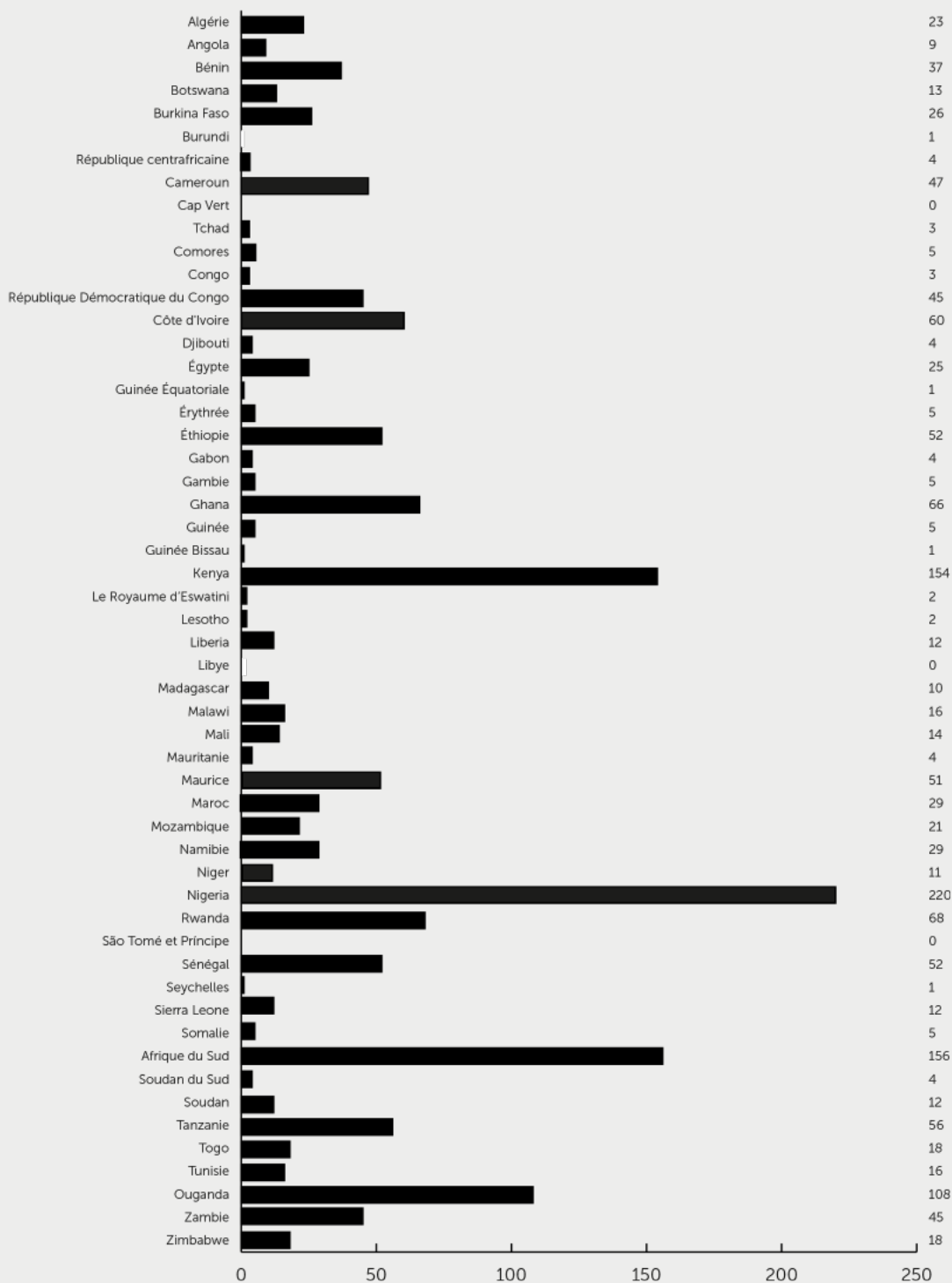
5



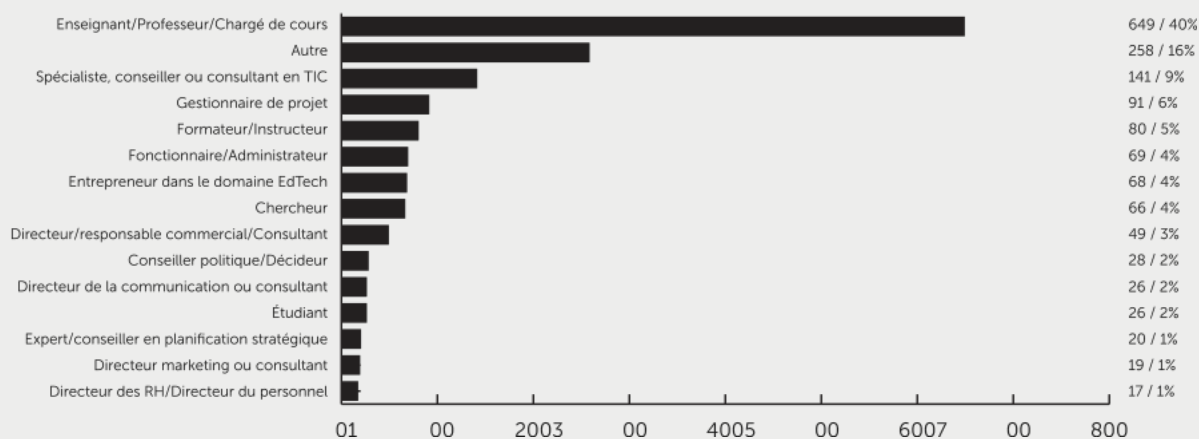
8

Dans quel pays africain travaillez-vous ?

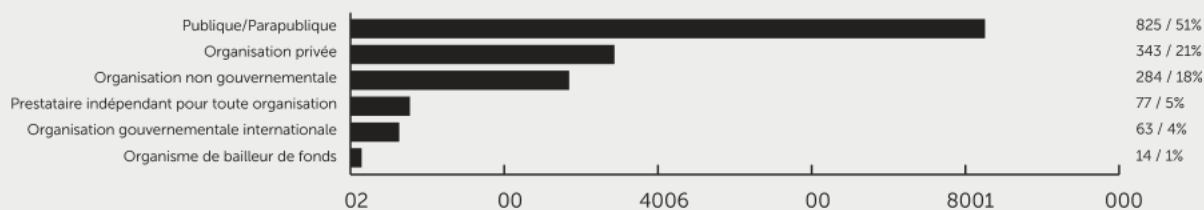
Nous sommes conscients que vous pouvez exercer dans plusieurs pays. L'analyse des données de cette enquête sera pour la plupart spécifique aux pays et certaines questions feront référence à « votre pays ». Alors, choisissez un pays dans la liste ci-dessous et focalisez-vous sur ce pays pour toutes les réponses spécifiques. (Assurez-vous de ne pas en choisir plusieurs)



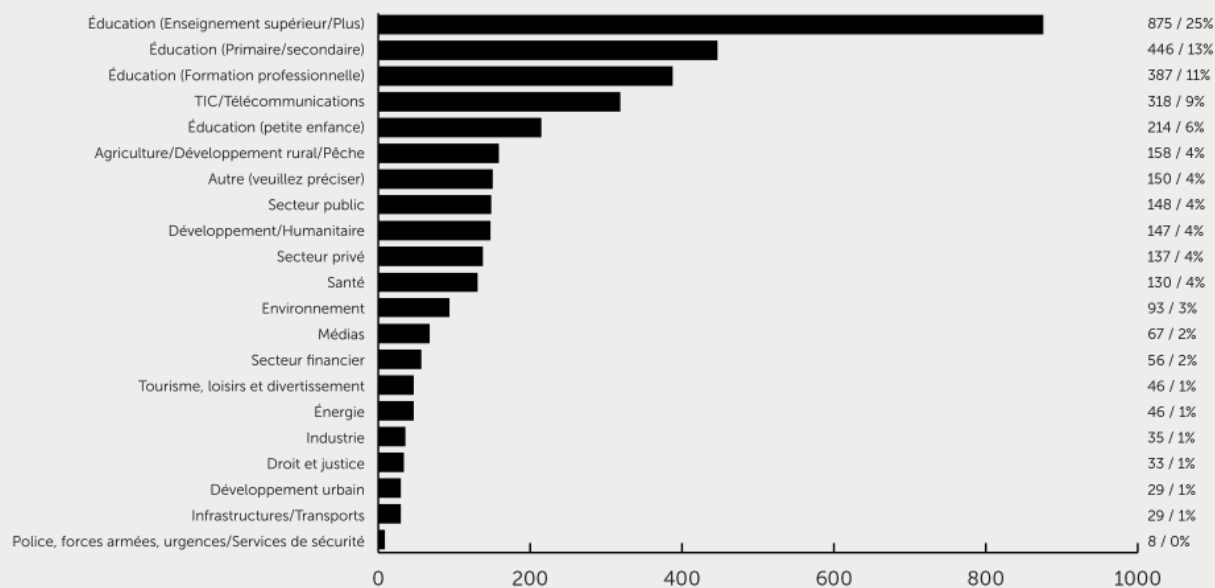
9 Quelle est votre description de poste ?



10 Pour quel type d'organisation travaillez-vous ?



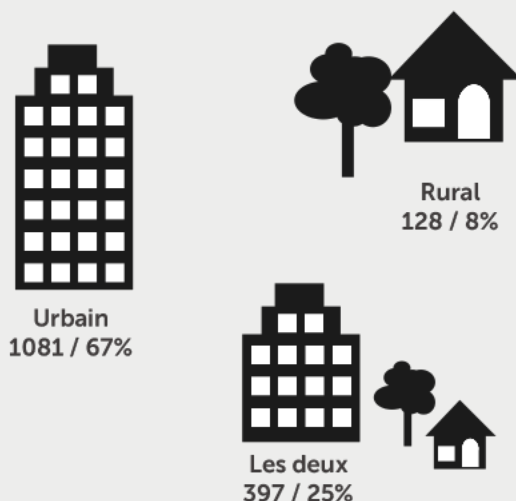
11 Au sein de quel(s) secteur(s) travaillez-vous ? (sélection multiple possible)



*Pourcentages sur 3555 réponses dans cette réponse

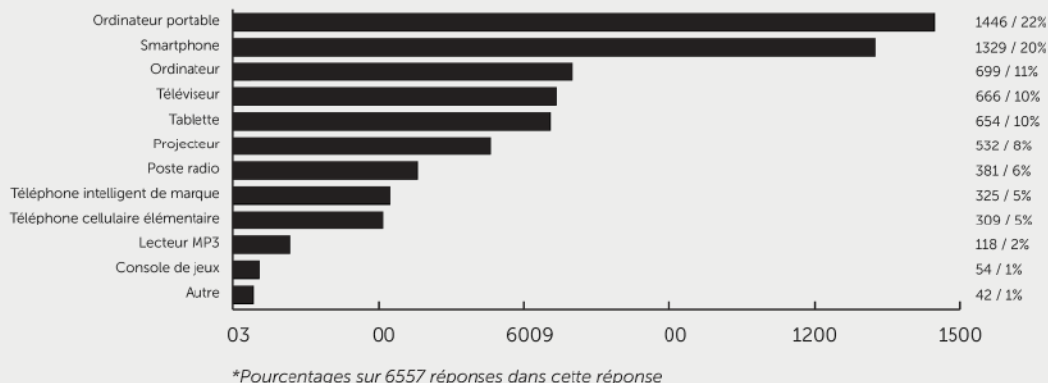
12

Travaillez-vous en milieu urbain ou rural ?



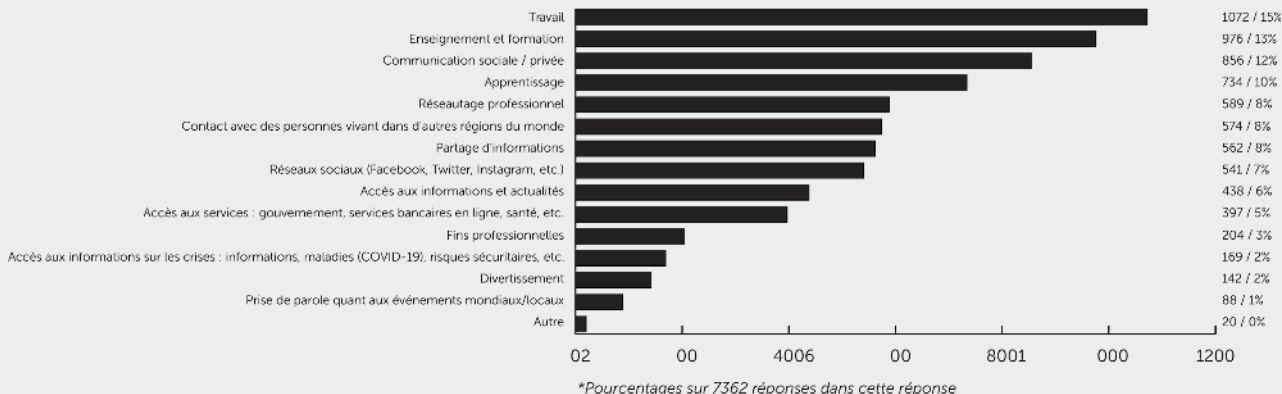
13

Quelles TIC utilisez-vous le plus (au moins chaque semaine) ?

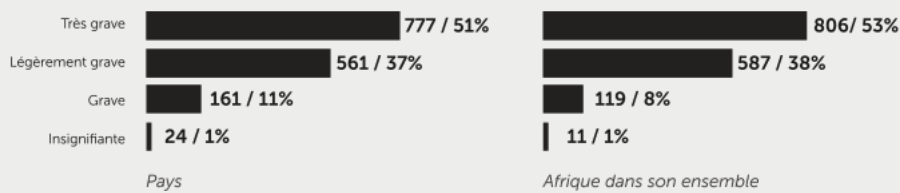


14

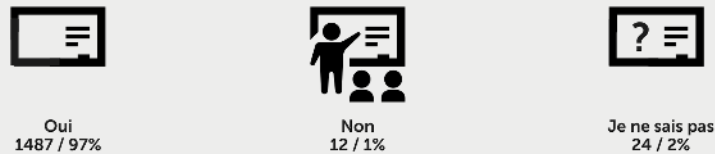
À quelles fins utilisez-vous le plus ces TIC (cinq réponses maximum) ?



15 Quel est le degré de gravité de la menace que fait peser la pandémie de COVID-19 sur votre pays/ l'Afrique entière ?



17 Les établissements scolaires de votre pays ont-ils été forcés de fermer suite à la pandémie de COVID-19 ?

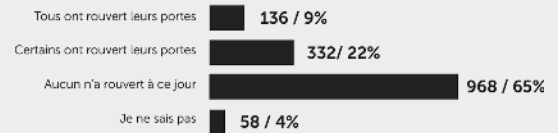


Si 'Oui' :



15 - 23 juin 2020

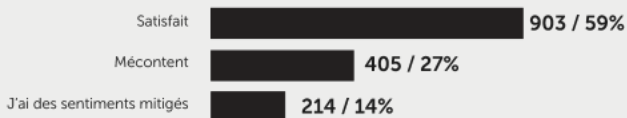
Si 'Oui' :



20 Pensez-vous que la fermeture d'établissements scolaires dans votre pays est/était essentielle pour prévenir la propagation du coronavirus ?



21 Êtes-vous satisfait ou mécontent des mesures prises par votre gouvernement pour minimiser l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation ?



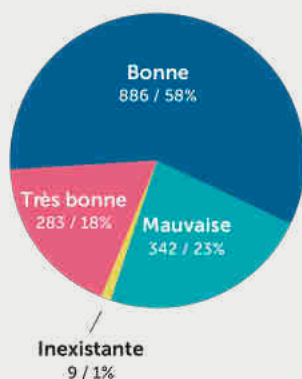
22 Pour élaborer une riposte à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation de votre pays, pensez-vous que votre gouvernement a tenu suffisamment compte des avis et de l'expérience des enseignants ?



23 Connaissez-vous des faits erronés spécifiques qui circulent dans votre pays concernant la nature ou l'origine du coronavirus ?



24 Comment évalueriez-vous la connaissance qu'ont les élèves et étudiants de votre pays vis-à-vis du coronavirus et des mesures de santé publique nécessaires pour réduire sa propagation ?

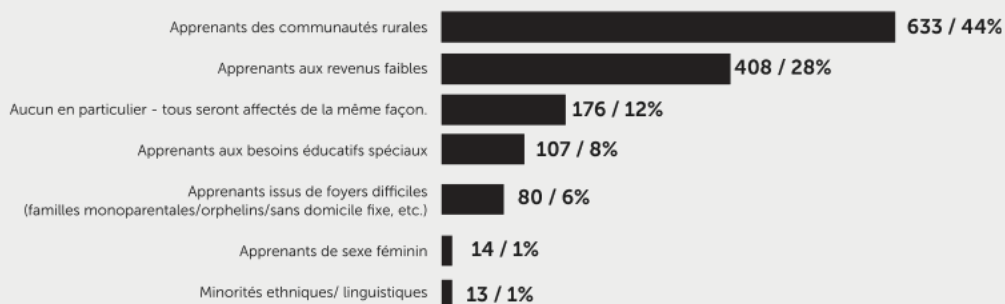


Impact sur les apprenants

25 Dans votre pays, quel est le plus grand obstacle auquel les apprenants font face pendant la pandémie de COVID-19 ?

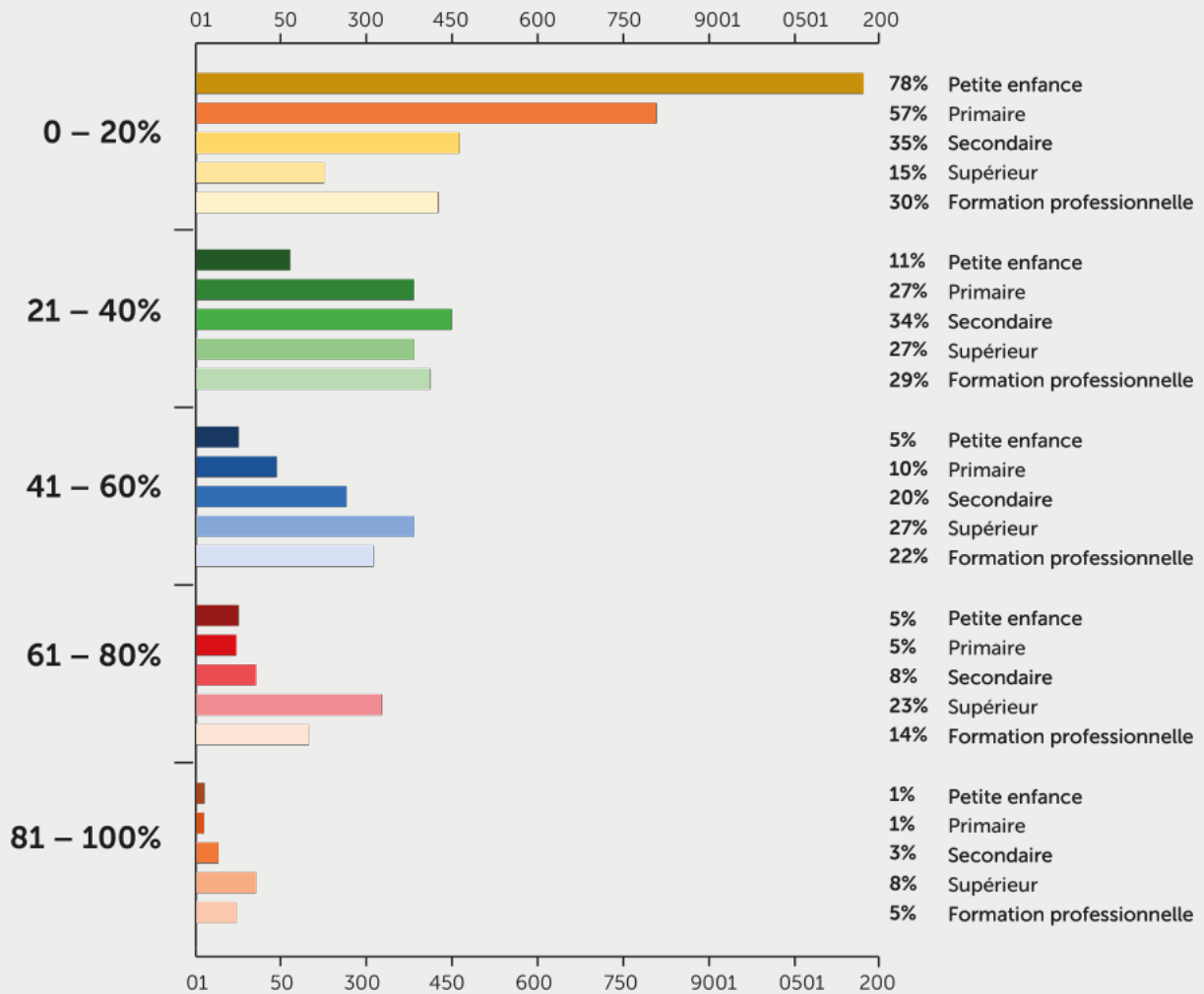
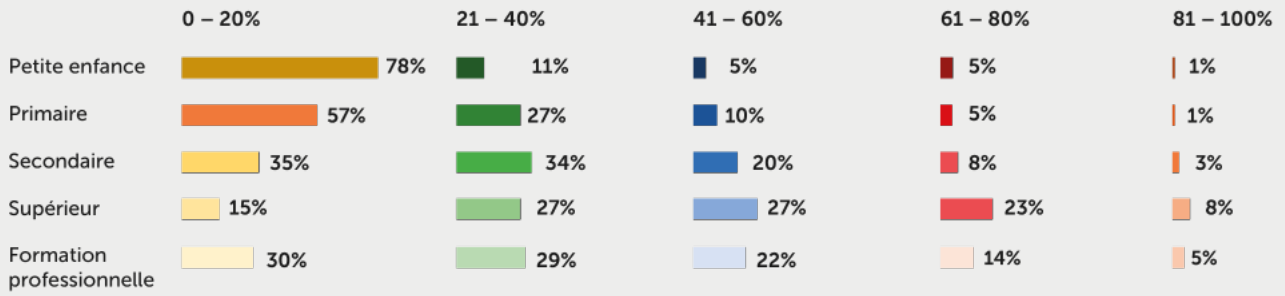


26 Dans votre pays, quel groupe d'apprenants sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise ?

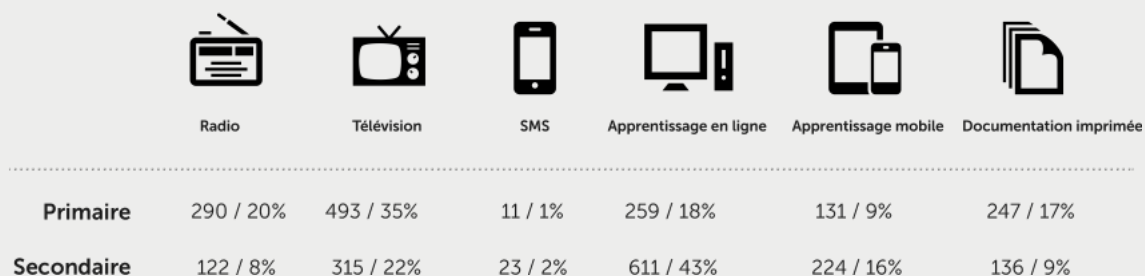


27

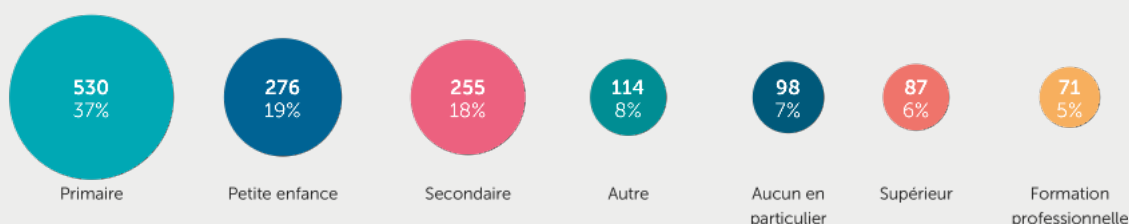
Dans votre pays, quel pourcentage d'apprenants peut avoir accès aux technologies nécessaires pour apprendre effectivement en ligne lorsque les établissements scolaires sont fermés ?



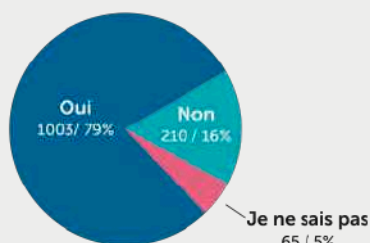
28 Pendant la crise actuelle, quelle solution d'apprentissage à distance pensez-vous être la plus utile pour les apprenants du cycle primaire ?



30 Dans votre pays, quel cycle éducatif sera, selon vous, le plus défavorisé en raison de la crise ?



31 Le gouvernement de votre pays a-t-il annoncé une stratégie d'apprentissage à distance en réponse à la crise de Covid-19 ?

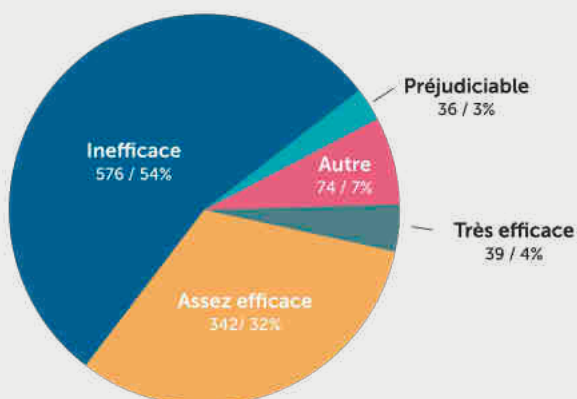


32 Si 'Oui', quels modules sont pris en compte dans cette stratégie d'apprentissage à distance ?



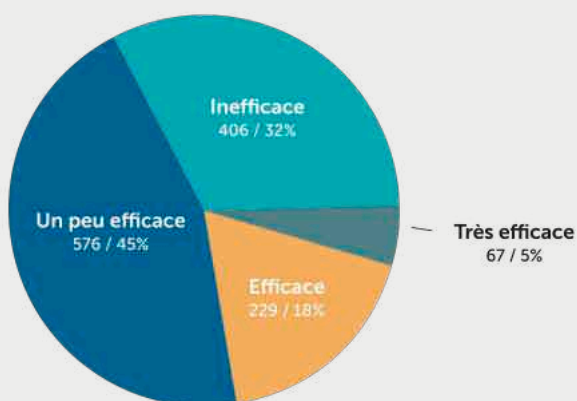
33

Si 'Oui', comment évaluez-vous l'efficacité de la stratégie d'apprentissage à distance mise au point par votre gouvernement pour garantir l'éducation alors que les établissements scolaires sont fermés ? Pourquoi ?



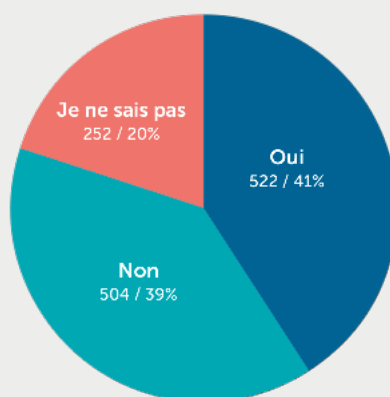
34

Comment jugez-vous l'implication des parents par votre établissement scolaire/institut/institution des parents dans la planification de nouvelles mesures relatives à l'éducation des enfants pendant la pandémie de COVID-19



36

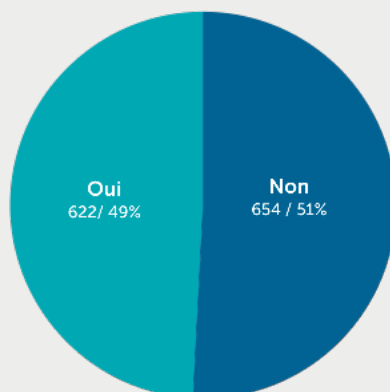
Votre gouvernement a-t-il édicté des directives sur le recours aux technologies appliquées à l'éducation pendant la crise de COVID-19 ?



Initiatives et appui

39

Dans votre pays, connaissez-vous des initiatives d'entreprises du secteur privé qui proposent des services fondés sur les nouvelles technologies pour appuyer l'éducation pendant cette crise ?



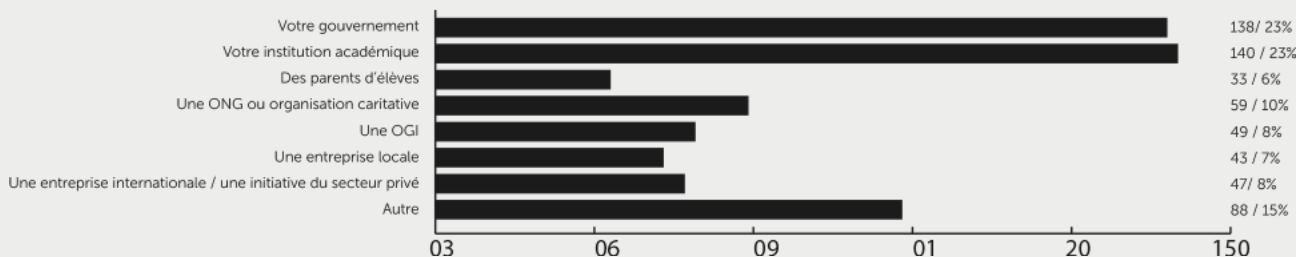
40

Avez-vous reçu un appui financier/matériel supplémentaire au titre des outils d'enseignement et d'apprentissage pendant cette crise ?



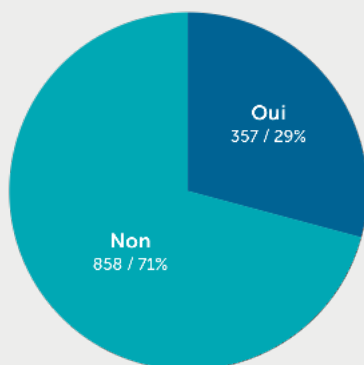
41

Si 'Oui': Il vous a été fourni par



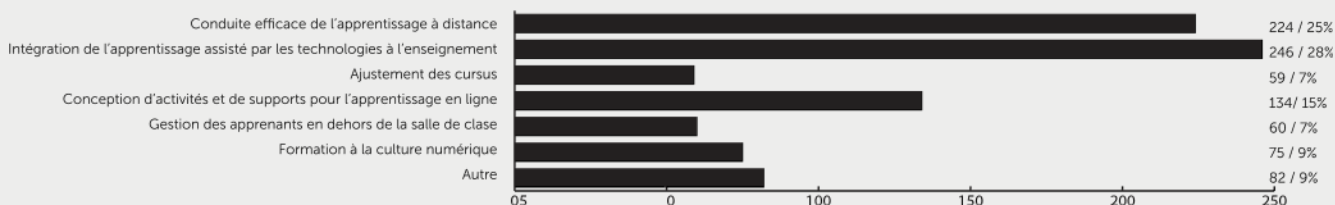
42

Pensez-vous avoir reçu une formation professionnelle ou un renforcement des capacités adéquat avant la pandémie de COVID-19 concernant la transition vers la fourniture aux étudiants de solutions d'apprentissage à distance ?



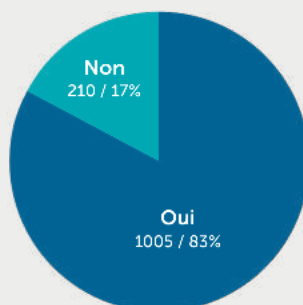
43

Sinon, sur quels aspects souhaitez-vous vous perfectionner ?



46

Pensez-vous qu'il faut modifier le programme scolaire pour faciliter l'adaptation à l'apprentissage à distance ?



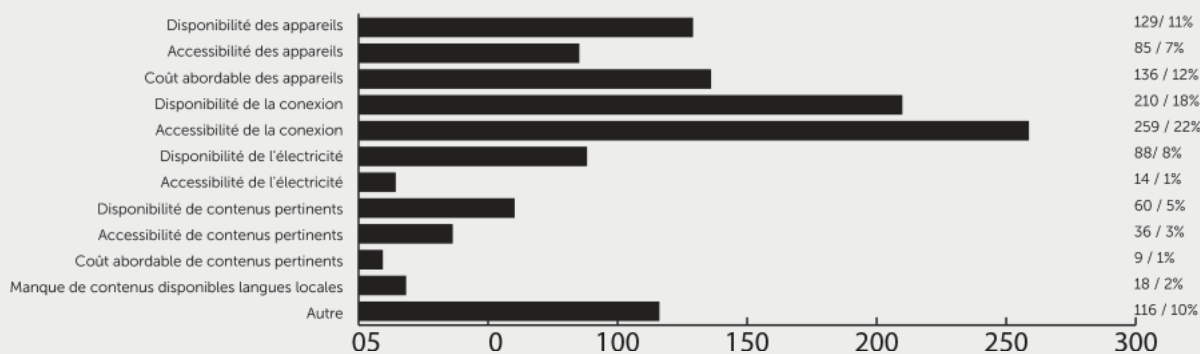
48

Dans votre pays, quel sera l'impact à long terme de la crise de COVID-19 sur le niveau d'utilisation des technologies dans l'éducation en Afrique ?



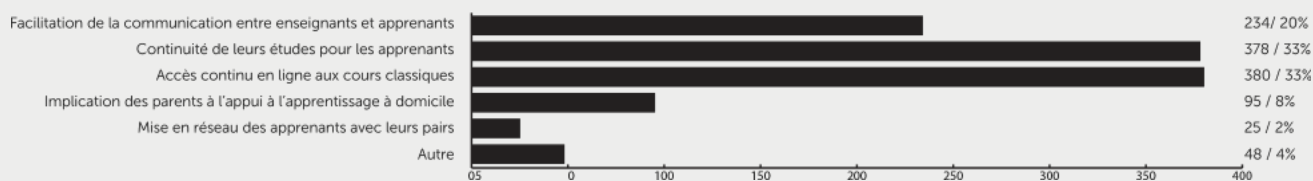
49

Dans votre pays, quel est, selon vous, le plus grand défi lié à l'utilisation efficace des technologies éducatives pendant la crise de COVID-19 ?

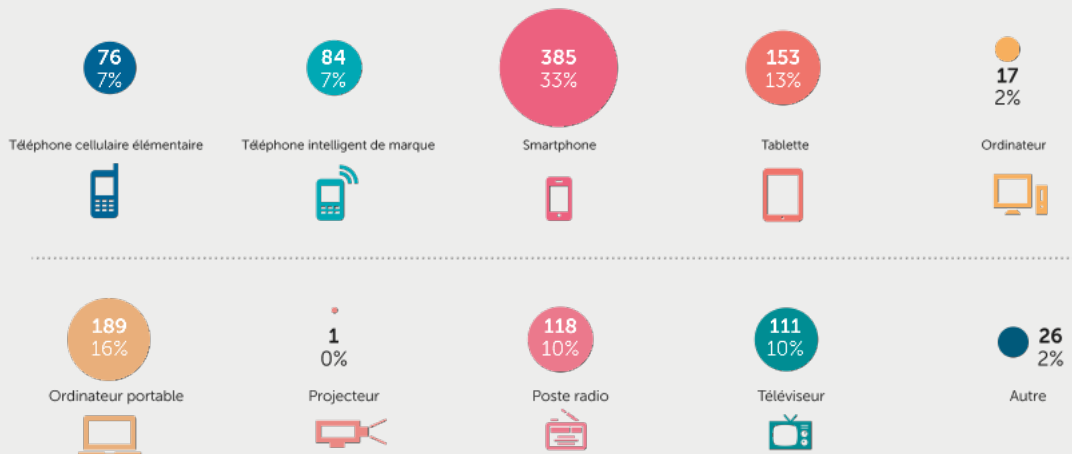


50

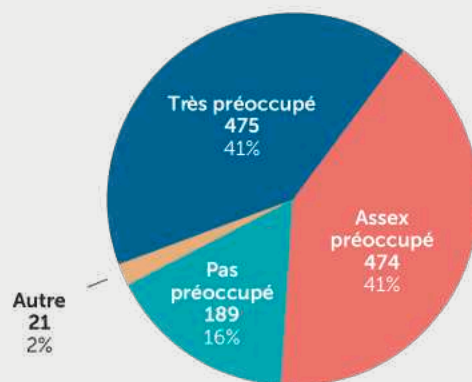
Pendant cette crise de COVID-19, quelle est la plus importante contribution du recours aux technologies pour assurer la continuité de l'éducation dans votre pays ?



51 Dans votre pays, quel appareil offre le meilleur moyen de déployer rapidement et à court terme une alternative à l'apprentissage en présentiel et un appui à l'apprentissage pendant la crise actuelle ?



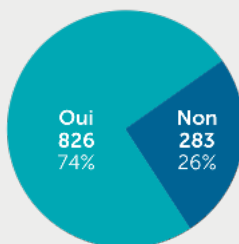
53 Quel est votre degré d'inquiétude face aux problèmes de sécurité, de vie privée, de fraude ou de logiciels malveillants associés à l'apprentissage en ligne ?



54 Dans votre pays, quel est l'impact le plus significatif à long terme de la pandémie de COVID-19 ?



56 Une transition vers plus d'apprentissage en ligne va-t-elle exacerber les inégalités et défavoriser les apprenants plus pauvres et marginalisés ?



58 À votre avis, l'état actuel des infrastructures de communication de votre pays va-t-il agrandir l'écart entre les résultats éducatifs des zones urbaines et ceux des zones rurales ?

